

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

RÉGIME des ZONES FRANCHES

De la Haute-Savoie et du Pays de Gex

ET SES MODIFICATIONS POSSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 25 Mai 1910, à 3 heures

PAR

Marcel JACQUIER

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants } *MM. HITIER, professeur*
 DESCHAMPS, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

RÉGIME des ZONES FRANCHES

De la Haute-Savoie et du Pays de Gex

ET SES MODIFICATIONS POSSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 25 Mai 1910, à 3 heures

PAR

Marcel JACQUIER



Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. HITIER, professeur*
DESCHAMPS, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910

LE RÉGIME DES ZONES FRANCHES

De la Haute-Savoie et du pays de Gex

ET SES MODIFICATIONS POSSIBLES

INTRODUCTION

Par zone franche, on entend un territoire qui se trouve en dehors des frontières douanières, — qui, par suite, n'est pas soumis aux droits de douane, — où tous les produits entrent et sortent librement, où, en résumé, l'on met en pratique, dans toute leur vigueur, les principes libre-échangistes.

Outre les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, il a existé en France, jusqu'en 1895, une petite zone sur la frontière des Pyrénées (1).

La commune des Aldudes, dont le hameau d'Ure-

1. Pallain. *Les douanes françaises*, vol. I, p. 86 en note.

pel a été en 1862 érigé en commune, avait été incorporée sans conditions à la France par le traité de Bayonne du 2 décembre 1856. Mais la situation topographique très particulière de ce territoire ainsi que l'insuffisance de sa production déterminèrent le gouvernement français, après accord entre les ministres des Affaires étrangères et des Finances, à laisser les habitants des Aldudes et d'Urepel importer d'Espagne en franchise les denrées de consommation courante. Primitivement ce régime de faveur n'était concédé qu'aux bois, céréales, huiles, vins, sels et légumes, à l'exclusion de la viande, des denrées coloniales et du bois de chauffage. Mais cette franchise était accordée uniquement aux Aldudiens pour leur consommation particulière : il en résultait qu'ils ne pouvaient expédier à l'intérieur des marchandises semblables à celles qui jouissaient de la franchise.

Cette immunité avait été fixée d'abord à une durée de quinze ans : en fait, elle fut prorogée par la concession annuelle de crédits. Cette pratique, qui manquait de bases légales, fut sanctionnée par une loi du 6 janvier 1879 qui permit au ministre des Finances d'autoriser l'importation en franchise des droits de douane des denrées de consommation destinées à l'approvisionnement des habitants des communes des Aldudes et d'Urepel.

Ces franchises ont été supprimées par l'article 14 de la loi des Finances du 6 avril 1895.

On peut également rapprocher du régime des zones franches le régime dit des propriétés limitrophes ou de bon voisinage (1), destiné à permettre aux propriétaires de biens-fonds situés en territoire étranger, à une distance déterminée de la frontière, de faire franchir, sans payer de droits, la ligne des douanes aux denrées provenant de leurs terres. Déjà en 1791, l'extraction des récoltes était permise respectivement aux étrangers et aux Français possédant des propriétés sur les territoires limitrophes. Pour avoir le droit de profiter du régime de faveur, il suffisait de présenter des titres de propriété en bonne forme ou un bail authentique. (Décision ministérielle du 17 novembre 1791).

C'est sur les frontières de la Suisse que l'on vit fonctionner pour la première fois un double système de franchises à l'importation et à l'exportation, qui peut être considéré comme le point de départ du régime actuel. La zone où s'appliquait ce régime de faveur ne comprenait que les biens-fonds situés respectivement à une lieue des frontières. (Traité d'alliance entre la France et la Suisse du 4 vendémiaire an XII.)

L'ordonnance du 13 octobre 1814 posa des règles générales applicables à toutes les frontières françaises : « Les étrangers propriétaires en France de

1. Pallain, *op. cit.*, vol. I, p. 100.

terres situées à un demi-myriamètre des frontières, jouissent de la faculté d'exporter, en franchise de tous droits, les denrées provenant desdites terres. Cette faculté n'a lieu que sous la condition expresse que les Français propriétaires de biens-fonds situés sur le territoire étranger, jouissent également et réciproquement de la faculté d'importer dans l'intérieur du royaume de France les récoltes provenant desdits biens-fonds. »

Cette ordonnance, du reste, n'était pas simplement édictée en vue de faire régner des rapports de bon voisinage : elle avait aussi pour but d'atténuer autant que possible les effets des nouvelles délimitations politiques de la France, pour les propriétaires dont les biens fonciers se trouvaient séparés par la frontière. Pour avoir droit au régime de faveur, il fallait que la possession fût ancienne, c'est-à-dire antérieure à l'époque où l'immunité avait été accordée. (Circulaire du 30 mars 1826). Cela se comprend, car on ne voulait pas aller contre des droits acquis : souvent un propriétaire se trouvait brusquement séparé par la frontière nouvelle de champs ou de terrains lui appartenant : il aurait été souverainement injuste de taxer comme étrangères les denrées provenant de ces terres.

Sur les frontières de la Belgique, il existe actuellement deux zones : l'une, créée par l'ordonnance du 13 octobre 1814, s'étend de chaque côté sur une

profondeur de cinq kilomètres ; l'autre, établie par la loi du 17 février 1893, n'a qu'une profondeur de deux kilomètres. En ce qui concerne cette dernière zone, elle vise les propriétaires ou fermiers de terres situées à moins de deux kilomètres de la frontière : ils sont autorisés à exporter leurs produits en franchise moyennant les formalités du certificat d'origine et de la déclaration préalable, à condition qu'ils exercent leurs droits en vertu de titres réguliers ayant date certaine et ne remontant pas à une époque postérieure au 1^{er} février 1892. Pour l'autre zone, elle vise les propriétaires de biens-fonds appartenant à ces Français lors de la délimitation du territoire, c'est-à-dire en 1814, et ayant été transmis aux citoyens français, propriétaires actuels, par héritage en ligne directe, soit qu'il s'agisse d'une succession *ab intestat*, soit qu'il y ait eu partage fait par un ascendant. (Circulaire du 30 mars 1826. Décision du 4 novembre 1892).

Pour la Suisse et l'Allemagne, la zone limitrophe est de dix kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière, d'après la convention du 3 février 1882 et l'article 12 du traité de Francfort du 11 décembre 1871. La franchise n'est accordée qu'à un nombre de produits limité.

Avec l'Italie, les relations de bon voisinage sont réglées par la convention du 31 mars 1861, dont l'article 3 accorde aux Français propriétaires à la

date du traité d'annexion (24 mars 1860), de terres situées en Piémont, dans le demi-myriamètre de la nouvelle frontière et aux Piémontais, propriétaires à la même date et dans les mêmes limites de terres situées en France, la libre importation en France et dans les Etats Sardes, sans avoir à acquitter aucun droit de douane ni à la sortie ni à l'entrée, soit du Piémont, soit de France, des denrées provenant de la récolte de ces terres ; les mêmes immunités sont étendues aux coupes de bois, à la laine, au lait, au beurre et au fromage ayant la même origine.

L'article 12 de la convention accorde aux fermiers, soit français, soit piémontais, les mêmes avantages qu'aux propriétaires de biens-fonds dans la zone limitrophe.

En ce qui concerne l'exportation, l'exemption des droits est complète et profite à tous, Français aussi bien qu'Italiens, sans qu'il y ait lieu de rechercher si eux ou leurs ascendants étaient propriétaires au moment de la délimitation. Cela tient à ce qu'en réalité cette exemption de droits est très faible, et réduite aujourd'hui à la légère taxe de statistique.

Pour l'Espagne, il n'y a pas eu d'aussi grandes modifications de frontières de ce côté-là que du côté de l'est, étant donné que les Pyrénées constituent une frontière naturelle séparant nettement la France de l'Espagne. Aussi n'a-t-on pas eu à se préoccuper de sauvegarder les droits lésés par un brusque dépla-

cement de la ligne frontière et existe-t-il là un régime particulier vraiment exceptionnel. Les « frontaliers », ou habitants des vallées françaises voisines de la frontière, sont autorisés à se réunir par groupes de commune et à conclure avec les habitants des communes espagnoles voisines, des contrats de bon voisinage ou « contrats de face-rie », qui ne sont intéressants qu'au point de vue des pacages.

Par l'aperçu qui précède, on voit que les conditions d'exercice de ces franchises sont strictement déterminées, quant aux produits et quant aux bénéficiaires. Il n'en est pas de même pour les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, dont la situation est actuellement unique et ne se retrouve nulle part ailleurs.

Avant de commencer l'étude de ce régime, il est utile d'examiner les modifications politiques et économiques qui se sont produites dans le bassin du lac Léman de 1789 à 1860, afin de bien comprendre les origines des zones franches. Nous ne considérerons que le pays de Gex, Genève et la Savoie ; quant aux autres territoires du bassin du Léman, nous n'avons pas à nous en occuper ici.

En 1789, le pays de Gex fait partie de l'ancienne province de Bourgogne ; la République de Genève a un tout petit territoire, qui est morcelé en plusieurs fragments, et qui ne subira pas de changements jus-

qu'en 1798 ; enfin la Savoie appartient au royaume de Sardaigne.

La loi du 22 décembre 1789, qui divise la France en départements, incorpore le pays de Gex au département de l'Ain, dont il forme une partie du cinquième arrondissement et dont il dépendra jusqu'au 25 août 1798.

En 1792 a lieu la conquête pacifique de la Savoie par l'armée française sous les ordres du général de Montesquiou. Au mois d'octobre les députés savoyards, réunis en assemblée générale des Allobroges à Chambéry, émettent le vœu solennel d'annexion à la France, par 583 voix sur 658. Le 27 novembre 1792, la Convention accepte cette proposition et fait de la Savoie un 84^e département, sous le nom de Mont-Blanc. Ce département, qui subsista jusqu'en 1798 avec son étendue primitive, fut formé des deux départements actuels de la Savoie et de la Haute-Savoie.

En 1798, Genève ayant été annexée à la France, on forma un nouveau département, celui du Léman, composé : 1^o du pays de Gex, que l'on enleva au département de l'Ain ; 2^o du territoire de la République de Genève ; 3^o des trois arrondissements de Thonon, Bonneville et Saint-Julien, c'est-à-dire précisément l'étendue de la zone franche de la Haute-Savoie actuelle, Annecy continuant à appartenir au département du Mont-Blanc.

Le premier traité de Paris du 30 mai 1814 rendit au roi de Sardaigne une partie de la Savoie du Nord, moins Annecy et Chambéry. D'un autre côté, Genève avait, le 31 décembre 1813, recouvré son indépendance, et le traité du 30 mai 1814 l'avait admise au rang de 22^e canton de la Confédération helvétique ; enfin le pays de Gex avait été de nouveau incorporé au département de l'Ain, auquel il ne devait plus cesser d'appartenir.

Le traité de Paris du 19 septembre 1815 cédait à la Sardaigne la partie de la Savoie qui avait été laissée à la France par le traité général du 30 mai 1814. D'autre part, le roi de Sardaigne avait consenti, le 26 mars 1815, à céder à Genève quelques communes, cession consacrée par le traité de Vienne du 20 mai 1815.

C'est alors que commença en Savoie un régime d'arbitraire et de bon plaisir, connue sous le nom de *Buon Governo*, où l'absolutisme et le jésuitisme régnèrent en maîtres.

Le 20 novembre 1815, un traité général donnait à Genève la langue de terre — prise sur le pays de Gex, à l'ouest du Lac Léman — qui assurait ses communications avec la Suisse ; ce même traité établissait la zone franche du pays de Gex.

Le traité de Turin de 16 mars 1816 créait la petite zone sarde — au sud du Lac Léman et à l'est de Genève — qui devait constituer une partie de la zone franche de 1860.

Le 4 mars 1848, le roi Charles-Albert donna à ses sujets un statut constitutionnel accordant la liberté de la presse, le droit de réunion, l'égalité devant la loi et un régime parlementaire. Un grand développement économique suivit l'octroi de cette Constitution.

En 1859 a lieu la guerre de l'Indépendance Italienne contre l'Autriche, qui se termine par les victoires sur les Autrichiens de Magenta (4 juin) et de Solferino (24 juin). Les Savoyards y prirent une part glorieuse, et, lors du retour de Napoléon III à Paris, comme ce dernier devait traverser la Savoie pour aller d'Italie en France, les populations savoyardes se portèrent en foule au-devant du souverain pour l'acclamer et témoigner par tous les moyens possibles leur attachement à la France.

Déjà l'idée de l'annexion était dans tous les esprits, et quand le traité de Turin du 24 mars 1860 décida la réunion de la Savoie et de Nice à la France, la quasi-unanimité des populations annexées manifesta par ses votes son désir d'être Français.

C'est le sénatus-consulte du 12 juin 1860 qui proclamait l'annexion de la Savoie à la France ; un décret du même jour organisait le régime de la zone franche.

En résumé, le tableau synoptique suivant fera comprendre d'un coup d'œil les modifications survenues :

Années	Pays de Gex	Savoie	Genève
1789	22 décembre. — Incorporé au département de l'Ain.		
1792		27 novembre. — Formation du département du Mont-Blanc, chef-lieu Chambéry.	
1798	Incorporé au département du Léman.	Formation du département du Léman, chef-lieu Genève.	20 avril. — Réunie à la France.
1813			31 décembre. — Reprend son indépendance.
1814	Incorporé au département de l'Ain.	30 mai. — Le traité de Paris rend à la Sardaigne une partie de la Savoie du Nord.	30 mai. — Forme le vingt-deuxième canton suisse.
1815	20 novembre. — Création de la zone franche et cession à Genève de la bande de Versoix.	26 mars. — Cession par le roi de Sardaigne de plusieurs communes savoyardes à Genève. 19 septembre. — Cession par la France à la Sardaigne de la partie méridionale de la Savoie laissée à la France par le traité du 30 mai 1814. 20 novembre. — Neutralisation de la Savoie.	20 novembre. — La bande de Versoix, prise sur le pays de Gex, est cédée à Genève par la France.
1816		16 mars. — Création de la petite zone sarde.	
1860		Le traité du 24 mars et le sénatus-consulte du 12 juin réunissent la Savoie à la France. 12 juin. — Création de la zone franche de la Haute-Savoie.	

Première Partie

Le Régime des Zones Franches

CHAPITRE PREMIER

Origines de la zone franche du pays de Gex

- § 1^{er}. — Histoire du Pays de Gex.
- § 2. — Situation de Genève par rapport au Pays de Gex et à la Savoie. — Isolement de Genève. — Comment s'est produit cet isolement.
- § 3. — Précédents que l'on pouvait invoquer pour demander la création d'une zone franche dans le pays de Gex. — Anciens traités. — Message présenté au roi le 31 mars 1775. — Intervention de Voltaire. — Lettres patentes du 20 janvier 1776.
- § 4. — Création de la zone franche en 1815. — Missions du diplomate genevois Pictet de Rochemont à Paris et à Vienne. — Traité du 20 novembre 1815.
- § 5. — Le Pays Franc.

La zone franche du pays de Gex répond à une double nécessité :

1. Nécessité pour les Gessiens, qui habitent un territoire pauvre, de tirer de Genève, leur capitale économique, tout ce qui leur fait besoin ;

2. Nécessité pour Genève, qui n'a pas de territoire rural, de s'approvisionner, sans l'obstacle des barrières douanières, des produits agricoles qui lui sont nécessaires et qu'elle ne peut trouver que dans le pays de Gex et dans la Savoie.

§ 1^{er}. — *Histoire du pays de Gex* (1)

César, dans ses commentaires, définit ainsi le pays de Gex (2) : c'est le territoire compris entre le lac Léman, le Rhône et le Mont-Jura. Ce territoire fait donc géographiquement partie de l'ancienne Helvétie dont il constituait une dépendance avant la domination romaine.

Il tomba ensuite au pouvoir des Romains qui le donnèrent aux Burgondes en récompense de leurs services. Ces derniers avaient en effet pris le parti de Rome contre le terrible Attila, chef de la peuplade barbare des Huns, et l'empereur Valentinien témoigna ainsi sa reconnaissance à ses alliés.

Après une longue suite de guerres, les habitants

1. Cf. Béatrix. *Histoire du pays de Gex*.

2. Le nom de Gex, vient de *gez*, qui signifie *arbre* en celtique (Bullet. *Mémoires celtiques*).

du pays de Gex devinrent sujets des Francs, leurs vainqueurs, puis firent partie de l'empire de Charlemagne.

A partir du ^x^e siècle, le régime féodal fait son apparition dans cette région, et en 1355 ce sont les ducs de Savoie qui en deviennent les seigneurs. Cette mutation de seigneurie s'opéra au moyen d'un échange convenu entre le roi de France, suzerain du dauphin Charles V et d'Hugues d'Anthon, sire de Gex, qui relevait du dauphin et du roi de France.

En 1536, les Bernois s'emparent du pays de Gex, pour le restituer en 1567 aux ducs de Savoie, par le traité de Lausanne.

Pendant de longues années encore, la guerre ravagea cette région. En 1590, la république de Genève enleva le pays de Gex aux ducs de Savoie, mais en 1601, à la suite du traité de Lyon du 17 janvier, le marquisat de Saluces fut échangé par le roi de France contre la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex.

C'est l'article 4 de ce traité qui cède au roi de France la baronnie ou baillage de Gex avec toutes ses appartenances et dépendances, à condition que les possessions délaissées demeureraient incorporées à la couronne de France « tellement qu'elles seraient réputées domaine et patrimoine de la nation française ».

§ 2. — *Situation de Genève par rapport au pays de Gex et à la Savoie*

Si l'on considère une carte du bassin du lac Léman, on ne peut s'empêcher de remarquer la situation singulière qu'occupe Genève. Cette ville est pour ainsi dire isolée de la Confédération helvétique, avec laquelle elle ne communique que par une étroite bande de terrain à l'ouest du lac. Cela encore ne serait rien si Genève possédait un territoire rural étendu, qui lui permit de subvenir à ses besoins ; mais le canton de Genève est tout petit (inférieur à la vingtième partie d'un département français) et resserré entre le pays de Gex d'une part et la Savoie de l'autre. Genève est donc la capitale économique d'une région dont la plus grande partie est située en France. C'est ce qui dans une large mesure explique la création des zones franches, celle du pays de Gex et celle de la Haute-Savoie.

Voici à la suite de quelles circonstances s'est produit cet isolement territorial : Genève faisait autrefois partie (depuis 1410) des domaines des ducs de Savoie, mais, passionnément attachés à son indépendance, elle supportait malaisément le joug qui lui était imposé. Après de nombreuses révoltes contre ses seigneurs, elle parvint à reconquérir sa liberté, sans toutefois pouvoir s'assurer un territoire rural

suffisant. En effet, en 1536, les Bernois s'étaient emparés de tout le nord de la Savoie, plus le pays de Gex et le pays de Vaud, qu'ils restituèrent (sauf le pays de Vaud) aux ducs de Savoie par le traité de Lausanne de 1567. S'ils avaient consenti à traiter avec les Genevois ou simplement à les admettre dans la Confédération helvétique, cela aurait mis fin pour toujours aux luttes de Genève et des ducs de Savoie. Mais les Bernois considéraient les habitants de Genève comme des étrangers, parlant une langue et ayant des coutumes différentes et ne se souciaient pas de se concilier leur amitié plutôt que celle des ducs de Savoie. De plus les intérêts locaux l'emportaient de beaucoup, à cette époque, sur les intérêts généraux et l'on ne peut faire grief aux Bernois de ne pas avoir aperçu nettement le parti que l'on pouvait tirer de la situation.

En 1798 eut lieu l'occupation de Genève par la France et voici en quels termes M. Pictet raconte l'histoire de ce fait (1). On se rend bien compte par cet exemple de la nécessité pour Genève d'avoir en Savoie et dans le pays de Gex un territoire affranchi de toute barrière douanière.

1. *Biographie, travaux et correspondance de Pictet de Richemont*, par E. Pictet, p. 45. — Il ne faut pas oublier que l'auteur du livre est genevois, et se laisse par suite aller à des appréciations qui seraient envisagées un peu différemment par un Français.

« Une conquête brutale eût paru par trop odieuse. D'autre part il ne fallait pas songer à créer dans l'obstinée cité un *parti français*. La tentative en avait été faite : elle avait échoué. Le moyen qu'on choisit pour décider les Genevois à se jeter dans les bras de la France fut la disette.

« On bloqua la ville au moyen d'une ligne de douanes installée en vue de ses murailles ; on l'affama systématiquement en entravant ses communications, non seulement avec la Suisse par la voie du lac, mais avec ses propres mandements enclavés dans les territoires savoyard ou gessien. On frappa les marchandises, à leur entrée dans la ville et de nouveau à leur sortie, de droits énormes... Mais une telle situation ne pouvait se prolonger longtemps et le 15 avril 1798 l'assemblée générale vota le vœu de la réunion de Genève à la France. »

En 1814 seulement, après la cessation de l'occupation française qui avait duré seize ans (avril 1798-décembre 1813), Genève fut admise à faire partie de la Confédération helvétique.

Elle vit bien alors que pour elle se posait deux questions très importantes : En premier lieu, étendre son territoire et faciliter ses communications avec la Suisse. En second lieu, à défaut de cession de territoire, obtenir de la France la création d'une zone franche dans le pays de Gex et de la Sardaigne la création d'une zone franche en Savoie.

§ 3. — *Précédents que l'on pouvait invoquer pour demander la création d'une zone franche dans le pays de Gex*

Genève pouvait s'appuyer sur bien des précédents pour demander l'établissement d'une zone franche dans le pays de Gex, entre autres une supplique en 27 articles adressée en 1601 par les habitants du pays de Gex au roi Henri IV, dans le but d'en obtenir notamment une diminution des charges, avec le droit de battre monnaie. Henri IV reconnut ces franchises en 1604. Abolies plus tard par Louis XIII elles furent rendues aux Gessiens par Louis XV en 1724 (1).

Ces franchises furent supprimées encore une fois, puis rétablies par Turgot, à la suite du message du 31 mars 1775 qui, signé des syndics des trois ordres, demandait le retrait de la ferme, en invoquant les raisons suivantes :

Le pays de Gex n'est qu'une langue de terre de 7 lieues de longueur sur 3 ou 4 de largeur. Il touche au canton de Berne et à la république de

1. Cf. Charousset. *Les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex*, p. 12. — Louis XV accorda en outre aux Gessiens la faculté, sans être astreints à une redevance, de vendre à Genève et en Suisse les produits agricoles et industriels du pays ; un arrêt du Conseil leur permit d'exporter leurs bestiaux dans la Suisse et dans les autres pays.

Genève. Il est séparé de la Savoie par le lac Léman et par le Rhône, du Bugey par le Fort de l'Ecluse et de la Franche-Comté par les montagnes du Jura, dont le passage est difficile et n'est ouvert aux voitures que par la seule route des Faucilles et encore n'est praticable que cinq mois de l'année. Par suite de la difficulté des communications et de la pauvreté du pays, les impôts se perçoivent très difficilement et il est naturel que cette région soit affranchie de charges qu'elle serait dans l'impossibilité de supporter.

Voltaire s'efforça également d'alléger le fardeau des impôts qui pesaient sur le pays de Gex. Le grand écrivain passa plusieurs années dans la région, résidant successivement au château de Prangin près de Nyon, à sa maison de campagne de Montrion, près de Lausanne, enfin au château de Tournay, à Ferney.

Emu des misères qu'il voyait autour de lui, il résolut de remédier à cette situation.

« Les habitants du pays de Gex, dit M. Fabry (1), étant séparés des autres provinces de la France par une chaîne de montagnes d'un difficile accès, et éloignés de toutes les villes du royaume, n'ayant de relations et de communications qu'avec les états voisins, se trouvant chaque jour à Genève,

1. Fabry, premier syndic général du Tiers-Etat. *Mémoire pour servir à la justification de l'administration du pays de Gex*, 1790.

pour y vendre leurs denrées, ne pouvant se pourvoir ailleurs que dans cette ville des choses nécessaires à leur habillement, à l'exploitation de leurs fonds et à l'exercice de leurs industries, il était impossible qu'ils ne cherchassent pas à éluder le paiement des droits excessifs auxquels ils étaient soumis, à l'entrée du pays, pour tous ces objets.

« Ils y étaient engagés par le profit, déterminés par l'occasion, et entraînés par le besoin.

« Il n'y avait que le sel et le tabac qui leur fussent fournis dans le pays, mais à un prix quadruple de celui auquel ils se vendaient à Genève et en Suisse.

« D'un autre côté, le pays étant ouvert partout, la Ferme avait été obligée de multiplier ses bureaux, sans pouvoir réussir à fermer son enceinte.

« Il résultait d'un pareil état de choses que la contrebande se faisait nécessairement et continuellement et que le public gémissait sous le poids des entraves et de l'oppression.

« Il en résultait que des pères, des mères, des enfants, des domestiques, étaient journellement enlevés à leur famille et à leurs maîtres, traduits de prison en prison, détenus dans les fers, et exposés à des peines afflictives et infamantes.

« Il en résultait que l'agriculture était négligée, que les terres devenaient incultes et désertes, et que la source même de l'impôt était tarie.

« Il en résultait enfin que tous ces maux nuisaient autant aux finances de Sa Majesté, qu'ils étaient désastreux pour le pays. »

Voltaire écrit alors lettre sur lettre pour obtenir

une modification de cet état de choses. Il écrit à M. Fabry :

« Le pain blanc vaut aujourd'hui à Ferney à raison de 8 sols la livre ; on menace, avec juste raison, qu'il sera dans quelque temps à 20 sols. Il faut trois mois pour faire venir du blé de Marseille ; la famine est un monstre contre lequel on ne saurait prendre trop de précautions. Nous n'avons ni petits grains, ni pommes de terre pour soulager les pauvres. Cette situation est bien funeste. Je vous remercie en mon particulier de tous les soins que vous daignez prendre.

« Les employés sont venus vexer la colonie de Ferney : ce n'est pas là ce qu'on avait promis au nom du roi. Je ne crois pas qu'on voie jamais quinze mille familles s'établir à Versoy, comme l'impératrice de Russie a fait à Astrakhan. »

Au même en une autre occasion :

« Je vous supplie de vouloir bien lire cette pancarte, d'avoir la bonté de me dire ce que vous pensez et ce que je dois faire. Il est très certain que le nommé François Collet, charpentier, domicilié à Ferney, et possesseur de quelques champs, a acheté deux coupes de blé au marché de Gex, pour ensemençer son petit domaine. Les employés lui volent son cheval et son blé, sous prétexte qu'il n'avait pas d'acquit-à-caution ; mais il me semble qu'ils devaient lui apprendre ce que c'est qu'un acquit-à-caution et lui dire d'en aller chercher un. Ils prétendent, dans leur grimoire, que cet homme est très coupable, pour n'avoir pas lu les lettres de M. de Tru-

daine ; mais ce pauvre homme n'a jamais entendu parler de M. de Trudaine, et de plus il ne sait pas lire.

« Je vous demande pardon, Monsieur, de vous entretenir d'une telle misère ; mais cette minutie est très essentielle pour ce pauvre homme et ces vexations sont bien cruelles. »

Autre lettre :

« Monsieur, voilà un pauvre homme de Sacconnex, qui prétend qu'il fournit du lait d'ânesse à Genève : il dit que ses ânesses portaient du son pour leur déjeuner et qu'on les a saisies avec leur son. Je ne crois pas que ce soit l'intention du roi de faire mourir de faim les ânesses et les ânes de son royaume. Je recommande ce pauvre diable, qui a six enfants, à votre charité. »

Enfin, citons encore une autre lettre de Voltaire au directeur du personnel des fermes pour défendre les intérêts du pays de Gex :

« Les ennemis de notre pauvre petite province en imposent à messieurs les fermiers généraux en disant que ce pays est peuplé et riche et que les fonds s'en vendent au denier soixante.

« Je certifie que dans toute l'étendue de la province la terre ne rend pas plus de 3 pour 1 : ainsi elle ne vaut pas la culture.

« Je peux vous assurer, monsieur, que trois Genevois étaient déjà prêts à acheter des domaines dans le pays sur la nouvelle que le Conseil de Sa Majesté allait retirer les brigades des employés et qu'il daignait faire pour nous un arrangement utile. Considérez, je vous prie, que nulle pro-

vince n'est située comme la nôtre : elle est entièrement séparée de la France par une chaîne de montagnes inaccessibles, dans lesquelles il n'y a que trois passages à peine praticables (1) ; nous n'avons de communication et de commerce qu'avec Genève. Traitez-nous comme notre situation le demande et comme la nature l'indique. »

Ces négociations aboutirent à un édit du 22 décembre 1775 et à des lettres patentes du roi de France Louis XVI en date du 20 janvier 1776, qui accordait la franchise douanière au pays de Gex. Voici le texte de ce document :

LETTRES PATENTES DU 20 JANVIER 1776.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

Nous nous sommes fait rendre compte des représentations faites en différents temps au feu roi notre très honoré seigneur et aïeul et à nous-même, depuis notre avènement au trône, par les gens des trois états de notre pays de Gex, portant que la perception des droits d'entrée et de sortie, qui ont lieu dans les provinces sujettes aux droits de nos

1. Les trois cols qui traversent le Jura sont les cols de Joux, de Saint-Cergues, de la Faucille. La partie du Jura séparant le pays de Gex du reste de la France ne peut être traversée qu'au col de la Faucille et par les sentiers du Crosset à Lelex, de Thoiry à la Valserine, de Saint-Jean-de-Gonville à Roussois.

cinq grosses fermes, ainsi que la régie et la vente exclusive du sel et du tabac, devenaient de jour en jour plus difficiles dans ce pays, par sa position qui se trouve enclavée entre les terres de Genève, de la Suisse et de la Savoie, et séparée des autres provinces de notre royaume par le Mont-Jura ; que ces droits, d'ailleurs, ne pouvaient qu'être fort onéreux aux habitants de notre dit pays de Gex, en les privant des avantages que devait naturellement leur procurer leur situation. Nous avons cru qu'il était digne de notre bonté de venir à leur secours, par la suppression tant des droits de traite qui sont établis sur les marchandises qui entrent dans ledit pays ou qui en sortent pour passer à l'étranger, que du privilège de la vente à notre profit du sel et du tabac, à la charge néanmoins de l'indemnité qui nous sera due ou à l'adjudicataire de nos fermes pour raison de ces suppressions, ainsi que de la manière qu'elle sera par nous ordonnée, conformément au désir que nous en ont témoigné les gens des trois états de notre pays de Gex. A ces causes et autres à ce nom mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, déclaré et ordonné par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plait ce qui suit :

Article premier. — Voulons qu'à l'avenir et à partir du 1^{er} janvier prochain, notre dit pays de Gex soit réputé, comme nous le réputons par ces présentes, *pays étranger*(1)

1. *Lettre de Voltaire à M. Fabry* du 28 janvier 1776 : Ce mot de *province étrangère* me choque fièrement l'oreille ;

quant aux droits de nos fermes générales et comme tel exempt des droits d'entrée et de sortie établis par l'édit du mois de septembre 1664 et le tarif du 18 dudit mois y annexé, sur les marchandises et denrées que les habitants de ce pays emportent à l'étranger, et sur celles qui entreront directement et sans emprunter le passage des provinces des cinq grosses fermes ; en conséquence nous ordonnons que tous les bureaux des traites et autres établis tant sur les frontières dudit pays de Gex, limitrophes aux terres de Genève, de la Suisse et de la Savoie, que dans l'intérieur dudit pays, seront et demeureront supprimés à partir dudit jour 1^{er} janvier prochain.

Art. 2. — Seront assujettis au paiement desdits droits d'entrée et de sortie toutes les marchandises et denrées permises, que les habitants du pays de Gex feront entrer dudit pays dans les autres provinces de notre royaume ou qu'ils feront transporter de ces provinces dans ledit pays de Gex ; à l'effet de quoi voulons qu'audit jour, 1^{er} janvier prochain, et à la diligence de l'adjudicataire de nos fermes, ils soit établi sur la frontière du pays de Gex, du côté de notre royaume, tel nombre de bureaux que ledit adjudicataire jugera nécessaire pour la perception desdits droits d'entrée et de sortie, conformément audit édit et tarif du mois de septembre 1664 et autres arrêts et règlements depuis intervenus.

Art. 3. — Voulons pareillement qu'à commencer dudit

comment peut-on être étranger quand on paie 30.000 livres à la ferme générale du roi ? (Voir art. 4).

jour, 1^{er} janvier prochain, la vente exclusive du sel et du tabac à notre profit soit et demeure supprimée dans l'étendue du pays de Gex ; permettons, en conséquence, aux habitants d'icelui de s'approvisionner de sel et de tabac où bon leur semblera, même d'en faire commerce avec l'étranger.

Art. 4. — Voulons, en outre, que pour nous tenir lieu ou à l'adjudicataire de nos fermes de la perception des droits de traites et du privilège exclusif de la vente du sel et du tabac, ci-dessus supprimé dans le pays de Gex, les syndics du clergé, de la noblesse et des trois états dudit pays, soient tenus de nous payer annuellement, à commencer dudit jour, 1^{er} janvier prochain entre les mains dudit adjudicataire de nos fermes, la somme de 30.000 livres (1), laquelle somme

1. *Lettre de Voltaire à M. Fabry*, du 3 décembre 1775 : « Je vous préviens que nous paierons les 30.000 livres ; la ferme générale en avait demandé d'abord 60.000 et s'était restreinte à 55.000 ».

Du même au même, le 6 décembre 1775 : « Je trouve comme vous, monsieur, la somme de 30.000 livres bien forte. Mais après les efforts infinis que j'ai faits de tous côtés pour la faire modérer, je n'ai pu y parvenir. M. de Trudaine me marque que l'arrêt du Conseil est minuté avec une conformité exacte aux propositions signées par nous. Je ne crois pas que nous devions disputer à présent et je conjure même tous messieurs les syndics de recevoir l'arrêt du Conseil avec la plus grande reconnaissance. Commençons par être délivrés des vexations cruelles que tout le pays éprouvait : c'est là le point capital. Nous pourrions au bout de l'année représenter à M. le contrôleur général l'impossibilité de trouver 30.000 livres pour la ferme. Le ministère n'exige point la taille des villages qui ont été grêlés ou incendiés. Notre pauvreté nous tiendra lieu de feu et de grêle ».

nous les avons autorisés et autorisons d'imposer sur tous les biens-fonds de ladite province et proportionnellement à leur valeur réelle, soit que lesdits biens-fonds soient possédés par des privilégiés, ecclésiastiques, nobles et roturiers, sans excepter les propriétaires qui ne font pas leur résidence dans le pays.

Art. 5. — Ordonnons que pour tenir lieu audit pays de Gex des crues qui se trouvent supprimées par ces présentes, sur le sel vendu et débité dans les greniers et chambres de la province et dont le produit était destiné à l'entretien et aux réparations de ses chemins, et sera ainsi et de la manière ordonnée par l'article précédent, à commencer dudit jour, 1^{er} janvier prochain, annuellement imposé sur les biens-fonds dudit pays une somme suffisante pour être employée sans divertissement et sur les ordonnances du sieur intendant et commissaire départi en Bourgogne, aux réparations et constructions des grandes routes, chemins, ponts et chaussées dudit pays de Gex, au moyen de quoi il ne sera plus exigé de corvées desdits habitants pour la construction des chemins.

Art. 6. — Ordonne en outre Sa Majesté que les habitants dudit pays demeureront conservés dans la liberté du commerce des grains, ainsi et de la même manière qu'ils ont joui et dû jouir avant ces présentes. Si donnons en mandement à nos amis et féaux les gens tenant notre cour de parlement et aides à Dijon, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et enregistrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, nonobstant tou-

tes choses à ce contraires, auxquelles [nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amis, féaux conseillers-secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original, Car tel est notre bon plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

Signé : Louis

Mais il paraît que malgré le retrait de la ferme, tout n'allait pas encore très bien, car Voltaire continue à se plaindre dans une lettre qu'il adresse à M. Fabry le 14 janvier 1776 :

Les têtes de l'hydre se multiplient : quoique le monstre soit chassé de notre pays, je ne vois que des gens qui viennent se lamenter d'avoir été arrêtés vers le pont de Bellegarde ou vers Mijoux. L'un dit : on m'a saisi mon blé, l'autre, mon veau, mon beurre, mes œufs ; un troisième crie qu'il ne pourra plus faire passer du bois ou du charbon. Les gens de Lelex se plaignent de n'avoir point de sel et ne savent où en prendre.

La situation créée par les lettres patentes de 1776 prit fin avec la loi du 5 novembre 1790 qui transportait les frontières douanières aux frontières politiques et remplaçait par suite le pays de Gex (qui faisait alors partie du département de l'Ain) dans les mêmes difficultés qu'autrefois.

§ 4. — *Création de la zone franche en 1815*

Genève put donc s'appuyer sur ces précédents pour demander aux puissances alliées victorieuses de la France en 1815 l'établissement d'une zone franche dans le pays de Gex, à défaut de la cession complète de ce pays, qui par sa situation géographique appartient à l'Helvétie.

Pour mener à bien ses négociations, la ville de Genève eut la chance d'avoir un diplomate de premier ordre, Charles Pictet de Rochemont, qui sut gérer avec la plus grande intelligence les intérêts de son pays.

La première mission de Pictet de Rochemont à Paris, en 1814, avait pour objet : l'incorporation de Genève à la Suisse en qualité de canton ; — une accession de territoire qui la rendit contiguë au moins avec le canton de Vaud ; — enfin, le désenclavement du territoire genevois (1). Mais Genève n'obtint par le premier traité de Paris du 30 mai 1814 que la première de ses revendications. La seconde, c'est-à-dire la cession du pays de Gex, fut bien près d'aboutir,

1. En effet le territoire genevois était morcelé en six fragments épars, qui ne pouvaient communiquer avec la ville qu'en empruntant le sol étranger. (Cf. Rilliet, *Histoire de la Restauration de la République de Genève*, p. 36.)

ainsi qu'en témoignent les lettres suivantes de Pictet de Rochemont :

24 octobre 1814. — Ce matin nous sommes allés à 9 heures chez M. de Weissenberg, commissaire autrichien désigné pour s'occuper des affaires de la Suisse. Nous l'avons trouvé parfaitement au fait de toutes les conventions de notre canton et de la confédération. Il sent aussi bien que nous que les frontières militaires que nous proposons sont de toute nécessité, et que Genève ne peut se passer du pays de Gex. A cette occasion il nous a dit que M. de Nesselrode avait été cause que nous n'avions pas eu l'arrondissement de Gex, lors du traité de Paris. Sur l'étonnement que nous en avons marqué, il a ajouté : « Je vais vous donner la preuve que nous avons déjà obtenu pour votre canton la plus grande partie de ce territoire. » En disant ces mots, il est allé chercher une liasse de papiers contenant les protocoles originaux des conférences de Paris. Nous y avons vu avec une surprise mêlée du plus vif regret que, le 10 mai, les plénipotentiaires alliés avaient demandé que la France cédât au canton de Genève tout le pays de Gex, y compris Collonges et le Fort-de-l'Ecluse. Le 12 mai, le ministre de France consentit à abandonner aux alliés toute la partie du pays qui sépare Genève du reste de la Suisse, en se réservant seulement Collonges et le Fort-de-l'Ecluse. Le papier portant cession est signé par toutes les puissances et par M. Laforêt, plénipotentiaire français autorisé par M. de Talleyrand !

Nous demandâmes alors à M. de Weissemberg ce qui avait pu faire revenir sur cette détermination, une fois prise. « Une générosité déplacée de l'Empereur Alexandre, répondit-il ; il disait toujours que la paix n'était pas assez avantageuse pour la France, et M. de Nesselrode vint déclarer de la part de son maître qu'il fallait rendre à la France le pays de Gex qu'elle avait cédé ; et c'est ainsi qu'on annula cette disposition.

D'autre part, Pictet de Rochemont écrit ce même 24 octobre 1814 :

... Ensuite, conférence avec Weissemberg. Edification complète, nous prêchions un converti et tellement converti qu'il nous a fait voir l'original du protocole par lequel le pays de Gex nous était formellement cédé. Je crois que je me pendrais, si je n'avais fait tout ce qui était faisable (1).

Pictet de Rochemont ne se découragea pas et s'efforça alors, ne pouvant obtenir un agrandissement du côté de Gex, d'en obtenir un du côté de la Savoie. Il écrit, le 1^{er} juin 1814, à M. de la Harpe :

« Monsieur, quoique je n'aie point pu réussir à vous rencontrer et que j'aie lieu de croire, par quelques mots que vous m'avez écrits, que vous me supposez des opinions différentes des vôtres, sur quelques points, je pense que vous êtes d'accord avec moi à considérer comme un malheur pour la Confédération Helvétique :

1. Pictet, *op. cit.*, pp. 125 et 126.

1° Que la France, en conservant le pays de Gex, coupe Genève de la Suisse et possède un district géographiquement enclavé dans l'Helvétie ;

2° Que Genève abandonnée à elle-même, isolée et presque cernée par la France, se trouve exposée à être occupée par les troupes françaises.

Si telle est votre opinion, je vous propose d'examiner l'idée d'affaiblir les graves inconvénients de cet article de ce traité, en nous reliant à la Suisse par le Chablais (1).

La réponse que reçut Pictet de Rochemont ne lui laissait pas beaucoup d'espoir de ce côté-là non plus.

Il fut ensuite envoyé au Congrès de Vienne, ayant pour mission de réclamer avant tout la cession du pays de Gex, et, dans les limites de l'ancienne Savoie, le territoire compris entre le Rhône, le torrent des Usses, le Salève, les Voirons et le ruisseau d'Hermance. Il devait en même temps se déclarer prêt à abandonner au canton de Vaud la plus grande partie du pays de Gex, puisque c'était dans l'intérêt de la Confédération principalement qu'on en désirait la possession.

Les prétentions genevoises se heurtèrent au refus du roi de France, qui, par l'intermédiaire de son ministre Talleyrand, remettait sa réponse officielle au milieu du mois de janvier 1815 : Refus positif

1. Pictet, *op. cit.*, p. 135.

d'entrer dans aucune négociation d'échange de territoire ; offre de régler convenablement, à teneur de l'article 4 du traité de Paris, le libre usage de la route de Versoix.

L'article 4 de l'acte du 20 mars 1815 (1) assura l'éloignement des douanes françaises de la route de Versoix, et garantit la pleine liberté des relations commerciales et militaires entre Genève et la Suisse.

Après les Cent-Jours, Pictet de Rochemont fut pour la seconde fois envoyé à Paris, non plus simplement comme député de Genève, mais comme chargé en outre des intérêts de la Confédération. La cession du pays de Gex était encore comprise dans son programme, mais il se rendit bien compte que les représentants des grandes Puissances n'étaient pas

1. Voici quels sont les termes de cet article : « Pour assurer les communications commerciales et militaires de Genève avec le canton de Vaud et le reste de la Suisse, et pour compléter à cet égard l'article 4 du Traité de Paris, Sa Majesté très chrétienne, consent à faire placer la ligne des douanes de manière à ce que la route qui conduit de Genève par Versoix en Suisse soit en tout temps libre, et que ni les postes, ni les voyageurs ou les transports de marchandises n'y soient inquiétés par aucune visite de douane, ni soumis à aucun droit. Il est également entendu que le passage des troupes suisses ne pourra y être nullement entravé. Dans les règlements additionnels à faire à ce sujet, on assurera de la manière la plus avantageuse aux Genevois, l'exécution des traités relatifs à leur libre communication entre la ville de Genève et le mandement de Peney. »

disposés à l'accorder, et dans une de ses lettres il écrit :

Je vois clairement venir qu'il nous faudra changer nos batteries. La destruction d'Huningue, la cession de la langue de Versoix, la neutralisation de la Savoie française, voilà, ce me semble, le *non plus ultra* de nos espérances désormais.

Un des points sur lesquels vont se porter maintenant tous ses efforts, c'est le reculement de la ligne des douanes, soit du côté de la France, soit du côté du Piémont.

Il eût voulu voir une zone franche sur toute l'étendue de la frontière suisse, et une note de lui remise le 30 septembre 1815 à Capo d'Istria (1), expose son programme :

1^o Cession de la langue de Versoix ;

2^o Dans le but d'assurer la tranquillité des habitants des communes frontières de France et de Suisse, pour prévenir les provocations et les incidents, que la présence des troupes et la contrebande occasionnent journellement ; pour maintenir autant que possible la bonne harmonie entre les deux populations, il sera convenu que, de Bâle à Genève, une zone du territoire français de 3 lieues de largeur sera considérée comme neutre, c'est-à-dire qu'en aucun temps il ne pourra y avoir, dans ladite zone, ni rassemblement de troupes, ni station, ni forteresses, ni postes de douaniers ;

3^o Quant à la Savoie française, désenclavement, cession

1. Représentant la Russie.

de Saint-Julien, enfin neutralisation du territoire au nord d'Ugines.

Le 6 octobre, il écrit :

L'affaire des douanes me tient maintenant fort à cœur ; le mot sur lesdites douanes, inséré dans le nouveau traité, est une conquête du genre de celles qui ne peuvent faire de mécontents. Je dois l'insertion de ce mot à Capo d'Istria et Weisseberg, et si j'obtiens ce que j'espère un peu, je me ferai bénir sur toute la frontière, de Bâle à Genève, tant par les Suisses que par les Français, car il est difficile de dire auxquels j'aurai rendu le plus grand service.

Et le 10 octobre :

Je vous envoie copie de ma rédaction adoptée par les quatre grands cabinets :

En compensation de la ville et du territoire de Mulhouse, qui appartenaient à la Confédération Suisse avant 1790, et dont la possession est confirmée à la France par le présent traité ;

Pour indemniser Genève des pertes diverses qu'elle a éprouvées, dans sa réunion violente à la France et en particulier par l'enlèvement de ses magasins de grains et de sel, de ses arsenaux et de son artillerie ;

Enfin, pour établir la communication directe entre le canton de Genève et le reste de la Suisse ;

Il sera cédé à la Confédération et annexé au canton de Genève, la portion du pays de Gex bornée à l'est par le lac

Léman, au midi par le territoire du canton de Genève, au nord par le territoire du canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Versoix et par les limites occidentales des communes de Collex-Bossy, Moëns et Meyrin.

Pour conserver la bonne harmonie entre les habitants des communes frontières de France et de Suisse, il est convenu que les douanes françaises seront établies à l'occident du Jura, le long du Doubs et parallèlement à la frontière de l'ancien évêché de Bâle et du canton de ce nom, de manière à laisser une zone, de la largeur de une lieue au moins, libre de poste et de tout service des douanes sur la frontière de France voisine de la Suisse.

Cette rédaction ne prévalut pas et Pictet de Rochemont dut encore faire de nouveaux efforts. Le 19 octobre, il écrit :

Avant-hier, j'eus une audience de Lord Casthereagh. Celui-ci m'écouta avec attention sur la grande convenance qu'il y avait pour la Suisse à écarter la ligne des douanes, ainsi qu'il est dit dans un projet de rédaction présenté par M. de Weissemberg aux Puissances. Si le duc de Richelieu (1) devait y faire des objections, je lui faisais remarquer que la partie n'était pas égale entre la Suisse et la France, que la première n'avait pas de douanes, tandis que la seconde en avait de très vexatoires (ainsi que le Piémont, dont j'eus soin de qualifier fortement la législation commerciale). Je repré-

1. Président du conseil et ministre des Affaires étrangères.

sentais que c'était une source intarissable d'incidents, de querelles, de reproches, de soupçons et d'inimitiés; que cela empoisonnerait une zone de la population dans les deux pays. Je rappelai le précédent du pays de Gex, pays heureux tant qu'avait subsisté cette franchise, amèrement regrettée aujourd'hui et dont le fisc lui-même ne se trouvait pas mal. J'insistai ensuite sur ce que la Suisse avait renoncé à toute idée d'extension et que c'était bien le moins que pour prix de sa conduite elle obtînt une chose qui lui vaudrait mieux que l'acquisition d'une province, et qui, loin de coûter à la France, lui serait avantageux.

Le 1^{er} novembre, Pictet de Rochemont écrit encore :

Hier matin, je lâchai une espèce de circulaire à Castle-reagh, Humboldt et Weissemberg. Je me suis servi avec tous des expressions que j'ai fait insérer dans les bases relativement aux douanes : la plus convenable au système d'administration des deux pays. J'ai argumenté de l'exemple des quinze années pendant lesquelles le pays de Gex avait été abonné ; de l'opinion des experts, contresignée dans divers mémoires des fermiers généraux, qui démontraient que c'était même l'avantage du fisc ; des regrets que ce régime avait laissés dans le pays de Gex, qu'il avait fait prospérer.

Mais tout ne s'arrangeait pas au gré des désirs de Pictet de Rochemont, et le ministre des Finances

français, opposé à l'idée du reculement général des douanes françaises sur la frontière suisse, parvint à faire partager ses idées au duc de Richelieu. Pictet, dans sa lettre du 2 novembre, exprime ses ennuis :

Toujours des accrocs et des inquiétudes... Il paraît que le ministre des Finances a houspillé le duc de Richelieu sur le reculement des douanes et lui a reproché de sacrifier les intérêts financiers de la France. J'ai vu venir, en causant ce matin avec Capo d'Istria, que l'intérêt de la Suisse n'arrêterait pas deux minutes la signature si impatiemment désirée. Je lui ai dit que je possédais sur cette question des douanes un mémoire relatif au pays de Gex, et qui, vu sa date — 1758 — n'était pas suspect, lequel mémoire démontrait qu'il y avait avantage pour le Trésor, pour la population du pays, pour les voisins, et par conséquent pour la bonne harmonie, dans ce reculement des douanes. Alors nous sommes convenus que je lui enverrai de suite cet écrit (que m'a prêté Girod de l'Ain) en l'accompagnant d'une lettre qu'il pourra montrer au ministre des Finances...

Le 20 novembre 1815 était signé le traité général par lequel la langue de terre que désirait Genève à l'ouest du Léman était cédée à cette dernière ville, et qui consacrait le reculement des douanes dans le pays de Gex. Voici l'article qui nous intéresse :

Article premier. — Les frontières de la France seront telles qu'elles étaient en 1790, sauf les modifications de part

et d'autre qui se trouvent indiquées dans l'article présent :

1° ...

2° ...

3° Pour établir une communication directe entre le canton de Genève et la Suisse, la partie du pays de Gex bornée à l'est par le Lac Léman, au midi par le territoire du canton de Genève, au nord par celui du canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Versoix, et par une ligne qui renfermera les communes de Collex-Bossy et Meyrin, en laissant la commune de Ferney à la France, sera cédée à la Confédération helvétique pour être réunie au canton de Genève. La ligne des douanes françaises sera placée à l'ouest du Jura, de manière que tout le pays de Gex se trouve hors de cette ligne.

§ 5. — *Le pays franc*

Ainsi que nous venons de le voir, l'article 1 § 3 du traité du 20 novembre 1815 stipulait que la ligne des douanes françaises serait placée à l'ouest du Jura, de façon que le pays de Gex fût en dehors du territoire économique français.

Or, pour rendre le contrôle plus facile, l'administration recula la ligne douanière jusqu'au cours de la Valserine, faisant rentrer par conséquent dans la zone franche le territoire compris entre la chaîne

du Jura et la rive gauche de la Valserine, territoire désigné sous le nom de *pays franc*.

Ce régime offrait à l'administration des douanes l'avantage suivant : le cours de la Valserine présentait un obstacle à la contrebande, et était beaucoup plus facile à garder que les montagnes du Jura.

Pour bien marquer qu'il ne s'agissait là que d'une tolérance, cette situation fut modifiée par une circulaire ministérielle du 24 avril 1822, qui installait des postes de douanes à Mijoux, Lelex, Longeray et Vanchy, sur la rive gauche de la Valserine, avec mission de réprimer la contrebande qui pourrait se produire entre le Jura et la Valserine. Des poursuites furent exercées, et malgré les protestations des fraudeurs, qui soutenaient l'illégalité d'une pareille mesure, les tribunaux n'ont pas hésité à adopter la thèse de l'administration.

D'ailleurs cette interprétation est nettement fondée en droit et résulte de tous les textes officiels. Toutefois le conseil général de l'Ain a émis un vœu qui admet la thèse contraire, mais qui ne s'appuie pas sur des raisons bien sérieuses. En voici un passage :

La vallée de la Valserine étant en grande partie aride ne peut subsister que grâce aux franchises légales et légitimes dont elle jouit. Les habitants, s'ils étaient dépouillés de ce droit, seraient réduits à la misère, à la ruine.

En 1830, à la suite de la demande des populations

de la rive gauche de la Valserine, l'administration des douanes consentit à rétablir l'ancien régime. La situation resta telle quelle jusqu'en 1897, époque où la loi du 29 mars vint donner un fondement législatif à ce qui n'avait été jusque-là qu'une tolérance. L'article 7 de cette loi dit en effet :

La partie de la vallée de la Valserine, comprise entre la rive gauche de cette rivière et la crête du Jura, sera assujettie au même régime que le pays de Gex proprement dit, tant que la ligne des douanes ne sera pas reportée à la frontière du pays de Gex.

CHAPITRE II

Origines de la zone Franche de la Haute-Savoie

- § 1. — Quelques mots sur l'histoire de la Savoie.
- § 2. — La petite zone sarde de 1816. — Anciens traités consacrant la liberté du commerce. — Protocole du Congrès de Vienne du 29 mars 1815. — Traité de Paris du 19 septembre 1815. — Traité de Turin du 16 mars 1816.
- § 3. — La zone d'annexion de 1860. — Sympathies de la Savoie pour la France. — Préliminaires de l'annexion. — Traité du 24 mars 1860. — Plébiscite du 22 avril. — Sénatus-consulte du 12 juin 1860. — Décret impérial du même jour sur le service des douanes en Savoie. — Difficultés soulevées par la question de délimitation et loi du 30 mars 1899.

§ 1. — *Quelques mots sur l'histoire de la Savoie*

La Savoie a eu une histoire très mouvementée, par suite de la situation qu'elle occupe : elle fut en effet soumise, par cette situation même, à l'influence de trois Etats, la France, l'Allemagne et l'Italie, qui la dominèrent tour à tour.

Avant de raconter brièvement l'histoire de cette

région, qu'on nous permette de citer quelques lignes de M. de Saint-Genis (1), qui montrent bien la beauté de la Savoie et tout l'intérêt qu'elle présente :

... Regardez un instant les charmes imprévus de cette sublime nature. Quittons les riches vignobles étagés sous les montagnes murales des Bauges et cette vallée de Chambéry, tiède, ombreuse, semée de vergers et de villas ; remontons le cours de l'Isère : à droite la gorge profonde, abrupte et sauvage où bondit l'eau torrentueuse de l'Arc, s'ouvre par les défilés de la Maurienne un rude chemin jusqu'au col du Mont-Cenis ; plus loin la Tarentaise apparaît charmante, malgré la sévérité de ses aspects. Ses plantureux pâturages se peuplent de milliers de vaches blondes, aux sonnettes retentissantes ; l'écureuil noir joue dans les sapinières ; le chamois et l'aigle se partagent la solitude des hauteurs. Au delà se dresse le colosse éruptif du Mont-Blanc, avec ses fleuves d'argent en fusion, ses aiguilles rousses, ses parois glauques, et ces fossés de géants qu'on appelle l'Allée Blanche et le Val de Chamonix. Du pied du Brévent, verticalement sur un chaos de montagnes qui s'abaissent sous le regard et, de ces hauteurs, font l'illusion d'une vaste plaine à peine ridée par des filets d'eau, le regard se perd sur quelques trouées d'un bleu vif : ce sont les lacs. A l'horizon, la ligne effacée du Jura ; une zone bleuâtre, le lac de Genève ; une zone sombre ou claire, selon l'heure du jour, le Valley ; puis,

1. V. de Saint-Genis, *Histoire de la Savoie*, vol. I, p. 38.

à mesure que l'on descend, la vallée de l'Arve, où s'amassent les eaux du Faucigny, la coupure du Giffre qui lui jette les neiges de Samoëns ; plus au nord, les deux Dranses qui accidentent le Chablais depuis l'abbaye d'Aulps jusqu'à Thonon. Si l'on jette en arrière un coup d'œil de regret et de joie, qui mesure la route parcourue, qu'on soit sur les sentiers de la montagne ou par les grands chemins de la vie, on aperçoit au-dessus des premiers plans, verts, sombres et paisibles, les lignes austères des granits noyées dans des vapeurs bleuâtres, puis les cimes neigeuses qu'éclaire la pourpre du soir.

Lors de la conquête romaine, la Savoie était occupée de Genève à Aiguebelle par les Allobroges, qui s'étendaient au sud jusqu'à Vienne et au nord jusqu'à Genève (1). Ils reçurent des Romains le droit de s'administrer eux-mêmes par centre de population. Toute cette région fut civilisée petit à petit avec l'établissement des différentes routes et le progrès des institutions latines.

C'est à la fin du iv^e siècle que l'on rencontre pour la première fois le nom de Savoie et c'est Ammien Marcellin qui le premier fait mention de la *Sapaudia* (au vi^e siècle *Sabaudia*) qui s'étendait de Cularo (Grenoble) à Ebrodunum Sapaudiaë (Yverdon) (2). Ce

1. César. *Commentaires* : Extremum oppidum Allobrogum proximumque Helvetiorum finibus, Genova.

2. Ammien Marcellin. *Rhodanus per Sapandiam fertur et Sequanos* (Lib. XV, cap. XI).

mot *Sapaudia* venait du celtique *Sap-Wald*, qui signifie *forêt de sapins*.

Après le démembrement de l'Empire romain, la Savoie est divisée en nouvelles provinces. Les Wisigoths envahissent la province des Alpes, mais ne s'y arrêtent pas.

Par le traité de Bâle, en 1032, le roi des Deux-Bourgognes, Rodolphe III, cède à l'empereur germain Conrad le Salique tous ses droits sur la vallée du Rhône, la Savoie, l'Helvétie, les vallées du Doubs et de la Saône. Mais la féodalité avait déjà fait son apparition dans les territoires cédés et l'empereur ne devint guère suzerain que de nom des puissants seigneurs qui régnaient alors, comme le marquis de Suse, les comtes de Genevois, de Maurienne, le baron de Faucigny.

C'est à cette époque que la Savoie est érigée en comté et qu'apparaît le premier des princes de la Maison de Savoie sur lequel on ait des renseignements précis, Humbert aux Blanches Mains (*Albimannus*).

Le rôle joué par la Savoie devient alors surtout important par la position qu'elle occupe, étant donné qu'elle commande la plupart des passages à travers les Alpes. Les empereurs germaines avaient un grand intérêt à se ménager les bonnes grâces de ceux qui pouvaient à leur gré les empêcher de passer de France ou d'Allemagne en Italie. Ce rôle que

jouèrent les princes de Savoie leur valut le surnom de « Portiers des Alpes », qui était bien justifié.

Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, les comtes de Savoie agrandissent considérablement leurs domaines : la Tarentaise, Chambéry, le Chablais, le Faucigny, la Bresse, les pays de Gex et de Vaud, Nice, le Genevois furent successivement annexés à la Savoie, qui s'étendait ainsi jusqu'aux portes de Lyon. A l'est des Alpes, les marquisats de Suse, d'Ivrée et de Montferrat furent également englobés.

En 1536, la Savoie est de nouveau annexée à la France à la suite de plusieurs règnes de princes mineurs et faibles, qui ne savent pas défendre leur duché (1) contre les empiètements du roi de France. Mais cette annexion ne dura que vingt-trois ans et prit fin en 1559 par le traité de Cateau-Cambrésis qui restituait au duc Emmanuel-Philibert tous ses Etats, sauf une partie enlevée par la Suisse.

Par le traité de Lyon de 1601, la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex sont donnés au roi Henri IV en échange du marquisat de Saluces. La Savoie est alors réduite, sauf quelques modifications insignifiantes, à ses limites actuelles.

Le traité de Londres du 2 avril 1718 ou de la Quadruple Alliance stipule la cession à Victor-Amédée II de l'île de Sardaigne en échange de l'île de Sicile, et

1. L'empereur Sigismond avait donné aux comtes de Savoie le titre de ducs en 1416.

Victor-Amédée reçoit le titre de roi. On voit donc que les plus hautes ambitions des comtes de Savoie s'étaient réalisées et qu'après le titre de duc, c'était celui de roi qui leur était décerné.

La Savoie traversa ensuite une période de paix qui ne devait plus être troublée. Grâce au roi Charles-Emmanuel III, elle jouit, vingt ans avant la France, d'un état social bien supérieur à celui qui régnait encore dans ce dernier pays.

La Savoie formait alors sept provinces : Savoie proprement dite, chef-lieu Chambéry ; Maurienne, chef-lieu Saint-Jean ; Tarentaise, chef-lieu Moûtiers ; Genevois, chef-lieu Annecy ; Faucigny, chef-lieu Bonneville ; Chablais, chef-lieu Thonon ; et enfin les bailliages réunis de Ternier et Gaillard, qui devinrent la province de Carouge.

§ 2. — *La petite zone sarde de 1816*

Les origines de cette zone remontent très loin et ont pour cause les mêmes nécessités économiques que la zone du pays de Gex.

Le traité de Saint-Julien du 19 octobre 1530, par son article 1^{er} : « Toutes hostilités cesseront de part et d'autre et la liberté du commerce sera rétablie », — consacre déjà ce libre trafic entre la Savoie et Genève.

Nous trouvons également le traité de Lausanne du 15 octobre 1564, qui dit : La liberté des passages et du commerce sera garantie. Le traité de Saint-Julien du 16 juillet 1603, conclu entre Genève et Charles-Emmanuel de Savoie, édicte la même réglementation par son article 1^{er}, dont voici le texte : Le commerce et le trafic demeureront libres de part et d'autre, tant pour les personnes que pour toutes sortes de marchandises, vivres, blés, vins et autres denrées, en tous les Etats de Son Altesse, sans aucune prohibition, restriction ou limitation.

Ensuite le traité du 3 juin 1754 conclu entre le roi de Sardaigne et la République de Genève vient ratifier ces franchises par ses articles 13 et 14 : Art. 13. — Par une suite à ses favorables dispositions pour les citoyens et bourgeois susdits de Genève, Sa Majesté veut bien qu'ils demeurent, comme par le passé, exempts de toute taille, contributions, levées de grains, impôts, rations, décimes et autres charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, pour les biens appelés de l'ancien dénombrement, de même que pour ceux qui leur appartiennent actuellement dans tous les lieux que Genève cède par ce traité ou qui sont dans la mouvance des fiefs de Jussy, Peney, Saint-Victor-de-Chapitre, de tous lesquels biens sera dressé un cadastre particulier, après la vérification qui en sera faite de la manière expliquée par le procès-verbal joint au présent. — Art. 15. — Il y aura

liberté réciproque de commerce ; et à l'égard du sel nécessaire au mandement de Jussy et des villages qui appartiendront à Genève du côté de Ternier, on pourra le transmarcher comme par le passé, sur le territoire de Sa Majesté, sans y commettre d'abus. Il sera de même loisible aux Finances et Gabelles de Sa Majesté de faire passer et entreposer leurs sels dans la ville de Genève et son territoire, sans paiement d'aucun droit.

En 1814, Pictet de Rochemont, envoyé par la République de Genève au Congrès de Vienne, s'efforça d'obtenir la cession de la Savoie du Nord et du pays de Gex ; mais voyant que la France ne consentirait pas à abandonner le pays de Gex, il modifia ses prétentions et demanda simplement la Savoie du Nord. Les Puissances montrèrent leurs favorables dispositions par la déclaration du 20 mars 1815, dont l'article 5 est ainsi conçu : Les Puissances intervenantes interposeront leurs bons offices pour faire obtenir à la ville de Genève un arrondissement convenable du côté de la Savoie.

Cédant à cette pression, le roi de Sardaigne consentait, par le protocole du 29 mars 1815 (1), à la ces-

1. Protocole du Congrès de Vienne du 29 mars 1815, sur les cessions faites par le roi de Sardaigne au canton de Genève.

« Article premier. — Sa Majesté le roi de Sardaigne met à la disposition des Hautes Puissances Alliées la partie de la

sion d'une partie de la Savoie, moyennant deux conditions, spécifiées dans le memorandum du 26 mars 1815 (1) remis par le marquis de Saint-Marsan, plénipotentiaire du roi de Sardaigne, aux Puissances :

Savoie qui se trouve entre la rivière d'Arve, le Rhône, les limites de la partie de la Savoie occupée par la France et la montagne du Salève jusqu'à Veyrier inclusivement, plus celle qui se trouve comprise entre la grande route, dite du Simplon, le lac de Genève et le territoire actuel du canton de Genève depuis Vézenas jusqu'au point où la rivière d'Hermance traverse la susdite route, et de là, continuant le cours de cette rivière, jusqu'à son embouchure dans le lac de Genève, au-devant du village d'Hermance (la totalité de la route du Simplon continuant à être possédée par Sa Majesté le roi de Sardaigne), pour que ces pays soient réunis au canton de Genève, sauf à déterminer plus précisément la limite par des commissaires respectifs, surtout pour ce qui concerne la délimitation au-dessus de Veyrier et sur la montagne du Salève. Dans tous les lieux et territoires compris dans cette démarcation, Sa Majesté renonce pour elle et ses successeurs à perpétuité, à tous droits de souveraineté et autres qui peuvent lui appartenir sans exceptions ni réserves. »

1. Memorandum remis au Congrès de Vienne le 26 mars 1815 par le marquis de Saint-Marsan.

« Article premier. — Les provinces du Chablais et du Faucigny, ainsi que tout le territoire situé au nord d'Ugines et appartenant à Sa Majesté seront compris dans la neutralité helvétique garantie par toutes les Puissances, c'est-à-dire que toutes les fois que les Puissances voisines de la Suisse se trouveront en état d'hostilité ou commencées ou imminentes, les troupes de S. M. le roi de Sardaigne qui se trouveraient dans ces provinces puissent se retirer et prendre à cet effet, s'il est besoin, la route du Valais; les troupes armées d'aucune Puissance ne pourront ni séjourner ni passer

1° Les provinces du Chablais et du Faucigny, ainsi que tout le territoire situé au nord d'Ugines, seront compris dans la neutralité helvétique ; 2° les marchandises sardes pourront transiter librement à travers le Valais et le canton de Genève.

Cette cession fut consacrée par le traité de Vienne du 20 mai 1815, dans son article 7 ; la neutralisation du Chablais et du Faucigny faisait l'objet de l'article 8.

Après les Cent-Jours, les Alliés imposèrent à la France vaincue la rétrocession de la partie de la Savoie qui lui avait été laissée par le traité général du 30 mai 1814. Ce nouveau traité fut signé à Paris, le 19 septembre 1815 (1) et confirmé par un proto-

dans les provinces ci-dessus, à l'exception de celles que la Confédération helvétique jugerait à propos d'y placer. Il est entendu que ces rapports ne gêneront en aucune manière l'administration de ces provinces, dans lesquelles les officiers civils de Sa Majesté pourront employer la garde municipale au maintien du bon ordre. »

1. Voici le texte du traité du 19 septembre 1815 :

« S. M. le roi de France et de Navarre et S. M. le roi de Sardaigne, voulant faire disparaître, par la restitution à Sa dite Majesté le roi de Sardaigne de la partie de la Savoie qui avait été laissée à la France par le traité de Paris du 30 mai 1814, toute occasion de discussion ou de mésintelligence qui pourrait s'élever entre eux, ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires... etc..., qui sont convenus des articles suivants :

« Article premier. — S. M. le roi de France restitue à

cole du 3 novembre 1815, signé par les Puissances alliées.

Enfin, en 1816, le traité de Turin établit, sous une influence uniquement helvétique, la petite zone sarde. C'est encore à Pictet de Rochemont que revint l'honneur de mener à bien ces négociations. Après beaucoup de difficultés, il finit par obtenir que le traité de Turin du 16 mars 1816, outre certaines concessions territoriales faites à Genève, organiserait en sa faveur une zone franche du côté du lac Léman. L'article 3 détermine l'étendue de cette zone ; l'article 4 établit la liberté des approvisionnements pour Genève ; l'article 6 fixe certaines formalités relatives au transit des marchandises sardes ; enfin l'article 21 stipule une indemnité payée par Genève au roi de Sardaigne pour les frais causés par la nouvelle organisation.

S. M. le roi de Sardaigne la partie de la Savoie qui avait été laissée à la France par le traité de Paris de 30 mai 1814.

« Art. 2. — La remise de la partie susdite de la Savoie aura lieu dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité. »

Protocole du 3 novembre 1815, article 3 :

« Pour faire participer S. M. le roi de Sardaigne, dans une juste proportion, aux avantages qui résultent des arrangements précédents avec la France, il est convenu que la partie de la Savoie qui était restée à la France en vertu du traité de Paris du 30 mai 1814, sera réunie aux Etats de Sa dite Majesté, à l'exception de la commune de Saint-Julien qui sera remise au canton de Genève. »

Voici d'ailleurs les articles intéressants du traité de 1816 :

Art. 3. — Pour entrer dans le sens du protocole du 3 novembre 1815, relativement aux douanes, en conciliant néanmoins autant que possible ses dispositions avec les intérêts de Sa Majesté, la ligne des douanes, dans le voisinage de Genève et du lac passera, à partir du Rhône, par Colonges, Valleiry, Chenet, Le Luiset, Le Châble, Le Sapey, Le Viaisson, Etrembières, Annemasse, Ville-la-Grand, le long du cours du Foron jusqu'à Machilly, puis Douvaine et Collongette jusqu'au lac et le long du lac jusqu'à Meillerie pour reprendre ensuite et continuer la frontière actuelle par le poste le plus voisin de Saint-Gingolph. Bien entendu que dans la ligne déterminée, il sera libre à Sa Majesté de faire les changements et les dispositions qui lui conviendront le mieux, pour le nombre et le placement de ces bureaux. Aucun service ne pourra être fait ni sur le lac ni dans la zone qui sépare du territoire de Genève la ligne ci-dessus indiquée. Il sera néanmoins loisible, en tout temps, aux autorités administratives de Sa Majesté, de prendre les mesures qu'elles jugeront convenables contre les dépôts et stationnements des marchandises dans ladite zone, afin d'empêcher toute contrebande qui pourrait en résulter. Le gouvernement de Genève, de son côté, voulant seconder les vues de Sa Majesté à cet égard, prendra les précautions nécessaires pour que la contrebande ne puisse être favorisée par les habitants du canton.

Art. 4. — La sortie de toutes les denrées du duché de Savoie, destinées à la consommation de la ville de Genève et du canton, sera libre en tout temps, et ne pourra être assujettie à aucun droit, sauf les mesures générales d'administration par lesquelles Sa Majesté jugerait à propos, en cas de disette, d'en défendre l'exportation de ses Etats de Savoie et de Piémont.

Art. 21. — L'établissement des bureaux de douanes sur la nouvelle ligne entraînant des dépenses pour le roi, et la délimitation fixée par l'article 3 exigeant la construction ou l'amélioration de plusieurs points de la route de communication entre la Basse-Savoie et le Chablais, une somme de 100.000 livres de Piémont sera mise par le canton de Genève à la disposition de Sa Majesté. Cette somme sera payable à Saint-Julien dans les dix mois qui suivront la signature du présent traité.

La zone organisée par le traité de Turin ne jouissait pas des mêmes prérogatives que la zone actuelle de la Haute-Savoie. Pour éviter les fraudes, le roi de Sardaigne avait édicté un règlement très sévère dont voici les principales dispositions :

Article premier. — Tout dépôt de marchandises et effets provenant de l'étranger est défendu dans tout le territoire de la zone.

Art. 2. — Les marchandises et effets destinés à être introduits dans les Etats, traversant le territoire de la zone,

devront y passer de jour et non de nuit ; ils ne pourront s'éloigner ni sortir des routes publiques et principales qui, de Genève, tendent directement aux bureaux de douane placés sur la ligne de la zone, et ils ne pourront dans leur trajet s'arrêter d'aucune manière, ni sous aucun prétexte, dans le territoire de la zone, excepté le cas de force majeure que les conducteurs devront faire constater de suite par le syndic de l'endroit où l'accident aura lieu.

Art. 3. — En cas de contravention aux articles précédents, les marchandises et effets sus-énoncés seront arrêtés pour être immédiatement conduits et déposés au bureau des douanes le plus voisin du lieu de l'arrestation.

Art. 5. — Les contraventions aux articles 1 et 2 sus-mentionnés seront punies par la confiscation des marchandises et effets, ainsi que les bateaux, voitures et autres objets servant à leur transport et par la condamnation solidaire des propriétaires, conducteurs et dépositaires à une amende égale à la valeur des marchandises et effets confisqués.

En 1860, lors de l'annexion de la Savoie et de Nice à la France, la zone sarde fut englobée dans la zone franche de la Haute-Savoie, et prit part au plébiscite dans les mêmes conditions que la Savoie du Nord.

§ 3. — *La zone d'annexion de 1860*

Alors que, pour le pays de Gex, c'étaient les Puissances alliées victorieuses qui imposaient en 1815

leur volonté à la France vaincue, la situation se présentait en 1860 d'une façon bien différente : la France avait triomphé avec l'Italie sur les champs de bataille de Magenta et de Solférino, et la cession de la Savoie et de Nice n'était que la récompense de l'assistance fournie. On peut donc s'étonner que le gouvernement français ait consenti à l'établissement du même régime dans la Savoie du Nord et dans le pays de Gex. Mais si l'on examine la question en détail, on verra que c'est sous l'influence de Napoléon III qu'a été établi l'état des choses actuel, à la suite du vœu des populations incorporées à la France.

L'annexion de 1860 pouvait se prévoir depuis plusieurs années : la Savoie avait toujours montré des sympathies profondes pour la France : il suffit de rappeler l'annexion pacifique de 1792, qui répondait aux vœux de tous les Savoyards ; le fait que la langue française avait été de tout temps parlée en Savoie, et que, géographiquement, cette province faisait bien plus partie du territoire français que du territoire italien, ne contribuait pas peu à rapprocher les deux pays.

Déjà, en 1856, les lignes suivantes, publiées le 16 mars par le *Courrier des Alpes*, étaient caractéristiques : « Nous nous hâtons de porter à nos abonnés la bonne nouvelle qui va répandre la joie dans tout l'univers, dans la France et *dans la Savoie en particulier* cent-un coups de canon annoncent aujour-

d'hui dans toutes les villes de France la naissance heureuse de celui qui doit être un jour l'empereur des Français. Vive l'Empereur ! Vive la France ! Vive la Savoie ! »

L'alliance politique de la Sardaigne et de la France était démontrée par le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde, fille du roi Victor-Emmanuel, célébré le 23 janvier 1859. Aussi, lors de la guerre avec l'Autriche, la Sardaigne appela-t-elle la France à son secours, et de cette alliance victorieuse résulta l'indépendance de l'Italie.

Aussitôt la guerre terminée, se posa la question : que ferait-on de la Savoie ? Cette dernière se détachait de plus en plus du Piémont. Le journal *Le Bon Sens* publia en janvier 1860 une lettre qui donne bien l'idée de l'état des esprits à cette époque :

Supposons que la Savoie soit faite française : le Chablais et le Faucigny se réveilleront à ce mot. C'est un vieux proverbe : *cette fois on est Français*, dit-on, quand une difficulté est vaincue ou qu'un bonheur survient. On est donc Français et zone. Point de douaniers sur le lac, point de douaniers à Saint-Gingolph, à Douvaine, à Saint-Cergues, à Argentières, à Morzine, à Samoëns, à Annemasse. On respire, — et, en écrivant ces mots, je soupire. Nous allons, nous venons, en Valais, dans le canton de Vaud, dans le canton de Genève : nous vendons, nous achetons en pleine

liberté. Point d'horaire pour passer au bureau des douanes ; nous sommes chez nous comme dans les belles années de 1804, 1808, 1812. Avec cette perspective, si vous trouvez dans nos contrées quelqu'un qui veuille être Suisse, je donne la plus belle de mes vaches à l'hôpital. — Il est si aisé de faire pour nous ce qu'on a fait pour le pays de Gex. Certes, c'est une belle dame que la Suisse, et attrayante dans la fête des vigneron, dans son tir fédéral, dans ses vingt-deux emblèmes flottants d'union et de liberté. Mais la dame a un fort vilain caractère dans son ménage. Son humeur diabolique dure deux mois chaque année, au temps des élections, et quand elle choisit ses juges. J'ai entendu dire qu'à Genève les fruitiers d'Appenzell annonçaient chaque fois que si le vote leur déplaisait, ils taperaient : leur salle électorale s'appelle la boîte à gifles. Merci de l'égalité républicaine ! Savez-vous que, quand une famille allobroge a arrosé de son sang toutes les victoires de la France durant la République et l'Empire, elle ne voit que là son histoire ? Pour la bourgeoisie et le peuple, à tout le moins, ce n'est pas douteux. C'est un phénomène curieux à étudier : la noblesse en Savoie, sous la dynastie des ducs et des rois, eût à elle seule le monopole des hommes, de la science ou de l'éducation. A peine la France, en 1792, eut-elle frappé du pied sur notre Allobrogie qu'il en sortit des centaines d'hommes éminents, dont les noms rappellent notre génie réveillé sous le souffle de la France. 1815 sonne : la nuit se fait ; nos provinces n'enfantent plus rien. Le gouvernement du Piémont n'a pas bonne main ; la volonté lui a manqué,

que sais-je ? Le fait est là. Et nous renaîtrions encore ; oui, monsieur, nous renaîtrions.

La tendance francophile, manifestée par cette lettre, était évidente. Pourtant la Suisse, méconnaissant la volonté populaire et appuyée d'ailleurs par l'Angleterre, ne craignit pas de demander la cession à son profit du Chablais et du Faucigny (1). La Confédération estimait que cette région devait lui être remise afin que la situation internationale de la Suisse et sa neutralité restassent telles que les avaient créées les traités de 1814 et 1815.

Au mois de mars 1860, le Conseil fédéral adressa

1. M. J. Bard, dans son *Histoire de l'annexion de la Savoie*, publiée à Genève en 1860, prétend que la majorité de la population de la Savoie du Nord était favorable à l'annexion à la Suisse et que ce n'est que par suite de la pression exercée par la France que ces tendances n'ont pu se donner libre cours. Si le plébiscite du 22 avril 1860 manifesta une quasi-unanimité en faveur de l'annexion à la France, ce fut pour les raisons suivantes : Napoléon III avait promis que la Savoie ne serait pas démembrée, et l'on posait les questions : voulez-vous être Français ? et dans ce cas voulez-vous la zone ? Si la Savoie du Nord avait répondu *non* à la première question (et d'après M. Bard, tel était bien le sentiment des populations), la majorité des suffrages aurait tout de même entraîné l'annexion à la France, et cela n'aurait servi qu'à attirer la défaveur du gouvernement sur le Chablais et le Faucigny. D'autre part, étant donné qu'on devait être Français, il fallait obtenir la zone, et pour cela, la demander par les suffrages du pays. Donc, suivant l'auteur que nous citons, les tendances francophiles n'auraient pu se manifester dans le plébiscite.

à ce sujet une note conforme aux puissances signataires du traité de Vienne et la fit appuyer par l'envoi de missions extraordinaires, entre autres celle du physicien genevois Auguste de la Rive, à Londres. Napoléon III lui-même n'avait pas mal pris les observations que le général Dufour et le ministre plénipotentiaire Kern avaient été chargés de lui soumettre à Paris (1).

Napoléon III fit savoir qu'il était disposé à donner suite à cette demande de la Confédération. De là une agitation considérable dans le Chablais et le Faucigny, qui ne voulaient pas d'un démembrement de la Savoie ; le 15 février 1860, la déclaration suivante, qui se couvre de suite de signatures, est rédigée :

L'éventualité de la Savoie à la France donne lieu à des manœuvres destinées à détacher de la vieille famille savoi-

1. Lavisse et Rambaud. *Histoire générale*, t. XII.

Napoléon III pouvait à bon droit se montrer bien disposé envers la Suisse, car il avait été capitaine d'artillerie au camp de Thoune en 1834 ; en 1836, après avoir tenté à Strasbourg une révolution contre le gouvernement français, il recevait de nouveau asile en Suisse, et, au vu de ses nouvelles intrigues, le gouvernement français avait réclaté son expulsion ; la Suisse ayant refusé de se soumettre à cette injonction, fut menacée par un corps d'armée de 25.000 hommes réuni à Lyon, et, pour continuer à donner l'hospitalité à un proscrit qu'elle regardait comme son fils adoptif, la Confédération leva ses milices, et Genève, première menacée, montra une ardeur toute particulière dans les préparatifs de défense contre les Français. (Léonce Duparc, *Quelques renseignements sur la zone franche*, p. 7.)

sienne les provinces du Chablais, du Faucigny, et même une partie de celle d'Annecy. De semblables tentatives, qui menacent d'anéantir une communauté d'intérêts, de sentiments, de gloire et d'honneur national, ne sauraient être flétries assez énergiquement par tous les Savoisien^s amis de leur pays, et qui ont le culte de la patrie. Diviser la Savoie, ce serait déchirer son histoire, humilier sa noble et patriotique fierté, insulter à ce qu'un peuple possède de plus cher au monde. Nous repoussons comme un crime de lèse-patrie toute idée de morcellement ou de division de l'antique unité savoisienne.

Une députation de conseillers provinciaux et municipaux fut envoyée, le 21 mars 1860, à Paris, pour protester contre le démembrement de la Savoie et l'annexion à la Suisse (1).

Voici le récit de cette réception, d'après le *Moniteur Universel* (n° 82, du jeudi 22 mars 1860) :

1. D'après M. le baron Blanc, qui vient de publier en février 1910 une brochure intitulée : *Souvenirs d'un délégué de mars 1860*, il s'en fallut de bien peu que cette protestation échouât, faute d'être arrivée à temps. Cela résulte nettement de la déclaration faite aux délégués par M. Thouvenel, ministre des Affaires Etrangères : « Vous arrivez bien tard : rien n'est signé, mais des paroles très graves ont été prononcées : et votre demande place l'empereur dans la fâcheuse alternative, ou bien de renoncer au vote populaire de la Savoie auquel il attache une grande importance, ou bien de retirer une promesse faite verbalement à trois cabinets amis. »

L'empereur a reçu aux Tuileries une députation de conseillers provinciaux de la Savoie et de conseillers municipaux des villes principales chargés de présenter à Sa Majesté les adresses de leurs concitoyens au sujet de l'annexion. (L'impératrice et le prince impérial assistaient à la réception, entourés des officiers et dames de service.) Le président de la députation a donné lecture d'une adresse.

L'empereur a répondu : Je vous remercie des sentiments que vous venez de m'exprimer et je vous reçois avec plaisir. Le roi de Sardaigne ayant accédé au principe de la réunion de la Savoie et du comté de Nice à la France, je puis, sans manquer à aucun devoir international, vous témoigner ma sympathie et agréer l'expression de vos vœux. Les circonstances dans lesquelles se produit cette rectification de frontières sont si exceptionnelles que, tout en répondant à des intérêts légitimes, elles ne blessent aucun principe et, par conséquent, n'établissent aucun précédent dangereux. En effet, ce n'est ni par la conquête ni par l'insurrection que la Savoie et Nice seront réunis à la France, mais par le libre consentement du souverain légitime appuyé de l'adhésion populaire. Aussi, tout ce qui en Europe ne cède pas à un antagonisme d'une autre époque, regarde comme naturelle et équitable cette adjonction de territoire. L'accueil fait aux communications adressées par le gouvernement aux Puissances représentées au Congrès de Vienne autorise, pour la plupart d'entre elles, la juste espérance d'un examen favorable.

Mon amitié pour la Suisse m'avait fait envisager comme

possible de détacher, en faveur de la Confédération suisse, quelques parcelles du territoire de la Savoie, mais devant la répulsion qui s'est manifestée parmi vous à l'idée de voir démembrer un pays qui a su se créer, à travers les siècles, une individualité glorieuse, et se donner ainsi une histoire nationale, il est naturel de déclarer que je ne contraindrai pas, au profit d'autrui, le vœu des populations. *Quant aux intérêts politiques et commerciaux qui lient à la Suisse certaines parties de la Savoie, il sera facile, je crois, de les satisfaire par des arrangements particuliers.*

J'espère donc, Messieurs, pouvoir bientôt vous considérer comme membres de la grande famille française. Je tiendrai à honneur de réaliser toutes vos espérances, et l'annexion d'un pays que tant de liens rattachent à la France deviendra pour lui une nouvelle cause de prospérité et de progrès. En retournant au milieu de vos concitoyens, dites-leur combien j'ai été touché de la manifestation dont vous avez été les honorables organes. Il y a parmi vous tant de descendants de ces familles qui ont contribué à l'illustration de la France, dans la carrière des sciences comme dans celle des armes, que tout concourt à expliquer et à justifier l'œuvre de l'union qui se prépare.

Le passage en italique ci-dessus montre la première ébauche de l'idée de la zone dans l'esprit de l'empereur. Cette idée fut précisée par l'information suivante, parue le 7 avril 1860 dans le *Moniteur Universel*:

Le ministre des Affaires Etrangères a fait connaître, à la municipalité de Thonon en Savoie, que l'intention de l'empereur, déjà manifestée par Sa Majesté à la députation savoisienne, est de sauvegarder les intérêts commerciaux du Chablais et du Faucigny en établissant en faveur de ces pays frontières une zone semblable à celle qui déjà existe à Gex.

Et d'autre part le ministre des Affaires Etrangères avait envoyé une lettre à M. Dessaix, assesseur au syndic de Thonon, et au syndic de Bonneville, ainsi conçue :

Paris, le 5 avril 1860. — Vous ne pouvez pas douter du désir de l'empereur de satisfaire aux besoins et aux vœux des populations. Je suis particulièrement heureux d'avoir à vous annoncer que le gouvernement de Sa Majesté a résolu d'assurer au Chablais et au Faucigny la franchise dont jouit le pays de Gex, et vous pourrez donner à cette assurance de ma part la publicité que vous jugerez convenable.

L'empereur trouvait ainsi le moyen de contenter tout le monde : Genève, qui se trouvait entourée de zones franches avec lesquelles elle pourrait commercer librement, et les Savoyards qui étaient très attachés à l'idée de franchises douanières. Il n'y avait vraiment que la France qui aurait pu se plaindre que l'on dispensât les nouveaux citoyens d'une partie des impôts. Mais comme la création de la zone

franche passa presque inaperçue, personne ne songea à réclamer.

Les habitants de Saint-Julien s'étant inquiétés de savoir s'ils seraient compris dans la zone, les lettres suivantes éclaircirent ce point en montrant l'étendue que l'on comptait donner à cette zone :

Le ministre des Affaires Etrangères à M. Pissard, député de Saint-Julien. — Paris, le 10 avril 1860. J'apprends qu'il s'est élevé des doutes sur le sens de la déclaration insérée au *Moniteur*, dans laquelle le gouvernement de l'empereur a de nouveau fait connaître son intention d'appliquer le régime du pays de Gex au Chablais et au Faucigny. Je m'empresse de vous dire, en vous autorisant à faire l'usage de cette lettre que vous jugerez convenable, que la ligne de la zone comprendra nécessairement la partie du Genevois qui constitue le bassin de Saint-Julien. Il est évident, en effet, qu'il y a une connexité trop intime entre les intérêts commerciaux de ces divers territoires pour que l'on ait pu penser à les soumettre à une législation douanière différente.

Le sénateur Laity, commissaire impérial, à M. Pissard, député de Saint-Julien. — Chambéry, le 18 avril 1860. J'ai reçu ce matin la lettre de M. le ministre des Affaires Etrangères qui me charge de vous dire que, en parlant du bassin de Saint-Julien, il a entendu dire que ce bassin s'étendrait jusqu'aux Usses. Vous pouvez l'annoncer à toutes les communes intéressées.

C'est le 24 mars 1860 que fut signé le traité conclu

entre la France et la Sardaigne et relatif à l'annexion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice. Ce traité est ainsi conçu :

Article premier. — S. M. le roi de Sardaigne consent à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) à la France, et renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de S. M. l'empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires. Il est entendu entre LL. MM. que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte et que les gouvernements de l'empereur des Français et du roi de Sardaigne se concerteront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater les manifestations de cette volonté.

Art. 2. — Il est également entendu que S. M. le roi de Sardaigne ne peut transférer les parties neutralisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possède lui-même, et qu'il appartiendra à S. M. l'empereur des Français de s'entendre à ce sujet, tant avec les Puissances représentées au Congrès de Vienne qu'avec la Confédération helvétique, et de leur donner les garanties qui résultent des stipulations rappelées dans le présent article.

Art. 3. — Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux Etats, en tenant compte de la configuration des montagnes et de la nécessité de la défense.

Art. 4. — Une ou plusieurs commissions mixtes seront chargées d'examiner et de résoudre, dans un bref délai, les diverses questions incidentes auxquelles donnera lieu la

réunion, telle que la fixation de la part contributive de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) dans la dette publique de la Sardaigne, et l'exécution des obligations résultant des contrats passés avec le gouvernement sarde, lequel se réserve toutefois de terminer lui-même les travaux entrepris pour le percement du tunnel des Alpes Mont-Cenis).

Art. 5. — Le gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) et qui deviendront sujets français, des droits qui leur sont acquis par les services rendus au gouvernement sarde ; ils jouiront notamment du bénéfice résultant de l'inamovibilité pour la magistrature et des garanties assurées à l'armée.

Art. 6. — Les sujets sardes originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, ou domiciliés actuellement dans ces provinces, qui entendront conserver la nationalité sarde jouiront pendant l'espace d'un an, à partir de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer : auquel cas la qualité de citoyen sarde leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires réunis à la France.

Art. 7. — Pour la Sardaigne, le présent traité sera exécutoire aussitôt que la sanction législative nécessaire aura été donnée par le Parlement.

Art. 8. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait en double expédition, à Turin, le vingt-quatrième jour du mois de mars de l'an de grâce mil huit cent soixante.

Avant le plébiscite d'annexion on se préoccupa de bien faire connaître aux populations les franchises douanières qui leur seraient accordées, car l'on savait que l'octroi de ces franchises aurait une grande influence sur les votes. M. Rouher, ministre des Finances, avait prononcé à Chambéry un important discours où il disait : La Savoie du Nord désire être un pays franc ; qu'elle devienne un pays franc ; que toute la Savoie soit franche, si elle y tient ; nous sommes libre-échangistes et la France entière ne sera bientôt plus qu'une zone franche.

L'idée exprimée par cette phrase est importante, car elle permet de répondre au reproche que l'on a adressé à Napoléon III d'avoir créé un privilège exorbitant au profit d'une partie de la nation. Dans l'esprit de l'empereur, cela n'était que le prélude d'un libre-échange général régnant en France.

De leur côté, les intendants sardes des provinces du Chablais et du Faucigny et le gouverneur (préfet)

d'Annecy, portaient à la connaissance de leurs administrés l'établissement officiel de la zone (1).

1. *Lettre de l'intendant du Faucigny aux Syndics de l'arrondissement :*

« Bonneville, le 9 avril 1860. Monsieur le Syndic, En vous adressant la circulaire et le manifeste de M. le gouverneur régent de la province d'Annecy, relatif aux opérations du vote universel qui aura lieu le 22 de ce mois pour l'annexion de la Savoie à la France, j'ai le plaisir de vous annoncer que le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne vient de me faire part que S. M. Napoléon III a arrêté d'une manière irrévocable d'étendre aux territoires du Faucigny et du Chablais le bénéfice de la zone du pays de Gex, assurance qui vient de m'être nouvellement donnée par M. Laity, sénateur de l'empire, qui visite actuellement ces deux provinces en qualité de délégué de l'empereur, pour en entendre les vœux et les besoins. »

« L'établissement de la zone, qui entraîne avec elle comme conséquence naturelle le non-démembrement de la Savoie et qui procurera les plus grands avantages au pays qui en jouira, est un point sur lequel vous pourrez donner à vos administrés les assurances les plus positives. »

Voici le manifeste auquel le commencement de la lettre précédente fait allusion :

« Proclamation. — Le gouverneur de la province d'Annecy s'empresse d'informer les habitants de la province qu'il a été convenu entre le gouvernement sarde et le gouvernement français que l'expression des vœux du pays se ferait au moyen du suffrage universel, et qu'à cet effet les dispositions qui suivent ont été arrêtées de concert entre eux :

« Article premier. — Les habitants savoisiens, habitant la province d'Annecy, sont appelés à voter sur la question suivante : La Savoie veut-elle être réunie à la France ?

« Art. 2. — Le vote aura lieu par *oui* ou par *non*, au scrutin secret. Néanmoins les votes ainsi conçus : *oui et zone*, seront déclarés valables et considérés comme affirmatifs. »

D'après tous les renseignements qui précèdent, on voit qu'il ne pouvait y avoir aucun doute sur les résultats du plébiscite, et Napoléon III savait bien que les populations laissées libres de leur choix donneraient toutes leurs voix à la France.

Aussi le plébiscite du 22 avril 1860 vota l'annexion d'une acclamation quasi-unanime. Sur 135.449 électeurs inscrits, il y eut 130.839 votants dont 83.763 pour l'annexion pure et simple et 235 qui votèrent négativement; les trois arrondissements zoniens de Saint-Julien, Bonneville et Thonon, votèrent ainsi :

Arrondissements	Electeurs inscrits	Nombre de votants	Bulletins nuls	Oui	Oui et zone	Non	Abstentions
Genevois. . .	26.432	25.522	14	14.221	11.263	44	910
Chablais. . .	16.172	14.788	3	69	14.688	28	1.384
Faucigny ..	22.882	21.329	32	84	21.125	88	1.553
Totaux.	65.486	61.639	49	14.354	47.076	160	3.847

Le total des votes affirmatifs pour les trois arrondissements zoniens était donc de 61.430. Les 11.263 votes *oui et zone* du Genevois provenaient en majeure partie des communes situées au nord de la rivière des Usses ; le mandement de Saint-Julien qui comptait 29 communes et comprenait une bonne partie des cantons actuels de Cruseilles et de Frangy, donna deux bulletins *oui* et 4.751 *oui et zone* ; le mandement de Seyssel se prononça pour la zone par 2.244 suffrages et pour l'annexion pure et simple par 614 voix provenant principalement du chef-lieu.

Après ce plébiscite, un décret impérial promulgua le traité relatif à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, conclu le 24 mars 1860.

Napoléon, etc., sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, avons décrété ce qui suit :

Article premier. — Un traité relatif à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice ayant été conclu, le 24 mars dernier, entre la France et la Sardaigne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Turin, le 30 du même mois, ledit traité recevra sa pleine et entière exécution.

Enfin, un sénatus-consulte du gouvernement impérial, en date du 12 juin 1860, consacrait l'annexion:

Article premier. — La Savoie et l'arrondissement de Nice font partie intégrante de l'Empire Français. La Constitution et les lois françaises y deviendront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1861.

Art. 2. — La répartition des territoires réunis à la France en ressorts de cours impériales et en départements sera établie par une loi.

Art. 3. — Les diverses mesures relatives à l'assiette des lignes de douanes et toutes dispositions nécessaires pour l'introduction du régime français dans ces territoires pourront être réglées par décrets impériaux rendus avant le 1^{er} janvier 1861. Ces décrets auront force de loi.

Il restait encore, conformément à ce dernier article, à organiser le régime des douanes en Savoie. C'est ce que fit un décret du même jour, 12 juin 1860 :

Napoléon, etc., vu l'urgence et le sénatus-consulte en date du 12 juin 1860, avons décrété ce qui suit :

Article premier. — A dater du 14 de ce mois, la ligne des douanes françaises en Savoie sera établie conformément au tableau A annexé au présent décret.

Art. 2. — A partir de la même époque, les droits à l'entrée et à la sortie des marchandises de toute nature seront perçus conformément aux tarifs français.

Art. 3. — La partie de la Savoie située au delà de la ligne déterminée par l'article 1^{er} du présent décret jouira du régime exceptionnel établi dans le pays de Gex. Ce régime sera organisé avant le 1^{er} juillet prochain.

Art. 4. — Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, et notre ministre secrétaire d'Etat du département des Finances, sont chargés de l'exécution du présent décret.

TABLEAU A

La ligne des douanes passera par les points suivants :
Bassy, Châtel, Planaz, Frangy, Chilly, Bonlieu, Les Prats, Maillet, Duret, Menthonnex, Evires, La Luaz, Collet, Sappey, Saint-Jean-de-Sixt, Chenaillon, Le Plan, La Giettaz, Flumet, Hauteluce, La Gîte, Chapieux, Bonneval, Séez,

Masure, La Thuile, Tigne. Val de Tigne, Lanslevillard, Lanslebourg, Bramans, Modane, Saint-Michel, Saint-Jean-de-Maurienne.

Mais cette délimitation de la zone franche n'était pas suffisamment précise dans ses détails, et l'on s'en aperçut bien lors des deux affaires Périssin-Fabert et de l'affaire Angeloz-Nicoud (1). La question était de savoir si les différents points de repère énumérés par le décret du 12 juin 1860 devaient être réunis par des lignes droites ou devaient au contraire suivre les sinuosités du sol. La Cour de cassation soutenait la première thèse, l'administration la seconde.

La difficulté fut tranchée par la loi du 30 mars 1899, ainsi conçue, qui rectifiait la frontière douanière et donnait une solution non sujette à contestation :

Article unique. — Le paragraphe 1 du décret-loi du 12 juin 1860, portant établissement du service des douanes dans l'ancienne province de la Savoie est modifié comme suit :

1. Affaires Périssin-Fabert : Tribunal d'Annecy, 17 mai 1892 et 5 juillet 1892 ; Cour de Chambéry, 9 décembre 1892 ; Cassation, 19 octobre 1893 ; Affaire Angeloz-Nicoud : Tribunal d'Annecy, 28 novembre 1893 ; Cassation, 15 mars 1895 (Cf. Charosset, *op. cit.*, p. 70).

Le territoire assujetti au régime des douanes a pour limites à partir du Fort-de-l'Ecluse :

La rive gauche du Rhône, jusqu'à son confluent avec la rivière des Usses ;

La rive droite de cette rivière, jusqu'au point situé entre Cruseilles et Groisy, où elle cesse de former la limite des arrondissements de Saint-Julien et d'Annecy ;

La limite de l'arrondissement d'Annecy et des arrondissements de Saint-Julien et de Bonneville, jusqu'au point où elle rencontre les limites des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie ;

La limite de ces départements, jusqu'au point où elle rencontre la frontière italienne ;

A partir de ce point, la frontière italienne.

Néanmoins, dans l'arrondissement d'Annecy, la partie du territoire de la commune d'Evires située au nord du chemin de grande communication numéro 27, y compris le chemin et la partie du territoire de la commune de Thorens située au nord-est d'une ligne tirée du point dit Grenier des Biolles jusqu'à la pointe de la Balme, en passant par le Pont du Creux, La Luaz, L'Enclave, le Col de Landron, le Pas du Roc et le Collet, continueront à jouir du régime de la zone franche dont elles ont bénéficié depuis l'annexion.

CHAPITRE III

Relations du pays de Gex avec la Suisse

Absence de douanes en Suisse jusqu'en 1849. — Loi du 30 mai 1816 sur les péages fédéraux. — Arrêté du Conseil d'Etat fédéral du 24 août 1816. — Conventions franco-suisse de 1853 et 1864. — Rupture des relations commerciales en 1892. — Messages du Conseil fédéral du 13 mars et du 2 juin 1893. — Arrêté fédéral du 9 mai 1893. — Arrêté fédéral du 23 février 1895. — Convention du 20 octobre 1906.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, le pays de Gex fait partie d'un territoire qui, géographiquement, dépend de Genève et ne peut guère avoir de relations qu'avec cette ville. Il était donc tout naturel que les échanges fussent libres entre Genève et le pays de Gex, qui avaient respectivement besoin l'un de l'autre.

Aussi Genève, qui comprenait bien ses intérêts, pratiquait un libre-échange complet, jusqu'au moment de son incorporation à la Confédération helvétique, en 1815. Une fois réunie à la Suisse, elle fut bien forcée de subir les lois fédérales sur les péages : ces

péages étaient en général très faibles et se composaient de deux parties : une taxe fédérale et une taxe cantonale, la première uniforme et profitant à la Confédération, la seconde variable et revenant à chaque canton. Ce fut la loi du 30 mai 1816, dont le texte suit, qui établit cet état de choses dans le canton de Genève.

Nous, syndics et conseils de la République et canton de Genève, savoir faisons que le conseil représentatif et souverain, sur la proposition du Conseil d'Etat, a décrété ce qui suit :

Article premier. — Le droit de transit de trois sols par quintal (1) poids brut de dix-huit onces, sur les fers en barre et fondus et sur les fromages, et de six sols par quintal sur toutes les autres marchandises, tel qu'il était établi par l'article 6 de la loi sur la douane du 7 avril 1796, sera remis en vigueur.

Art. 2. — Il sera perçu à l'entrée du canton sur toutes les marchandises destinées à la consommation un droit de six sols par quintal, à l'exception des fers en barre et fondus et des fromages qui ne paieront que trois sols.

Art. 3. — Le droit d'entrée ne sera point perçu sur les liquides qui acquitteront le droit d'octroi.

Art. 4. — Le gypse en tonneau sera exempt de tout droit.

Art. 5. — Toute personne qui, soit par fausse déclaration, soit de toute autre manière, cherchera à se soustraire aux

1. Le quintal fédéral n'est que de 50 kilogrammes.

droits ci-dessus, pourra être condamnée à une peine qui n'excèdera pas trois cents florins d'amende et dix jours de prison.

Fait et donné à Genève, le 30 mai 1816, sous le sceau de la République et la signature de l'un de nos secrétaires d'Etat.

Signé : TREMBLAY, secrétaire d'Etat

Le Conseil d'Etat promulguera la loi ci-dessus pour être exécutoire dans tout le canton, dès le 1^{er} octobre prochain.

Signé : FALQUET, secrétaire d'Etat

L'arrêté du Conseil d'Etat du 24 août 1816, rendu pour l'application de la loi ci-dessus, organisait les dispositions principales suivantes :

Article premier. — Sont exempts du paiement de tout droit les blés et légumes de toute espèce, les pommes de terre, la farine, le sel, le beurre, le bétail, le foin, la paille, les bois de chauffage et de construction, les planches, les ustensiles ordinaires en bois, le charbon, l'écorce, le gypse, la chaux, les tuiles et les hardes que le voyageur conduit avec lui et qu'il déclare lui appartenir.

Art. 2. — Dans le calcul des droits on comptera le poids de cinquante livres ou au-dessous pour un demi-quintal, et tout poids de cinquante livres, jusqu'à cent inclusivement, pour un quintal. La même règle sera observée pour les poids supérieurs.

Art. 3. — Les bureaux de perception des droits de douane et péages seront établis provisoirement à Versoix, à Meyrin au Pont d'Arve, aux trois portes de la ville et à la porte du lac.

Art. 4. — Il y aura à Genève un bureau de contrôle chargé de surveiller tous les bureaux de perception.

Art. 5. — Tous les employés des douanes et péages prêteront serment devant le Conseil d'Etat.

DU BUREAU DE CONTROLE

Art. 6. — Le contrôleur des douanes et péages est sous les ordres de la Chambre des comptes, pour tout ce qui concerne son office.

DES BUREAUX DE PERCEPTION

Art. 10. — Les commis des bureaux de perception seront chargés de percevoir les droits d'entrée et de transit, tels qu'ils ont été décrétés par la loi du 30 mai 1815. Ils percevront même les droits fédéraux, tels qu'ils ont été fixés par l'arrêté de la Haute-Diète, en date du 1^{er} août 1816.

Art. 11. — Ils donneront aux conducteurs de la marchandise un acquit de paiement contenant le détail des droits perçus ; ils sont personnellement responsables de tout dommage résultant de leur négligence à cet égard.

Art. 12. — Ils devront donner séparément des billets d'acquit de paiement pour tous les liquides sujets à l'octroi.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 22. — Toute marchandise introduite ou exportée par terre ou par eau, soit qu'elle soit destinée à la consommation ou qu'elle soit en transit, doit être accompagnée d'une lettre de voiture, portant la qualité de la marchandise, son poids, la nature des colis et leur destination. La déclaration du conducteur ou l'acquit de paiement d'un bureau du canton, pourront tenir lieu de lettre de voiture.

Art. 26. — Les bateliers ne peuvent partir d'aucun port du canton, sans avoir un connaissement général de leur chargement, visé par le bureau des douanes et péages.

Art. 27. — Ils ne peuvent recevoir à bord de leurs barques ou bateau aucune marchandise qui ne soit portée sur ce connaissement.

Art. 28. — Les marchandises sujettes à un droit et qui seront transportées par eau ne pourront être chargées ou déchargées que dans les ports de Genève ou de Versoix, sans une permission du contrôleur.

En juin 1849, la Suisse décida la création d'une ligne de douanes sur sa frontière politique, en même temps que la suppression des péages cantonaux. Cette décision donna lieu à de vives protestations de la part de la France et de la Sardaigne : le pays de Gex en particulier était ainsi placé entre deux lignes de douanes et tout commerce lui était rendu impos-

sible. Aussi la convention franco-suisse du 1^{er} septembre 1853 accorda-t-elle au pays de Gex la franchise d'exportation de ses produits agricoles et divers dégrèvements à la sortie de quantités déterminées d'objets fabriqués.

La convention du 30 juin 1864 étendit les avantages accordés à la zone du pays de Gex : les produits ci-après énumérés étaient admis en exemption complète de droits :

Bois, charbon, lin et chanvre, feuillage, litières, légumes et fruits, pommes de terre, céréales et colza en gerbes, lait, œufs, beurre frais, jeunes arbres, pierres, tuiles, son, sciure, écorces à tan, planches et lattes.

Les produits suivants bénéficiaient d'une réduction des trois-quarts sur le tarif général de la Confédération, jusqu'à concurrence des quantités maxima indiquées :

		Tarif général du 27 août 1851	
		fr.	
Vins.....	600 hectolitres	3,00	par hectolitre
Chaux et gypse..	250 quintaux métriques	1,20	par quintal
Poterie.....	1200 »	1,50	»
Ferronnerie com- mune.....	200 »	7,00	»
Fromages.....	110 »	7,00	»
Miel.....	25 »	3,00	»
Bière et cidre...	30 hectolitres	1,50	par hectolitre
Gros cuirs.....	250 quintaux métriques	4,00	par quintal
Peaux tannées...	100 »	4,00	»
Jacquier		6	

Mais les Gessiens estimèrent que ces quantités admises au quart du tarif étaient tout à fait insuffisantes. Aussi un nouveau traité, signé le 23 février 1882, et ratifié le 12 mai de la même année, accordait la franchise complète aux produits fabriqués précédemment admis au quart du tarif : la franchise était également accordée à toutes les matières premières et aux produits agricoles sans limitation de quantité, mais à condition que chaque chargement ne dépasserait pas 250 kilogrammes. Toutefois, pour le beurre, le maximum par chargement était fixé à 5 kilogrammes.

Ce traité de 1882 ayant été dénoncé par la France en 1892, un nouvel arrangement conclu le 23 juillet 1892 entre la France et la Suisse, augmentait les quantités admises en franchise. Mais cet arrangement ne fut pas ratifié par la Chambre française, ce qui entraîna une rupture des relations commerciales entre les deux pays. Aussi la Suisse appliqua-t-elle, par l'arrêté du 27 décembre 1892, son tarif général à toutes les exportations du pays de Gex, le traitant absolument sur le même pied que le territoire douanier français.

Cependant le Conseil fédéral, animé de bonnes intentions (1), disait dans son message du 13 mars

1. Le Conseil fédéral avait l'air de se placer uniquement au point de vue de l'équité et des bonnes relations à entre-

1893 : « Nous admettons la possibilité de tenir compte des conditions spéciales où se trouvent les zones franches de Gex et de la Haute-Savoie, indépendamment de la question plus générale de nos rapports commerciaux avec la France. Nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'on peut faire valoir dans ce sens aussi bien des raisons d'équité que des considérations d'ordre politique tirées du fait que les contrées dont il s'agit ont de tout temps entretenu des rapports étroits avec la Suisse. »

Et, dans un deuxième message du 2 juin 1893, le Conseil fédéral disait :

Sous le rapport politico-douanier¹, nous avons à tenir compte (1) du fait qu'après comme avant la guerre douanière, tous les produits suisses peuvent être importés en franchise dans les zones, et qu'ils y sont donc traités de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée. Dans ces circonstances, nous avons dû constater qu'il ne serait pas équitable que les produits de ces contrées complètement indépendantes du territoire douanier français, tirant de la Suisse et non de la France les articles nécessaires à leur consommation très importante et ne percevant pour

tenir avec la France ; en réalité la situation était aussi pénible pour Genève que pour le pays de Gex, quoique le Conseil fédéral n'en dit rien.

1. Le Conseil fédéral fait allusion à l'arrêté du 9 mai 1893.

ces importations aucun droit de douane, fussent frappés des mêmes droits différentiels que les marchandises qui proviennent du territoire douanier français, où la plupart de nos articles sont soumis à des droits prohibitifs. Nous sommes arrivés par notre étude à la conclusion qu'il serait plus correct sous tous les rapports et qu'il conviendrait mieux dans l'intérêt de notre agriculture d'une part, et au point de vue de l'équité d'autre part, de traiter les principaux produits de ces contrées, qui n'appartiennent pas au système douanier français, de la même manière qu'elles nous traitent, c'est-à-dire sur le pied de la nation la plus favorisée.

L'arrêté fédéral du 9 mai 1893 vint apporter une modification à cet état de guerre douanière entre les deux pays en accordant certaines facilités aux produits des zones. En ce qui concerne le pays de Gex, les produits suivants étaient admis au tarif conventionnel, c'est-à-dire le plus réduit, jusqu'à concurrence de la quantité indiquée :

	Quintaux métriques
Charbon de bois.....	2.400
Bois bruts d'essence feuillue.....	4.900
Bois bruts d'essence résineuse.....	7.400
Echalas	40
Bois sciés de long ou refendus.....	15.500
Caisses de bois pour emballage.....	300
Ebénisterie.....	100

Quintaux métriques

Vannerie grossière.....	20
Arbres et arbrisseaux.....	10
Cuir pour semelles.....	400
Peaux tannées de veaux, moutons ou chèvres.....	100
Ouvrages grossiers en fer, serrurerie non comprise.....	200
Outils pour l'agriculture et outils de taillandier.....	200
Pierres grossièrement taillées.....	40.000
Marbres de Thoiry, bruts.....	500
Chaux grasse.....	600
Fromages à pâte molle.....	600
Bière en tonneau.....	} 300
Vin de fruits.....	
Vin naturel.....	2.000
Vêtements et lingerie.....	50

Têtes

Bœufs.....	500
Taureaux.....	50
Vaches.....	300
Génisses.....	50
Jeunes bêtes.....	50
Veaux gras.....	100
Veaux.....	100
Porcs.....	1.000

	Têtes
Moutons.....	3.000
Chèvres.....	150
	Quintaux métriques
Tuiles brutes.....	11.000
Briques brutes.....	35.000
Poterie ordinaire.....	2.500

Les produits ci-après énumérés, provenant du pays de Gex, étaient admis en franchise, à condition qu'ils aient le caractère d'approvisionnement de marché, c'est-à-dire qu'il fallait qu'ils fussent portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, à dos d'homme, sur chars ou sur charrettes :

Beurre frais
Œufs frais
Volailles vivantes ou mortes
Fruits frais
Pommes de terre
Légumes frais et jardinage
Pain
Miel
Lait frais

Toutefois la franchise n'était accordée que si le poids de chaque importation de ces produits ne dépassait pas 5 quintaux métriques, avec un maxi-

mum pour le beurre frais de 5 kilogrammes pour chaque importation.

Un nouvel arrêté du Conseil fédéral, en date du 23 février 1895, abrogeait celui du 9 mai 1893 et consacrait les dispositions suivantes par son article 2 concernant le pays de Gex :

Confirmation de l'exemption de droits pour les approvisionnements de marché, en y comprenant le miel, qui n'était pas énuméré précédemment ;

Admission en franchise de 2,000 hectolitres de vin blanc (au delà, droit conventionnel de 3 fr. 50 par hectolitre) ;

Application du tarif conventionnel aux gros cuirs, peaux, ébénisterie, viande de boucherie, fromages, bière, bœufs, chèvres, moutons, porcs, tuiles mécaniques, poterie, etc ;

Admission en franchise, sans limitation de quantité de bois à brûler, charbon de bois, échalas, vannerie grossière, arbres, pierres à bâtir, chaux, suif, tuiles brutes, etc.

Enfin, la convention franco-suisse du 20 octobre 1906 mit fin à cette réglementation unilatérale des relations du pays de Gex avec la Suisse. Cette convention, sauf deux ou trois modifications insignifiantes, est identiquement la même que celle du 23 juillet 1892, qui n'est pas entrée en vigueur. Voici le texte de ce document :

Convention franco-suisse du 20 octobre 1906
approuvée par la loi du 21 novembre 1906 et insérée
au « Journal officiel » du 22 novembre 1906

ANNEXE C

Règlement relatif au pays de Gex

Le gouvernement de la Confédération suisse s'engage à accorder aux produits du pays de Gex, indépendamment des avantages spécifiés dans la convention de commerce en date de ce jour, les facilités suivantes :

Article premier. — Les bureaux de douanes suisses (1) établis sur la frontière du pays de Gex admettront en franchise de tout droit d'entrée, outre les produits déjà affranchis par la loi, les produits mentionnés dans le présent article, savoir :

- 1° L'écorce à tan et les mottes à brûler en provenant ;
- 2° Le bois à brûler, brut, fendu, scié ou en fagots et le charbon de bois ;
- 3° Le bois en grume ou équarri, les planches, liteaux et échalas ;
- 4° Les herbes et les feuilles de hêtre pour fourrage ou litière, les feuilles de mûrier, et la litière de roseaux, y compris le foin et la paille ;
- 5° Les jeunes arbres et les arbrisseaux, fruitiers ou de forêt, ordinaires ;

1. Texte de 1892 : *péages fédéraux* au lieu de *douanes suisses*.

6° Les déchets d'animaux et de végétaux ordinaires, comme engrais non chimiques, sciure de bois, son, mais non les déchets de feuilles de tabac et autres, servant pour une branche spéciale d'industrie ;

7° Les céréales en gerbes ;

8° Le colza en gerbes ;

9° Les lins et chanvres bruts ou teillés ;

10° Les plantes médicinales ;

11° Les os, cornes et suifs ;

12° Les pierres brutes, taillées, creusées au ciseau ou taillées à la boucharde ;

13° Les tuiles et les briques ;

14° La chaux de toute sorte ;

15° La terre glaise, l'argile, la terre réfractaire, les scories ;

16° La vannerie et les cribles ordinaires pour l'agriculture.

Art. 2. — Lesdits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée les produits suivants, provenant du pays de Gex, savoir :

1° Les légumes frais et le jardinage ;

2° Les fruits frais ;

3° Les pommes de terre ;

4° Le pain ;

5° Les volailles vivantes ou mortes ;

6° Les œufs frais ;

7° Le lait ;

8° Le beurre frais ;

9° Le miel.

Les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnement de marché. Ils devront en conséquence être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charges à dos, par chars ou charrettes, par tramways ou chemins de fer, les expéditions accompagnées de lettres de voiture étant exclues de l'entrée en franchise en Suisse (1).

Le poids de chaque importation desdits produits ne devra pas dépasser celui de cinq quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais pour lequel le poids maximum est fixé à cinq kilogrammes pour chaque importation en franchise.

Il est d'ailleurs entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie du pays de Gex.

Art. 3. — Seront admis en franchise à l'importation, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, les produits suivants, jusqu'à concurrence des quantités indiquées ci-après, savoir :

	Quintaux métriques de 100 kilos au poids brut
1° Le vin blanc.....	3.500
— rouge.....	500
2° La bière et le cidre.....	300
3° Les fromages de toute espèce.....	2.500
4° Les peaux brutes.....	700

1. Texte de 1892 : Le paragraphe se terminait après les mots : *par chars ou charrettes*.

5° Les peaux tannées, même colorées ou teintes, de veaux, moutons ou chèvres.	200
6° Les gros cuirs.....	600
7° Les outils pour l'agriculture et outils de taillandier.....	200
8° Les caisses de bois pour emballage.....	600
9° L'ébénisterie, les meubles et la menuiserie.....	100
10° Les tonneaux et charpentes.....	200
11° Les marbres de Thoiry, bruts ou sciés en plaques polies ou non.....	500
12° La poterie ordinaire.....	3.000
13° Les ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise.....	200
14° Les vêtements et la lingerie.....	50

Art. 4. — Les tanneries du pays de Gex seront autorisées à exporter annuellement, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, en franchise de tout droit de sortie (1), jusqu'à concurrence de 1.000 peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches, et de 8.000 peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres (2).

Art. 5. — Il ne sera perçu aucun droit de transit, ni pour le bétail, ni pour les objets de toute espèce que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et importent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse.

1. Texte de 1892 : « En franchise du droit de sortie fédéral. »

2. Texte de 1892 : l'article 4 se terminait par le paragraphe suivant, supprimé en 1906 : « De plus, tous les droits à la sortie de la Suisse fixés à 20 centimes les 100 kilos au tarif suisse seront réduits à 10 centimes les 100 kilos sur les articles à destination du pays de Gex. »

La Suisse se réserve toutefois de prendre les mesures nécessaires de contrôle et de police pour le transit, ainsi que d'interdire complètement l'entrée ou le passage du bétail en cas d'épizootie. Les taxes perçues par le contrôle sanitaire seront réduites de moitié sur le bétail en transit.

Art. 6. — Les marchandises affranchies des droits d'entrée pourront être introduites en Suisse par tous les bureaux de douanes et postes de perception à la frontière des cantons de Vaud et de Genève. Elles devront suivre les routes de douanes et être déclarées auxdits bureaux ou postes de perception.

Les marchandises désignées à l'article 3 ci-dessus, ainsi que les produits exportés en franchise aux termes de l'article 4, ne pourront entrer en Suisse ou en sortir que par les bureaux du Grand-Sacconnex, de Meyrin, de Crassier, de Chavannes, de Sauverny et de Chancy.

L'administration des douanes suisses délivrera, pour les marchandises désignées aux articles 3 et 4 ci-dessus, des billets de crédit valables du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées par lesdits articles.

Tous les habitants de la zone seront admis, sans distinction de nationalité, au bénéfice des dispositions des cinq articles précédents, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificat d'origine, etc., jugées nécessaires par l'administration des douanes suisses, en vue de s'assurer de la provenance des marchandises importées. Les produits énumérés à l'article 3 devront tou-

jours être accompagnés de certificats d'origine délivrés par la sous-préfecture de Gex.

Art. 7. — Les vêtements taillés en Suisse qui seront envoyés dans le pays de Gex pour y être cousus, seront réimportés en Suisse en exemption du droit d'entrée afférent aux vêtements confectionnés. L'importation et l'exportation de ces objets ne pourront s'opérer que par les bureaux de Meyrin, Sacconnex et Vireloup.

L'administration des douanes suisses se réserve d'exercer un contrôle au moyen de livrets dont seront pourvues les personnes qui profiteront de cette facilité et qu'elles devront présenter aux bureaux de douanes suisses.

Les ouvriers résidant dans le pays de Gex et se rendant à leur travail en Suisse seront exemptés de tout droit sur leurs outils. A cet effet des livrets leur seront remis par l'administration des douanes suisses.

Art. 8. — Il est entendu que le bureau de frontière des Fourgs, département du Doubs, pourra, comme jusqu'à présent, expédier soit pour le transit, soit pour l'entrée en France, les fromages, l'horlogerie, y compris les boîtes à musique, les outils et fournitures d'horlogerie.

Art. 9. — Les dispositions qui précèdent seront mises en vigueur en même temps que la convention de commerce en date de ce jour (1) et auront la même durée.

Fait en double expédition à Berne, le 20 octobre 1906.

1. La mise en vigueur est du 23 novembre 1906.

On le voit, les avantages accordés sont beaucoup plus considérables que ceux de l'arrêté fédéral du 23 janvier 1895, et ont surtout la supériorité de reposer sur une stipulation contractuelle des deux pays, ce qui leur donne une bien plus grande sûreté que la réglementation antérieure.

Le dernier texte officiel accordant de nouvelles facilités aux produits du pays de Gex est l'article 3 de l'arrêté fédéral du 9 juin 1908, qui modifie légèrement les droits sur le bétail.

CHAPITRE IV

Relations de la zone franche de la Haute-Savoie avec la Suisse.

Traité du 8 juin 1851. — Réclamations du Conseil général de la Haute-Savoie. — Convention franco-suisse du 14 juin 1881. — Arrêtés fédéraux de 1893, 1895 et 1908.

Le traité du 8 juin 1851 conclu entre la Maison de Sardaigne et la Suisse déterminait les relations commerciales des deux pays ; l'article 4 de ce traité concernait la zone sarde de 1816 et contenait l'énumération d'un certain nombre de denrées alimentaires auxquelles était accordée la libre entrée du canton de Genève ; l'exportation en franchise du vin était autorisée jusqu'à concurrence de 5.000 hectolitres ; d'autre part, la franchise était également accordée à de nombreux produits, comme l'écorce à tan, les mottes à brûler, le bois de chauffage, le charbon de bois, les pierres à bâtir, les tuiles, les briques, le gypse, etc.

Ce traité n'était conclu que pour dix ans : mais, n'ayant été dénoncé par aucune des parties lors de

son expiration, il continua à régir les relations entre la zone franche et la Suisse. Lors de la création de la zone de 1860, les facilités accordées à la petite zone de 1816 devinrent tout à fait insuffisantes pour la nouvelle zone, bien plus considérable comme étendue.

Aussi le Conseil général de la Haute-Savoie, dans sa séance du 29 août 1862, protesta avec énergie contre cette situation :

Les trois arrondissemens de Thonon, Bonneville et Saint-Julien font des vœux pour que la situation embarrassante qui leur est faite par le traité du 8 juin 1851 cesse d'exister, d'autant plus que cette situation, aux termes mêmes du traité, devrait déjà avoir disparu, pour qu'ils soient, en un mot, placés dans une position égale à celle de la Suisse vis-à-vis d'eux.

Ce que demandait le Conseil général, c'était qu'un nouveau traité fût conclu, accordant la libre entrée à Genève de tous les produits agricoles des zones, en particulier du vin ; car l'article 4 du traité de 1851, ayant pour but de favoriser l'approvisionnement de Genève, avait pour conséquence naturelle d'admettre la réciprocité, c'est-à-dire la non-taxation des denrées savoyardes à leur entrée à Genève. La Suisse avait manqué à ses engagements en élevant une barrière douanière à sa frontière.

Le traité du 24 novembre 1864 n'apporta pas grand changement à la situation et ne donna pas satisfaction aux réclamations qui s'étaient fait entendre.

En 1869, de nouvelles négociations s'engagèrent entre MM. Ozenne et Meurand pour la France, Kern et Chenevière pour la Suisse, et aboutirent à l'arrangement du 6 juillet 1869, qui accordait quelques avantages aux produits zoniens.

Actuellement, c'est la convention du 14 juin 1881 qui règle les rapports entre le canton de Genève et la zone de la Haute-Savoie, et dont voici le texte :

Convention franco-suisse relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie du 14 juin 1881, ratifiée par la Suisse le 28 avril 1882, promulguée au « Journal officiel » du 25 juin 1882.

Le Président de la République française et le Conseil fédéral suisse, également animés du désir de régler à nouveau les relations douanières entre le canton de Genève et la partie de la Haute-Savoie dite *zone franche*, ont résolu de conclure à cet effet :

.

Article premier. — L'administration des péages fédéraux accordera un crédit annuel d'importation, en franchise de tout droit d'entrée fédéral, pour dix mille hectolitres de vin

provenant de la partie de la Haute-Savoie, dite *zone franche*.

Art. 2. — Les bureaux de péages fédéraux établis dans le canton de Genève, sur la frontière de la zone franche, admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral sans limitation de quantités, outre les objets qui sont ou seront affranchis par la loi, les produits suivants provenant de la zone, savoir :

- 1° L'écorce à tan et les mottes à brûler ;
- 2° Le bois à brûler brut en fagots, et le charbon de bois ;
- 3° La sciure de bois ;
- 4° Les pierres à bâtir ordinaires, soit grossièrement taillées, soit taillées à la boucharde ;
- 5° Les tuiles et les briques ;
- 6° La chaux ordinaire et le gypse.

Art. 3. — Lesdits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée fédéral les produits suivants provenant de la zone, savoir :

- 1° Les légumes frais et le jardinage ;
- 2° Les fruits frais ;
- 3° Les pommes de terre ;
- 4° Les céréales et le colza en gerbes ;
- 5° Le son ;
- 6° La paille ;
- 7° Le foin ;
- 8° Les poissons d'eau douce ;
- 9° Les volailles vivantes et mortes ;
- 10° Les œufs frais ;

11° Le lait ;

12° Le beurre frais.

Les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnement de marché. Ils devront en conséquence être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charges à dos, charrettes, bateaux ou chemins de fer, les expéditions accompagnées de lettres de voiture étant exclues de la franchise des droits d'entrée en Suisse.

Les poids de chaque importation desdits produits ne devra pas dépasser celui de cinq quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais, pour lequel le poids maximum est fixé à cinq kilogrammes pour chaque importation en franchise.

Il est d'ailleurs entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie de la zone franche.

Art. 4. — Lesdits bureaux de péages fédéraux admettront en outre annuellement au quart du droit d'entrée fédéral actuel ou futur deux cent cinquante quintaux métriques (cinq cents quintaux fédéraux anciens) de gros cuir et cent quintaux métriques (deux cents quintaux fédéraux anciens) de peaux tannées de veaux, moutons ou chèvres.

Art. 5. — Les tanneries de la zone franche seront autorisées à exporter annuellement de Suisse, en franchise du droit de sortie fédéral, 600 peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches et 6.000 peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres.

Art. 6. — Les marchandises affranchies des droits d'entrée pourront être introduites en Suisse par tous les bureaux de péages et postes de perception à la frontière du canton de Genève. Elles devront suivre les routes de péages et être déclarées auxdits bureaux ou postes de perception.

Les marchandises admises au quart de droit d'entrée fédéral, aux termes de l'article 4 ci-dessus, ainsi que les produits exportés en franchise, aux termes de l'article 5, ne pourront entrer en Suisse ou en sortir que par les bureaux de péages à la frontière du canton de Genève, à l'exclusion des postes de perception.

L'administration des péages fédéraux délivrera, pour les marchandises désignées aux articles 1, 4 et 5 ci-dessus, des billets de crédits valables du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées par lesdits articles.

Tous les habitants de la zone seront admis, sans distinction de nationalité, au bénéfice des dispositions des cinq articles précédents, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificat d'origine, etc., jugées nécessaires par l'administration des péages fédéraux en vue de s'assurer de la provenance des marchandises importées.

Art. 7. — Les marchandises transportées entre deux points du territoire de l'un des Etats contractants qui emprunteront le territoire de l'autre Etat demeureront réciproquement exemptes de tout droit de transit. Cette exemption ne s'étend pas aux taxes qui pourront être perçues, dans les

deux pays. sous le nom de *droits de certificat, de timbre, de contrôle*, etc.

Art. 8. — Le bureau de douane d'Annecy sera ouvert à l'importation de toutes les marchandises non prohibées.

Art. 9. — Les deux gouvernements s'engagent à prendre en commun, dans le plus bref délai possible, les mesures propres à empêcher l'invasion ou la propagation du phylloxera dans la zone franche de la Haute-Savoie.

Art. 10. — La présente convention sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1883.

Art. 11. — La présente convention restera en vigueur pendant trente années à partir du jour de sa mise à exécution.

A l'expiration du terme de trente ans, elle sera maintenue d'année en année, à moins que la dénonciation n'en soit faite douze mois à l'avance.

Toutefois, si, avant ou après ce terme de trente ans, la zone franche venait à être supprimée ou modifiée, soit quant à son étendue territoriale, soit quant à son régime douanier actuel, le gouvernement fédéral suisse aura le droit de faire cesser les effets de la présente convention dès le jour de la mise en vigueur des nouvelles mesures dont la zone aura été l'objet. Ces mesures devront, d'ailleurs, être notifiées au gouvernement fédéral douze mois avant leur application.

En 1892, à la suite de la dénonciation par la France du traité de 1882 concernant la zone du pays de Gex (dans son annexe G), toute réglementation fut sup-

primée pour cette dernière zone et les produits gexois furent soumis au tarif général suisse.

Mais comme cette situation gênait considérablement Genève, qui tire ses approvisionnements des territoires français avoisinants, le Conseil fédéral résolut de mettre fin à cet état de choses. Par ses messages en date des 13 mars et 2 juin 1893, il estimait que la situation particulière des zones devait donner lieu à des arrangements spéciaux.

Aussi, un arrêté du 9 mai 1893, concernant les pays de Gex par ses articles 2 et 4 et la zone de la Haute-Savoie par son article 1^{er}, vint-il appliquer le tarif conventionnel suisse, soit le tarif d'usage, aux produits suivants, provenant de la zone de la Haute-Savoie, et jusqu'à concurrence de la quantité indiquée :

Vin naturel en fûts.....	4.000 hectolitres.
Bœufs.....	1.500 têtes
Taureaux.....	100 »
Vaches avec dents de remplacement.	1.200 »
Génisses avec dents de remplacement.	200 »
Jeunes bêtes, sans dents de remplacement, ne rentrant pas dans la catégorie suivante.....	100 »
Veaux gras pesant plus de 60 kilos....	10.000 »
Veaux pesant jusqu'à 60 kilos.....	3.000 »
Porcs pesant plus de 60 kilos.....	4.000 »
Moutons.....	3.000 »
Chèvres.....	400 »

Naturellement les facilités accordées par la convention du 14 juin 1881 subsistaient toujours et l'arrêté du 9 mai 1893 ne faisait qu'ajouter de nouveaux avantages aux relations entre la Suisse et la zone de la Haute-Savoie.

Deux ans plus tard, l'arrêté du Conseil fédéral du 23 février 1895 vint abroger celui du 9 mai 1893, et organisait un régime plus favorable. L'article 1^{er}, concernant la zone de la Haute-Savoie, est ainsi conçu :

Le régime suivant sera jusqu'à nouvel ordre appliqué à l'importation des produits originaires de la zone franche de la Haute-Savoie.

a) Outre les articles affranchis par la loi ou ceux qui ne sont pas soumis à un droit différentiel, et en dehors des exemptions de droits et de facilités accordés aux habitants de la zone franche de la Haute-Savoie par la convention du 14 juin 1881, les produits ci-après désignés de ladite zone seront admis au taux du tarif conventionnel suisse, soit du tarif d'usage :

	Tarif conventionnel
Bois de construction ou bois d'œuvre communs, bruts ou simplement équarris à la hache.....	0,15 par 100 kgr.
Osier brut, non écorcé, non refendu..	0,15 —
Echalas.....	0,15 —
Bois de construction ou bois d'œuvre communs, sciés de long ou refendus :	
Merrains	0,15 —

Autres :

Bois de chêne, excepté les merrains..	0,40	—
Planches, lattes et bardeaux.....	0,70	—
Poutres, traverses autres que de chêne.	0,70	—
Bois de construction et bois d'œuvre communs, emboîtés.....	1,20	—
Balais de brouille.....	4,00	—
Vannerie grossière.....	5,00	—
Cribles ordinaires pour l'agriculture..	1,50	—
Arbres, arbrisseaux et autres plantes vivantes.....	1,00	—
Pierres susceptibles d'être polies, en blocs bruts ou grossièrement taillés.	0,30	—
Ouvrages de tailleurs ou de tourneurs de pierres, bruts.....	0,75	—
Beurre frais, pour tout ce qui dépasse le trafic du marché.....	7,00	—
Viande de boucherie, fraîche.....	4,50	—
Fruits secs ou tapés.....	2,50	—
Choucroûte et autres légumes salés...	4,00	—
Fromages.....	4,00	—
Bière en fûts.....	5,00	—
Vins en fûts (au-delà de 10.000 hecto- litres).....	3,50	—
Bœufs	15,00 par tête.	—
Taureaux.....	25,00	—
Vaches	18,00	—
Génisses.....	18,00	—
Jeunes bêtes sans dents de remplace- ment.....	12,00	—
Veaux gras.....	10,00	—
Veaux pesant moins de 60 kilos.....	5,00	—
Porcs pesant plus de 60 kilos.....	5,00	—
Porcs pesant jusqu'à 60 kilos.....	4,00	—

Moutons	0,50	—
Chèvres.....	2,00	—

b) Sera ajouté au nombre des produits admis en franchise par la convention du 14 juin 1881, à titre d'approvisionnement de marché, le miel, en tant que chaque importation ne dépassera pas le poids maximum de 5 kilogrammes.

Enfin un arrêté fédéral récent, en date du 19 juin 1908, est venu accorder de nouvelles facilités aux zones. Voici les articles qui concernent la zone de la Haute-Savoie.

Article premier. — Les facilités douanières ci-après indiquées seront accordées pour l'importation de la zone franche de la Haute-Savoie, en dehors des réductions et exemptions de droits établis par la convention avec la France relativement au régime douanier entre le canton de Genève et la dite zone, du 14 juin 1881, et de la franchise concédée par arrêté du Conseil fédéral du 23 février 1895 pour le miel ayant le caractère d'approvisionnement de marché, jusqu'au poids de 5 kilos :

	Quantité maxima annuelle	Réd. de droits sur le tarif actuel
Vin naturel jusqu'à 15 degrés d'alcool et moût, en fûts.	5.000 hectol.	exempt
Bœufs de boucherie.....	2.000 têtes	12,00 par tête
Bœufs de travail, destinés aux agriculteurs du can- ton de Genève.....	450 »	12,00 »
Veaux gras.....	20.000 »	5,00 »

Porcs pesant plus de 60 kilos.	2.000 têtes	5,00	par tête
Cuir et peaux, simplement tannés en fosse, humides.	125 quint.	12,00	p. quint.
Peaux de veaux, moutons, chèvres, simplement tan- nés en fosse, humides....	100 »	12,00	»

Art. 2. — Les tanneries de la zone franche de la Haute-Savoie pourront exporter annuellement de Suisse, en franchise du droit de sortie, jusqu'à 5.400 peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches, et jusqu'à 9.000 peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres, outre les quantités maxima indiquées à l'article 5 de la convention du 14 juin 1881.

En terminant, nous pouvons faire ici la même remarque que pour le pays de Gex : c'est que, à part les facilités accordées à la Haute-Savoie par la convention du 14 juin 1881, les relations commerciales entre Genève et la zone d'annexion, sont pour la plupart régies par un acte unilatéral et qu'il suffirait que le Conseil fédéral abrogeât les arrêtés en vigueur pour supprimer ces facilités. En particulier l'exportation en franchise du vin de la zone de la Haute-Savoie, qui est permise aujourd'hui jusqu'à concurrence de 15.000 hectolitres, n'est garantie que pour 10.000 hectolitres, le surplus ne pouvant sa libre admission que dans l'arrêté du 19 juin 1908.

CHAPITRE V

Relations des Zones avec le Territoire Douanier Français

- § 1. — Zone franche du pays de Gex. — Confusion souvent faite entre le pays de Gex et l'arrondissement du même nom. — Avis du Conseil d'Etat du 6 avril 1819 et décision ministérielle du 7 mai de la même année. — Décision ministérielle du 13 octobre 1828.
- § 2. — Zone franche de la Haute-Savoie. — Arrêté du 25 juillet 1860.
- § 3. — Dispositions communes aux deux zones depuis 1863. — Règlement du 31 mai 1863 et ses modifications ultérieures. — Mesures de contrôle adoptées par la douane française.

§ 1. — *Zone franche du pays de Gex*

Il faut signaler une confusion qui est fréquente et que l'on trouve même dans les textes officiels : c'est le fait d'employer indifféremment les mots *pays de Gex* et *arrondissement de Gex* : or, le premier

s'arrête aux sommets ouest du Jura en deçà du Fort-de-l'Ecluse, tandis que le second se compose du pays de Gex plus l'espace compris entre le Jura et la rive gauche de la Valserine.

M. Debussy, dans son rapport sur la question des zones franches fait à la Chambre des députés le 7 juin 1905, n'admet pas cette interprétation et dit que le pays de Gex s'étend jusqu'à la Valserine. Mais cela est contraire à la délimitation donnée au pays de Gex, en particulier dans le mémoire présenté le 31 mars 1775 par les syndics des trois ordres du pays de Gex (1) et dans l'édit du 12 décembre 1775.

Comme il était difficile d'établir une ligne de postes le long du Jura, l'administration des douanes recula la frontière économique jusqu'à la Valserine. En 1822, la ligne douanière fut rapportée à la frontière du pays de Gex par rapport à la France, c'est-à-dire au Jura, mais cela donna de mauvais résultats et l'on revint en 1830 au cours de la Valserine, qui constituait une barrière douanière facile à garder. Aussi jusqu'en 1897, la zone du pays de Gex s'étendit en fait jusqu'à la Valserine. En 1897, la loi du 29 mars donna une base législative à cet état de fait

1. « Le pays de Gex touche au canton de Berne et à la république de Genève ; il est séparé de la Savoie par le lac, Léman et par le Rhône, du Bugey par le Fort-de-l'Ecluse et de la Franche-Comté *par les montagnes du Jura*.

et déclara que : « La partie de la Valserine comprise entre la rive gauche de cette rivière et la crête du Jura sera assujettie au même contrôle que le pays de Gex proprement dit, tant que la ligne des douanes ne sera pas rapportée à la frontière du pays de Gex. » Par suite, les textes qui portent « arrondissement de Gex » au lieu de « pays de Gex » ne commettent pas une erreur bien grave, puisque depuis 1897 le même régime de faveur est appliqué au pays de Gex proprement dit et au pays franc.

Le principe général qui régit cette zone est qu'on doit la considérer comme territoire étranger. Cela était du reste dit expressément dans l'édit du roi de France du 22 décembre 1775 : « Nous le réputons par ces présentes *pays étranger* quant aux droits de nos fermes générales. »

Mais ce principe souffre de nombreuses exceptions en ce qui concerne l'importation à l'intérieur de la France.

En effet, comme dit M. Pallain (1), vingt-cinq années de participation au régime économique de la France (2) avaient créé des relations commerciales et industrielles qui vinrent troubler le retour à l'ancien régime.

1. *Op. cit.*, vol. I, p. 86.

2. La loi de 1790 avait supprimé les franchises de 1775 et remplacé le pays de Gex dans la frontière douanière ; cette situation prit fin en 1815.

Dès 1816, on trouva qu'il était vraiment trop sévère d'appliquer à des citoyens français les mêmes règles qu'à des étrangers, et l'on décida de leur accorder diverses immunités. Le 18 novembre 1816, en conséquence, une décision du ministre des Finances autorisa l'admission en franchise dans le territoire douanier des fromages de Gex. La quantité de fromages fabriqués s'élevait au total de 278.600 kilogrammes.

En 1819, nouvelle pétition de huit tanneurs, cinq potiers et trois papetiers du pays de Gex, demandant l'autorisation d'acheter en France leurs matières premières sans payer les droits de sortie et de plus d'exporter leurs produits fixés à l'intérieur sans avoir à payer de droits d'entrée. Le 6 avril 1819, le Conseil d'Etat décida, par un avis longuement motivé, qu'il y avait lieu d'accorder la franchise demandée. Voici en quels termes était conçu cet avis :

Les membres du conseil du roi composant le comité qui, d'après le renvoi ordonné par S. E. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, ont pris connaissance d'une demande au nom de l'arrondissement de Gex (1), département de l'Ain, à l'effet d'obtenir pour huit tanneries, cinq poteries et trois papeteries situées dans cet arrondissement, la permission :

1. On voit ici un exemple de la confusion indiquée plus haut entre le pays et l'arrondissement de Gex.

1° Pour les tanneries, d'exporter 180 quintaux décimaux de cuirs en poils et d'importer 1.900 quintaux de cuirs préparés ;

2° Pour les poteries, d'exporter 180 quintaux d'alquifoux et d'emporter les produits de ces poteries ;

3° Pour les papeteries, d'exporter 200 quintaux de chiffons et d'importer 1.500 rames de papier.

Vu toutes les pièces qui sont au dossier et notamment l'avis favorable du préfet de l'Ain et une lettre du directeur général des douanes qui présente et discute les inconvénients que peuvent entraîner les exceptions demandées, sans néanmoins conclure au rejet de la demande ;

Considérant qu'une disposition du traité du 20 novembre 1815 a établi que, dans cette partie de la France, la ligne des douanes serait établie à l'ouest du Jura, et que l'arrondissement de Gex resterait hors de cette ligne ;

Que par là les rapports commerciaux et industriels du pays de Gex ont entièrement changé ; que les fabriques dont il s'agit, qui toutes existaient avant ce traité, ont perdu les avantages qu'en leur qualité de fabriques françaises elles trouvaient dans leurs relations avec l'intérieur du royaume et n'ont conservé que les charges attachées à cette qualité ;

Qu'il résulte des renseignements transmis, qu'elles sont menacées d'une destruction inévitable si elles n'obtiennent la double permission qu'elles sollicitent : attendu, d'une part, qu'elles manquent de matières premières, ne pouvant ni les trouver dans le pays, ni les extraire librement de la Suisse et de la Savoie, et, d'autre part, que leurs produits^s

ne peuvent ni être consommés dans l'arrondissement de Gex, qui n'a qu'environ 20.000 habitants, ni avoir un débouché dans les pays voisins étrangers à la France, où se trouvent des établissements analogues jouissant de concessions exclusives, de nature à détruire le commerce ;

Considérant qu'on peut dire de ces fabriques que les droits qu'elles avaient, avant le traité du 20 novembre 1815, d'extraire de l'intérieur leurs matières premières et d'y verser leurs produits, avaient le caractère de droits acquis ; qu'elles ne s'étaient formées que sur la foi qu'on ne pouvait les troubler dans la libre jouissance de ces droits et que ne les ayant perdus, que n'ayant pu les perdre que par un événement de force majeure, la part que le gouvernement français a prise à cet événement lui a laissé l'obligation de les dédommager ;

Considérant qu'on ne saurait raisonnablement opposer à ces motifs les dommages que les permissions demandées pourront occasionner au fisc ou à l'industrie intérieure, attendu les petites quantités et le peu de valeur des objets à exporter et à importer, et que d'ailleurs s'agissant de fabriques originairement françaises, qui n'ont point cessé de l'être, qui comme telles acquittent les contributions publiques supportées par les fabriques analogues se trouvant dans le cercle des douanes, les objections ou les plaintes qu'on pourrait faire dans l'intérêt de celles-ci ne seraient ni convenables, ni fondées ;

Considérant, toutefois, que la question prend de l'importance par les abus auxquels peuvent donner ouverture de

telles permissions, soit en favorisant la fraude et l'introduction de produits étrangers, soit en procurant dans cette contrée un grand développement de l'industrie, dans le seul objet de profiter à la fois de sa position hors des lignes de la douane et des facilités d'exportation et d'importation dont on aurait consacré le principe, développement qui aurait cela de blâmable qu'il puiserait sa source dans un véritable privilège nuisible aux fabriques de l'intérieur ;

Mais qu'on peut écarter ces inconvénients :

1° En établissant que ces permissions ne sauraient être accordées qu'à titre de dédommagement, lequel n'est dû qu'aux fabriques qui existaient avant le traité du 20 novembre 1815 et seulement en proportion des progrès qu'elles avaient déjà faits ;

2° En limitant les matières à extraire de l'intérieur aux seules quantités jugées nécessaires, d'après cette proportion, après en avoir déduit celles qu'on peut trouver dans le pays ; en limitant de la même manière et dans la même proportion les produits manufacturés à importer, après déduction des quantités qui habituellement se consomment dans l'arrondissement ou s'écoulent dans la Suisse ou dans la Savoie ;

3° En faisant connaître que les exceptions accordées pour les motifs ci-dessus ne pourront tirer à conséquence à l'avenir et s'étendre à de plus grandes quantités ;

Sont d'avis :

Qu'il y a lieu d'accorder aux huit tanneries, aux cinq poteries, aux trois papeteries du pays de Gex la permission qu'elles sollicitent en ajoutant à l'obligation de produire des

certificats d'origine pour les produits à importer et autres précautions d'usage, les restrictions et les mesures qui viennent d'être indiquées.

Une décision ministérielle du 7 mai 1812, dont le texte suit, consacra ces franchises et détermina les quantités à importer et à exporter :

Article premier. — Il pourra être importé du pays de Gex en France 190.000 kilogrammes de cuirs tannés ou préparés, 1.500 rames de papier et une quantité indéterminée de poteries de terre commune, moyennant des certificats d'origine, constatant que ces divers produits sortent de celles des fabriques du pays de Gex, qui existaient avant la mise à exécution du traité du 20 novembre 1815.

Art. 2. — Pour alimenter les mêmes fabriques et à leur demande respective, il pourra être extrait de l'intérieur du royaume 150.000 kilogrammes de cuirs bruts, ou verts ou en poils, 18.000 kilogrammes d'alquifoux, et 20.000 kilogrammes de drilles propres à la fabrication du papier.

Art. 3. — Les quantités de marchandises spécifiées aux deux articles précédents ne pourront être augmentées soit en raison de l'établissement de nouvelles fabriques dans le pays de Gex, soit en raison d'une plus grande importance acquise par celles qui existaient avant le déplacement des douanes.

Enfin, une décision ministérielle du 13 octobre 1828 (dont le texte est analogue à celui de l'arrêté du 25 juillet 1860 concernant la zone de la Haute-Savoie

et cité plus loin) vint « compléter ces mesures administratives destinées à faciliter à l'industrie agricole et manufacturière du pays de Gex l'écoulement dans le royaume de France de quelques-uns de ses produits et l'extraction de l'intérieur des matières premières nécessaires aux diverses branches de ses exportations ». Le ministre des Finances fixe annuellement les quantités de produits qui pourront être exportés à l'intérieur, de même que la quantité de matières premières qui pourront être extraites de la France douanière. Les crédits d'importation sont limités aux fabriques et exploitations rurales appartenant à nos nationaux (1). Pour éviter les fraudes, on a institué le système des déclarations fondamentales.

Le système ainsi établi ne subit pas de modifications jusqu'au moment de l'annexion de la Savoie en 1860.

A cette époque, le bénéfice de l'arrêté du 13 octobre 1828 fut étendu à la zone franche de la Haute-Savoie, en y admettant tous les établissements existant à l'époque de l'annexion. Les habitants du pays de Gex réclamèrent contre cette mesure en faisant observer que les établissements fondés chez

1. La décision ministérielle du 1^{er} avril 1893 a assimilé les Suisses habitant les zones à nos nationaux quant à l'importation à l'intérieur de la France des produits agricoles provenant des zones.

eux de 1815 à 1860 n'étaient pas admis à ce régime de faveur. Aussi l'arrêté du ministre des Finances du 31 mai 1863 vint-il « unifier le régime commercial des zones neutralisées (1) de la Savoie et du pays de Gex. » Nous nous en occuperons plus loin.

§ 2. — Zone franche de la Haute-Savoie

Aussitôt après l'annexion, l'arrêté du 25 juillet 1860 vint déterminer les conditions dans lesquelles s'effectueraient les relations commerciales entre la zone et le reste de la France.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, cet arrêté est à peu près le même que celui du 13 octobre 1828 concernant le pays de Gex. Ces deux décrets ne s'appliquaient (art. 2) qu'aux seules fabriques appartenant à des nationaux et existant avant le

1. Notons à ce propos l'incorrection du terme *zones neutralisées* au lieu de *zones franches*. Cette erreur se retrouve fréquemment dans les textes officiels ou autres. On ne peut jamais appliquer à la zone du pays de Gex le nom de zone neutralisée : le régime du pays de Gex est uniquement économique, et la souveraineté de la France demeure entière sur lui. La zone franche de la Haute-Savoie, au contraire, fait partie de la zone neutralisée par les traités de 1815, mais cette zone neutralisée est beaucoup plus étendue que la zone franche, puisqu'elle comprend tout le département de la Haute-Savoie, plus la partie du département de la Savoie située au nord d'Ugines. Dans cette zone, la souveraineté de la France est soumise à des restrictions.

traité d'annexion. Voici le texte de ce document qui constitue, suivant l'expression de M. Pallain, le code des douanes de la Haute-Savoie :

Article premier. — Chaque année, un arrêté du ministre des Finances, rendu sur les propositions du directeur général des douanes et des contributions indirectes et du préfet de la Haute-Savoie, déterminera :

1° Les quantités de fromages, de bêtes à cornes, de cuirs, de bois sciés et d'ardoises provenant de la partie de la Savoie située en dehors de la ligne des douanes, appartenant à des habitants de ce pays et qui pourront être admises, en exemption de tous droits, à la consommation intérieure ;

2° Les quantités de matières premières qui pourront être expédiées en franchise, de l'intérieur de l'empire, à destination de ces mêmes pays, pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie.

Transitoirement, il sera pourvu à la fixation des crédits à accorder pour le second semestre de l'année courante par un arrêté spécial, basé sur les évaluations indiquées par l'administration des douanes et des contributions indirectes et par le préfet de la Haute-Savoie.

Art. 2. — Les crédits à accorder, tant pour l'importation que pour l'exportation, sont limités aux seules fabriques appartenant à des nationaux et existant dans la partie de la Savoie située en dehors de la ligne des douanes avant le traité d'annexion.

A cet effet, l'administration des douanes se concertera avec

l'autorité locale, tant pour recueillir les documents propres à déterminer les crédits d'importation et d'exportation que pour constater l'origine des marchandises destinées pour l'intérieur, ainsi que l'emploi de celles qui en auraient été extraites.

Art. 3. — L'administration des douanes et des contributions indirectes établira des agents spéciaux dans la partie de la Savoie située en dehors de la ligne des douanes.

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le pays sera divisé en onze sections, dans lesquelles seront placés autant de vérificateurs, qui résideront à Lully, Bellevaux, Evian, Abondance, Clarafond, Cruseilles, La Roche, Saint-Jeoire, Taninges, Samoëns, Sallanches. Cinq sous-inspecteurs, en résidence à Douvaine, au Biot, à Saint-Julien, Annemasse et Cluses, et deux inspecteurs à Thonon et à Bonneville, surveilleront l'ensemble des opérations.

Art. 4. — Les propriétaires d'établissements ruraux ou industriels sont tenus de remettre aux vérificateurs de la circonscription dans laquelle les établissements sont situés, toutes déclarations propres à constater soit que les produits pour lesquels l'immunité d'importation est demandée, proviennent réellement desdits établissements, soit que les matières tirées de l'intérieur de l'empire n'excèdent pas leurs véritables besoins.

Les déclarations relatives à ces produits et à ces matières, ainsi que leur transport, auront lieu sous la surveillance des agents spéciaux et sous les formalités particulières indiquées ci-après.

Art. 5. — Dès que le sous-préfet aura fait connaître l'arrivée des vérificateurs dans leurs circonscriptions respectives, les propriétaires des chalets et des fruitières seront tenus de remettre au vérificateur, dans l'arrondissement duquel sont placés leurs établissements, une déclaration faisant connaître le nombre de vaches et de chèvres dont le lait doit être employé à la fabrication des fromages, la durée de la fabrication et son produit présumé.

Cette déclaration, transcrite sur un registre, sera signée par le propriétaire ou par un gérant dûment autorisé. Elle sera renouvelée chaque année.

Toutes les fois qu'une nouvelle fruitière ou qu'un nouveau chalet s'élèvera, pareille déclaration sera faite. On fera connaître de même au vérificateur les mouvements qui pourront s'opérer successivement dans le nombre des vaches et des chèvres dont le lait est destiné aux établissements, ainsi que les jours où commencera et où finira la fabrication.

L'exactitude de ces déclarations sera vérifiée par les agents dénommés à l'article 3, tant par le recensement des bestiaux que par l'examen de la fabrication et des registres tenus dans les fruitières et dans les chalets.

Art. 6. — Les fabricants de fromages seront tenus d'inscrire, par ordre de numéros, sur un registre coté et paraphé par le sous-préfet, chaque pièce de fromage au fur et à mesure de la fabrication, son poids, et, pour les fruitières, le nom du particulier auquel est destinée la pièce.

Chaque fromage portera un numéro correspondant à celui du registre, et en outre, une marque qui indiquera le nom

de chalet ou de la fruitière ; cette marque sera appliquée au moment même de la fabrication, et de telle sorte qu'elle ne puisse ni être enlevée, ni remplacée sans rompre la pâte.

Avant l'enlèvement des fromages destinés pour l'intérieur de l'empire, les propriétaires remettront au vérificateur une déclaration, visée par le maire, indiquant le nombre des pièces, leur numéro, leur marque et leur poids. Le vérificateur s'assurera de l'exactitude de la déclaration, puis délivrera une expédition à souche en vertu de laquelle les fromages seront admis aux bureaux des douanes désignés en l'article 13 ci-après. Il sera pris note de ces expéditions sur un registre de déclaration ou de compte ouvert.

Art. 7. — Les propriétaires de bêtes à cornes remettront chaque année, au vérificateur de leur circonscription une déclaration indicative du nombre et du sexe des bêtes à cornes composant leurs étables. Ces déclarations seront soumises aux formalités prescrites par l'article 5 du présent arrêté.

Lorsque lesdits propriétaires voudront importer en France des bestiaux à cornes provenant de leurs étables, ils remettront une déclaration, visée par le maire, au vérificateur, qui, après due vérification, délivrera l'expédition d'entrée par l'un des bureaux de douane qui seront indiqués à l'article 13. Il en fera également inscription sur son registre.

Art. 8. — Les fabricants de cuirs qui voudront jouir de la libre admission de leurs produits en France ou extraire de l'intérieur de l'empire les matières premières qu'ils ne trou-

vent pas dans le pays, remettront annuellement au vérificateur de leur circonscription, une déclaration faisant connaître le nombre d'ouvriers travaillant dans leurs ateliers, la quantité de matières employées, le lieu de leur extraction habituel, les produits présumés, leur espèce et leur destination.

Ces déclarations inscrites sur un registre ouvert à cet effet et signées par le fabricant, seront contrôlées par le vérificateur.

Quand il s'agira d'extraire de France les matières propres aux fabrications, les fabricants en déposeront la demande entre les mains du vérificateur qui en tiendra note et la transmettra, avec son avis, au sous-inspecteur.

Celui-ci l'enverra au sous-préfet, avec son avis motivé. Revêtue de l'approbation de ce dernier, sa demande sera présentée au vérificateur, qui délivrera un permis, en vertu duquel l'objet ou les quantités désignées seront expédiées de l'intérieur sans acquit à caution par un des bureaux désignés en l'article ci-après.

L'acquit à caution sera déchargé sur le certificat d'arrivée en fabrique, lequel sera délivré par le vérificateur, après vérification. Le non-rapport de cet acquit à caution entraînera l'application des peines déterminées par les articles 2 et 4, titre III, de la loi du 22 août 1791.

Dans le cas d'importation en France des cuirs provenant des fabriques dont il s'agit, déclaration sera faite au vérificateur, qui, après vérification, délivrera l'expédition nécessaire et en fera inscription à son registre.

Art. 9. — Les propriétaires de scieries et d'ardoises, pour

jouer de l'introduction de leurs produits en France, seront tenus de faire annuellement au vérificateur de leur circonscription la déclaration de leur établissement, ainsi que des produits présumés. Chaque expédition pour l'intérieur de l'empire sera autorisée par ledit vérificateur, sur une déclaration visée par le maire de la commune.

Art. 10. — Pourront les vérificateurs des douanes procéder à tout recensement et à toutes vérifications nécessaires, soit dans les pâturages et étables, soit dans les magasins ou ateliers dépendant des établissements ruraux ou industriels. dont l'ouverture devra leur être faite à toute heure du jour sur leur réquisition. Ils inscriront le résultat de ces recensements sur un carnet ou registre portatif, et signeront ce résultat avec le propriétaire ou le gérant.

Art. 11. — Copie des déclarations faites aux vérificateurs, en vertu des articles précédents, sera remise par les propriétaires et les fabricants au sous-préfet de leur arrondissement.

Art. 12. — Toute déclaration fausse, ayant pour objet d'introduire en France des objets non produits dans les pays neutralisés de la Savoie ou d'extraire de France des matières premières pour les faire passer à l'étranger, sera constatée par les agents dénommés en l'article 3, en présence et avec le concours du maire ou de l'adjoint de la commune, qui signera le procès-verbal.

Les fausses déclarations ainsi constatées entraîneront le droit d'interdiction de commerce avec l'intérieur de l'empire, autrement qu'en subissant toutes les conditions du tarif des

douanes ; toutefois cette interdiction ne pourra être prononcée que par le ministre des Finances, l'administration des douanes et le préfet de la Haute-Savoie entendus.

Art. 13. — Les importations et les exportations autorisées ne pourront s'effectuer que par les douanes de Bellegarde, Frangy, Pont-de-la-Caille, Le Plot, Saint-Jean-de-Sixt, La Giettaz, Flumet, Hauteluce ; sont exceptés les bois sciés et les ardoises qui pourront être introduits par tous autres bureaux de la ligne.

Art. 14. — Le présent arrêté sera déposé au secrétariat général et notifié à qui de droit.

On le voit, cet arrêté du 25 juillet 1860 n'admettait la franchise que pour cinq produits, savoir : fromages, bêtes à cornes, cuirs, bois sciés, ardoises. Ces mêmes produits pouvaient être exportés en franchise du pays de Gex, mais avec une restriction qui plaçait cette dernière zone en état d'infériorité : car, d'après l'article 2 de l'arrêté du 13 octobre 1828 concernant le régime douanier du pays de Gex, seules les fabriques existant déjà en 1815 pouvaient exporter leurs produits en franchise, tandis que pour la zone franche de la Haute-Savoie, il suffisait que les fabriques existassent en 1860 pour jouir du régime de faveur. Aussi décida-t-on d'appliquer aux deux zones un régime identique. Cette unification fut réalisée par le règlement du 31 mai 1863.

§ 3. — *Dispositions communes aux deux zones
depuis 1863*

Une circulaire émanant de la Direction générale des douanes, en date du 25 juin 1863, explique les raisons qui ont provoqué le règlement du 31 mai 1863, appliquant les mêmes dispositions aux deux zones de Gex et de la Haute-Savoie. A mesure que l'on était mieux à même d'apprécier les besoins des nouvelles provinces annexées, on étendit le bénéfice de la franchise à un assez grand nombre de produits savoyards primitivement taxés. Mais, ces dispositions étant spéciales à la Savoie, le pays de Gex continuait à être régi par les dispositions moins libérales de l'arrêté de 1828. Cette inégalité était absolument injustifiée, et de plus, le développement du commerce et de l'industrie nécessitait de nouvelles mesures plus propres à faciliter les relations commerciales des zones et de l'intérieur de la France. Aussi, l'arrêté du 31 mai 1863 a-t-il reproduit les deux arrêtés précédents : de 1828 pour la zone de Gex, de 1860 pour la zone de la Haute-Savoie, en y ajoutant les franchises nouvelles accordées à la zone de 1860 et en étendant ces franchises au pays de Gex. Nous donnons ici le texte de cet arrêté, qui régit actuellement les relations des zones avec le territoire assujetti :

Règlement du 31 mai 1863 relatif au régime commercial
des zones neutralisées de la Savoie et du pays de Gex.

Article premier. — Le ministre des Finances détermine chaque année, sur la proposition du directeur général des douanes et des contributions indirectes et des préfets de l'Ain et de la Haute-Savoie, les quantités de produits naturels ou manufacturés du pays de Gex et de la Savoie neutralisée, qui peuvent être admis en exemption des droits de douane dans la consommation intérieure de l'empire. Ces dispositions sont concertées avec le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Art. 2. — Les crédits à accorder sont limités aux seules fabriques appartenant à des nationaux, et existant dans la partie de la Savoie et du pays de Gex située en dehors des lignes de douane.

Art. 3. — Les produits actuellement susceptibles d'être admis au bénéfice de l'article 2 sont :

Les chevaux, juments, poulains et pouliches ;

Les mules et mulets ;

Les bêtes à cornes ;

Les fromages, y compris ceux de pâte molle dits : vacherins, reblechons, etc. ;

Les pruneaux ;

Les bois sciés (planches, feuillards, etc.) ;

Les conserves alimentaires ;

- Les briques et les tuiles ;
- Les ardoises ;
- Le granit et les pierres à bâtir taillées ;
- Les crayons (communs, fins et à dessin) et la mine préparée pour crayons ;
- Les cierges et chandelles ;
- Le chocolat ;
- L'eau-de-vie de cerises ;
- La liqueur aromatique de Muratore ;
- Les poteries ;
- Les fils de coton ;
- Les déchets de coton provenant des manufactures locales ;
- Les draps et les couvertures de laine ;
- La laine filée, la bonneterie de laine ;
- Les dentelles grossières en crin, en lin ou en laine ;
- Les toiles de lin ;
- Les crins ;
- Les chapeaux de paille ;
- L'horlogerie (mouvements et fournitures) et la bijouterie ;
- Les carillons à musique ;
- Les instruments agricoles (tarares, ventilateurs, char-
rues, etc.) ;
- Les pompes à feu en bronze ou en cuivre ;
- Les chaînes en fer ;
- Les clous et pointes, dites de Paris, en fer ;
- Les sonnettes en fer ;
- Les peignes en laiton ;
- Les instruments dits thermogrades-médailles ;

Les fleurs artificielles ;

Les souliers ;

Les papiers ;

Les parapluies ;

Les seaux et autres ouvrages en bois commun ;

Les objets d'habillement et de lingerie confectionnés dans le couvent de La Roche pour l'usage des autres couvents de l'ordre ;

La bonneterie, les gants, les chaussons de lisière, et les chaussures piquées provenant de la maison centrale de Thonon ;

Les objets d'origine savoisiennne ou gexoise, ou fabriqués dans l'intérieur de l'empire, teints dans les ateliers de teinturerie établis dans la zone franche.

Art. 4. — Le service des douanes se concertera avec l'autorité locale pour recueillir les documents propres à déterminer les crédits et à constater l'origine des produits importés de la zone franche dans l'intérieur de l'empire. Il surveillera la fabrication et l'emploi des matières premières extraites de l'intérieur pour les besoins de la zone.

Des vérificateurs résidant à Gex, Farges, Thonon, Bellevaux, Evian, Abondance, Clarafond, Cruseilles, La Roche, Annemasse, Taninges, Cluses et Sallanches, procéderont à ces opérations, sous la surveillance de cinq sous-inspecteurs placés à Gex, Evian, Saint-Julien, Annemasse et Cluses, et de quatre inspecteurs établis à Saint-Claude, Châtillon, Thonon et Bonneville.

Art. 5. — Les propriétaires des établissements ruraux ou

industriels qui voudront profiter des dispositions du présent arrêté seront tenus de remettre, chaque année, au vérificateur de leur circonscription, une déclaration présentant le nombre de leurs ouvriers, la quantité de matières premières nécessaires, le lieu de leur extraction habituel, les produits présumés et leur destination. Ces déclarations, inscrites sur un registre ouvert à cet effet et signées d'un propriétaire ou d'un gérant dûment autorisé, seront administrativement contrôlées par voie de recensement, s'il y a lieu, et d'examen des registres du fabricant.

Il sera ouvert à chaque intéressé un compte spécial, sur lequel seront inscrits le chiffre du crédit annuel, les quantités de matières premières tirées de l'intérieur de l'empire, les résultats de la fabrication et les expéditions faites dans l'intérieur.

Les fabricants tiendront de leur côté et communiqueront au service des douanes, à toute réquisition, un compte présentant jour par jour et par espèce de produits fabriqués, les mêmes indications. Ils devront de plus en transmettre tous les dix jours, au vérificateur, des extraits signés par eux et visés par le maire de la commune.

Toutefois, quand il s'agira de produits faiblement taxés à l'entrée ou d'industries de peu d'importance exercées par des ouvriers travaillant isolément à domicile, l'administration des douanes pourra dispenser de tout ou partie des formalités énumérées ci-dessus, notamment de la tenue du compte ouvert par le fabricant et de la production des relevés périodiques.

Art. 6. — Pour obtenir la libre importation de leurs produits dans l'intérieur de l'empire, les titulaires d'un crédit devront remettre une déclaration visée par le maire, au vérificateur, qui, après reconnaissance, délivrera l'expédition d'entrée par l'un des bureaux désignés à l'article 21. Il en fera inscription sur son registre.

A l'égard d'un certain nombre de produits, l'application du bénéfice résultant du présent arrêté entraînera, indépendamment des formalités générales, quelques dispositions spéciales énumérées dans les articles ci-après.

Art. 7. — La déclaration annuelle à remettre par les éleveurs au vérificateur de leur circonscription indiquera le nombre et le sexe des animaux.

Les intéressés auront en outre à informer le vérificateur des accroissements et des extinctions à mesure qu'il s'en produira.

Art. 8. — Les propriétaires des chalets et fruitières déclareront annuellement le nombre de vaches et de chèvres dont le lait doit être employé à la fabrication des fromages, la durée et le produit présumé de la fabrication.

Pareille déclaration sera faite toutes les fois qu'il s'élèvera une nouvelle fruitière ou un nouveau chalet.

Avis sera donné également au vérificateur des mouvements qui pourront s'opérer successivement dans le nombre des vaches et des chèvres, ainsi que des jours où commencera et où finira la fabrication.

Les fabricants seront tenus, au fur et à mesure de la fabrication, d'insérer par ordre de numéros sur un registre,

coté et paraphé par le sous-préfet, chaque pièce de fromage, son poids, et, pour les fruitières, le nom de la personne à qui la pièce est destinée.

Chaque fromage portera un numéro correspondant à celui du registre, et, en outre, une marque indicative du nom du chalet ou de la fruitière. Cette marque sera appliquée au moment même de la fabrication.

Les déclarations d'expédition pour l'intérieur de l'empire, visées par le maire, mentionneront, outre le nombre des pièces, leurs numéros, leurs marques et leurs poids.

Ces dispositions ne seront pas applicables à quelques spécialités de fromages de pâte molle, tels que vacherins, rebblechons et autres, qui ne se fabriquent notoirement que dans certaines localités du pays de Gex et de la Haute-Savoie. Ceux-ci seront admis en franchise sur la simple production d'un certificat d'origine délivré par le maire de la commune.

Art. 9. — Chaque année, avant la récolte des prunes, les intéressés déclareront le chiffre approximatif de la récolte et la quantité de prunes qu'ils auront l'intention de faire sécher. Le vérificateur contrôlera cette déclaration en se transportant sur les lieux avant la récolte et après le séchage. La quantité de pruneaux reconnue sera prise en charge au compte ouvert, défalcation faite des parties destinées à l'exportation et à la consommation locale.

Art. 10. — Avant de procéder à la distillation, les bouilleurs de cru et les distillateurs auront à faire connaître au vérificateur la quantité de cerises à distiller. Cet agent assis-

tera à la mise en cave et constatera sur le compte ouvert le résultat de la distillation.

Art. 11. — Fils de coton. — Les matières premières et les machines seront exclusivement tirées de France, après y avoir été nationalisées par le paiement des droits d'entrée si elles sont d'origine étrangère. Il sera justifié de cet acquittement ou de la nationalité des objets, par la production des factures et des expéditions de sortie.

Un compte de fabrication sera tenu au courant jour par jour par le fabricant. Il devra contenir autant de subdivisions qu'il y aura de fils de numéros différents.

Les déchets de coton provenant des filatures seront admis en franchise sur la simple déclaration des fabricants, visée par le maire, dans une limite proportionnelle à la quantité de coton employée annuellement dans chaque fabrique.

Art. 12. — Draps et couvertures de laine, toile de lin. — Le vérificateur apposera une marque en tête de chaque pièce au moment où elle sera mise sur le métier. Il n'aura point d'ailleurs à rechercher l'origine des matières premières prises dans la zone franche ou dans l'intérieur de l'empire.

Art. 13. — Bijouterie, fournitures d'horlogerie, montres, thermogrades-médailles. — Le registre des fabricants, indiquera, par espèce d'objets, le résultat de leur fabrication journalière.

L'or et l'argent destinés à la fabrication des objets de bijouterie devront être tirés de l'intérieur de l'empire, après y avoir été nationalisés, s'il y a lieu, par le paiement des droits d'entrée.

La douane n'aura pas à rechercher l'origine du cuivre, du laiton, ni de l'acier employés à la confection des mouvements de montres et autres fournitures d'horlogerie.

Pour les montres achevées, les intéressés devront extraire de l'intérieur de l'empire les verres et les parties de mouvements qu'ils ne fabriquent pas eux-mêmes ; mais ils pourront tirer les boîtiers de Suisse, et après y avoir adopté les mouvements en blanc, numérotés au fur et à mesure de la fabrication, envoyer le tout à l'étranger pour l'opération du dorage. Au retour, et lors de l'introduction dans l'intérieur, les mouvements seront admis en franchise nonobstant le dorage, et les boîtiers seront soumis aux droits de douane du tarif général.

L'importation aura lieu en caisses, cachetées sur place par le vérificateur.

Les objets appartenant à la bijouterie seront dirigés sur le bureau de garantie le plus voisin, pour y être soumis au poinçonnage et au droit de marque.

Si les boîtiers avaient été originairement tirés de l'intérieur de l'empire et poinçonnés avant d'être employés par les fabricants de la zone, ils devraient également être dirigés sur le bureau de garantie ; mais, après reconnaissance de la marque, ils seraient admis en franchise de tout droit de douane et de garantie. Les mêmes dispositions sont applicables aux instruments de précision, dits thermogrades-médailleurs.

Art. 14. — Carillons à musique. — Les fabricants feront venir de l'intérieur de l'empire, après paiement des droits

du tarif, s'il y a lieu, leurs matières premières et les pièces achevées qu'ils ne fabriqueront pas eux-mêmes, notamment les cylindres en cuivre.

L'expédition de la zone franche à destination de l'intérieur aura lieu dans des caisses revêtues sur place du cachet du vérificateur.

Art. 15. — Ateliers de teinturerie. — Les objets à teindre seront remis aux teinturiers, soit dans leurs ateliers du pays franc, soit dans les succursales qu'ils peuvent avoir en deçà de la zone, pour être ensuite transportés dans la teinturerie. Dans ce dernier cas, la douane de sortie reconnaîtra les objets au moment de leur envoi dans la zone et le vérificateur de la circonscription où est situé l'atelier les prendra en compte à l'arrivée. Il tiendra note également des objets apportés isolément à la teinturerie pour être envoyés ensuite dans l'intérieur. Ces opérations auront lieu sans limite de crédit, mais le vérificateur s'assurera que les couleurs et les matières tinctoriales employées, et que ne produit pas la zone franche, sont d'origine nationale ou nationalisées par le paiement des droits.

Art. 16. — Couvent de la Roche. — Les étoffes destinées à être coupées, faufilées ou entièrement confectionnées dans le couvent de La Roche, seront tirées de fabriques de l'intérieur. La douane de sortie en prélèvera des échantillons, en tiendra compte ouvert, et délivrera des expéditions descriptives pour assurer la reconnaissance de l'identité, lors de la réintroduction après main-d'œuvre. Cette réintroduction ne pourra avoir lieu que par le bureau même de sortie.

Art. 17. — Les métaux nécessaires pour la fabrication des instruments agricoles, des pompes à feu, des chaînes, pointes et sonnettes en fer, des peignes en laiton et des ouvrages en bronze et en cuivre, seront exclusivement tirés de France. On justifiera de leur origine française ou du paiement du droit, s'ils sont étrangers, par la production des expéditions de sortie.

La même condition est imposée pour les matières premières entrant dans la confection des cierges et des chandelles (cire et mèches), des fleurs artificielles (outillage et tissus), des parapluies (tissus et carcasses), de la mine pour crayons préparée et des crayons (mine et bois pour les gaines, sauf le bois commun), des souliers (cuirs et clous), des objets fabriqués dans la maison centrale de Thonon (outillage, fils de coton et de laine, gants à coudre et chaussures à piquer), du chocolat (sucre et cacao), de la liqueur aromatique de Muratore (sucre et alcool) et pour les récipients en verre ou en fer-blanc servant à renfermer les conserves alimentaires.

Le sucre raffiné, destiné à la préparation du chocolat et de la liqueur aromatique, est exclu du bénéfice du drawback. Il sera certifié sur les expéditions de sortie que l'exportation a eu lieu sans l'allocation de la prime.

Pour la liqueur de Muratore, le crédit et la décharge du compte ouvert seront calculés à raison de 500 grammes de sucre et de 60 centilitres d'alcool par litre de liqueur.

Les plaques de laiton pour peignes et les tissus pour parapluies seront revêtus d'une marque spéciale apposée par le vérificateur au moment de l'arrivée à destination.

Art. 18. — Les vérificateurs des douanes pourront pro-

céder à toute heure, et sur leur simple réquisition, à tous recensements et à toutes vérifications nécessaires, soit dans les pâturages et étables, soit dans les magasins ou ateliers dépendant des établissements ruraux ou industriels. Ils inscriront les résultats de ces recensements sur un carnet ou registre portatif et signeront ce résultat contradictoirement avec le propriétaire ou le gérant.

Art. 19. — Copie des déclarations annuelles faites aux vérificateurs en vertu des articles 5 et suivants, sera remise par les propriétaires et les fabricants au sous-préfet de leur arrondissement.

Art. 20. — Toute déclaration inexacte, ayant pour objet d'introduire en France des objets non produits dans les pays neutralisés du Gexois et de la Haute-Savoie, sera constatée par les agents des douanes, en présence et avec le concours du maire ou de l'adjoint de la commune, qui signera le procès-verbal.

Les fausses déclarations ainsi constatées entraîneront l'interdiction des immunités. Mais cette interdiction ne pourra être prononcée que par le ministre des Finances, l'administration des douanes et les préfets de la Haute-Savoie et de l'Ain entendus.

Art. 21. — Les importations autorisées ne pourront s'effectuer que par les douanes de Bellegarde, Forens, Les Rousses, Mijoux, Frangy, le Pont-de-la-Caille, Evires (route), Saint-Jean-de-Sixt, La Giettaz, Flumet, Hauteluce. Toutefois les bois sciés et les ardoises, les tuiles et les briques, le granit et les pierres à bâtir pourront être introduits par tous les bureaux de la ligne.

(Ont été ajoutés depuis 1864 les bureaux de Bassy, Châtel, Bonlieu, Cercier, Thorens, Annecy, Evires (gare), Groisy, Chârvonnex, Pringy, Chessenaz, Serzin, Desingy, Le Parc).

De plus, différentes dispositions de l'arrêté du 31 mai 1863 ont été modifiées par des décisions ministérielles : les articles 7, 9 et 10 de cet arrêté relatifs aux chevaux, mulets, bêtes à cornes, pruneaux, eau-de-vie de cerises, ont été rapportés par la décision du 7 juin 1865.

Les formalités de l'article 8 concernant la marque des fromages ont été supprimées par la décision du 27 juillet 1866.

L'article 13 est modifié par la décision du 12 août 1863 qui dit que pour les fournitures d'horlogerie envoyées dans les zones franches pour y être retouchées, il suffira qu'elles soient prises en compte par le vérificateur.

La décision du 3 juillet 1863 dit que les cuirs pour chaussures ainsi que les clous doivent être tirés de France.

De même, tous les appareils industriels doivent être tirés de France (décisions du 3 juillet 1863 et du 15 février 1874).

La décision du 26 octobre 1866 autorise les titulaires de crédits à introduire en franchise, sur simple présentation d'un certificat d'origine délivré par le maire, les chevaux, mulets, bêtes à cornes.

La décision du 12 août 1863 dispense du certificat d'origine les fournitures d'horlogerie.

La décision du 22 juillet 1864 a ajouté les céréales à l'énumération donnée au second paragraphe de l'article 21.

Le 11 janvier 1892, une loi suisse établissait sur les produits étrangers des droits considérables et causait ainsi le plus grand préjudice aux produits des zones. Aussi, à la suite des réclamations des populations lésées, le gouvernement français, pour compenser dans une certaine mesure le dommage provoqué par cette loi fédérale, admit différents produits des zones à l'importation en franchise sur la simple production d'un certificat d'origine délivré par le maire. Un premier arrêté du ministre des Finances en date du 29 octobre 1892, admit les bois en grume, les bois sciés et les écorces à tan.

Une décision du 25 janvier 1893 ajouta à cette énumération les produits suivants : beurre, lait, œufs, fruits de table et fruits à cidre, légumes frais et secs, oignons, pommes de terre, fromages, graines de trèfle et de luzerne, miel, cidre, volailles, viande de porc salée.

Enfin, la décision du 1^{er} avril 1893 permit à tous les produits agricoles récoltés dans les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, sauf naturellement ceux qui font l'objet de mentions spéciales dans l'arrêté du 31 mai 1863, d'être admis

en franchise dans l'intérieur, sur la production de certificats d'origine délivrés par les maires et sous la réserve du droit pour l'administration d'imposer pour l'avenir les mesures de contrôle et de garantie qui seraient jugées nécessaires.

Dans un autre ordre d'idées, afin d'affermir les bonnes relations entre la France et la Suisse, le gouvernement français conclut avec le gouvernement fédéral un accord en vue d'assimiler à nos nationaux les sujets suisses établis dans les zones franches, pour ce qui concerne les produits agricoles. Comme cet accord était conçu en termes peu précis, les industriels suisses établis dans les zones soutinrent qu'ils devaient être assimilés aux industriels français. Mais le ministre des Finances français, par sa dépêche du 2 janvier 1894 au président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, écarta nettement cette interprétation.

En ce qui concerne les industriels français en zone, la décision du 1^{er} avril 1891 étend aux Français propriétaires d'usines dans les zones au 1^{er} janvier 1891 l'importation des produits industriels.

Mais ces bénéfices ne sont accordés que moyennant l'observation de certaines mesures de contrôle exercées par les douanes françaises.

La première mesure de contrôle réside dans la déclaration fondamentale. Lorsque le ministre des Finances, en vertu de l'arrêté du 31 mai 1863, a

déterminé les crédits d'importation (1), les zoniens qui désirent introduire leurs produits en France doivent faire une déclaration (2) dont la forme varie selon les produits à importer.

Pour les fromages, les déclarations fondamentales doivent être déposées avant le commencement de la fabrication. Il faut que le propriétaire de la fromagerie soit français ; doivent être également français ceux qui fournissent le lait (décision du 7 février 1900).

Pour les céréales, les déclarations doivent être faites du 1^{er} au 15 mars et indiquer les superficies ensemencées. En outre, avant le 1^{er} décembre de chaque année, les importateurs doivent faire connaître la quantité de blé récoltée, ainsi que la quantité destinée à l'importation.

Pour les kirschs, la date extrême de la déclaration est le 10 août. Les distillateurs ne peuvent commencer leurs opérations avant le 10 septembre, à moins d'une autorisation du contrôle.

Pour les bois sciés, il faut faire la déclaration au plus tard le 1^{er} janvier et produire un certificat de

1. Ces crédits sont répartis indistinctement entre tous les habitants des zones pour les produits agricoles, mais ils sont personnels pour les industriels.

2. Excepté pour les produits qui entrent en franchise avec un simple certificat d'origine signé du maire, et dont nous parlons plus loin.

l'administration des eaux et forêts indiquant la quantité et l'essence des bois.

Pour les vins et eaux-de-vie de marc ou de lie, les déclarations doivent être faites au mois d'octobre et mentionner le reliquat en cave des années précédentes.

Enfin, en ce qui concerne les animaux, il faut distinguer d'une part le bétail bovin et d'autre part les bêtes de somme et le bétail autre que le bétail bovin.

Pour le bétail bovin, jusqu'en octobre 1901, on appliquait les formalités des déclarations fondamentales et de l'extrait permis (1). Mais comme le signalement donné par l'extrait permis était essentiellement vague et permettait des fraudes nombreuses, un règlement d'administration publique a établi le 1^{er} octobre 1901 un nouveau moyen de contrôle qui fonctionne de la manière suivante :

Tout animal de race bovine doit porter à l'oreille droite un bouton de nickel fourni par l'administration des douanes et portant d'un côté, avec le nom du bureau de la circonscription, un numéro de 1 à 10.000 avec série de lettres, et de l'autre côté, les mots : Douanes françaises.

1. L'extrait permis était délivré par la douane française au moment où se faisait la déclaration fondamentale, et permettait l'importation en franchise à l'intérieur de l'animal auquel s'appliquait ce titre.

La désignation des époques, des localités et des personnes chargées de la marque est faite par le préfet, après avis du directeur des douanes et des municipalités.

Pour le jeune bétail, les propriétaires doivent faire une déclaration de naissance dans un délai de quinze jours à partir de la naissance et faire procéder à la marque de ce jeune bétail dans un délai qui ne doit pas excéder six mois.

Depuis le 1^{er} novembre 1903, tout animal sur lequel la marque a disparu ou n'a pas été apposée, est considéré comme étranger et par suite passible des droits à l'entrée du territoire assujetti.

Le remplacement des marques perdues est autorisé par l'administration. Les propriétaires doivent faire une demande de remplacement : cette demande doit être envoyée au bureau de douane où l'animal a été marqué et transmise ensuite à la direction pour l'autorisation.

Pour pénétrer sur le territoire assujetti, les animaux zoniens doivent, en plus de la marque, être accompagnés d'un certificat de santé délivré par le maire du lieu de provenance et reproduisant le numéro et le nom du bureau inscrits sur le bouton, et indiquant le signalement des animaux. Ce certificat n'est valable que pendant trois jours : il atteste que les animaux sont dans la commune depuis au moins six semaines et qu'il n'a sévi, pendant cette période,

dans ladite commune, aucune maladie contagieuse sur les animaux de l'espèce.

En ce qui concerne les bêtes de somme et le bétail autre que le bétail bovin, on a conservé le système de la déclaration fondamentale — qui doit être déposée avant le 1^{er} février et renouvelée chaque année — et de l'extrait permis.

Pour certains produits des zones, on a estimé qu'il fallait réduire autant que possible les formalités. C'est ainsi que le beurre, le lait, les légumes frais et secs, les oignons, les pommes de terre, le fromage, les graines de trèfle et de luzerne, le miel, la volaille et la viande de porc salée, les petits fromages de pâte molle dits tommes entrent en franchise avec un simple certificat d'origine. Les bois en grume sont également admis en franchise moyennant la même formalité.

Deuxième Partie

Les modifications possibles du Régime des Zones franches

CHAPITRE VI

Extension de la Zone de 1860 à tout le département de la Haute-Savoie

Adresse communiquée au Conseil municipal d'Annecy en 1871, en faveur de cette solution. — Ses inconvénients.

Maintenant que l'on a exposé le régime des zones franches et son fonctionnement, il reste à voir s'il ne vaudrait pas mieux, à différents points de vue, réformer ce système ou même le supprimer complètement.

Il est certain que la situation actuelle est bizarre, et que l'on peut invoquer bien des griefs contre les zones franches : les principaux sont que les popula-

tions zoniennes sont injustement privilégiées au détriment des autres Français, et que le régime zonien donne lieu à de nombreuses fraudes. De plus, suivant les adversaires des zones, l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas respectée, car les habitants du pays de Gex et de la Haute-Savoie sont dispensés d'une partie des impôts.

Nous allons passer en revue les différentes modifications susceptibles d'aboutir à un régime plus satisfaisant, et nous commencerons par exposer la proposition qui fut faite d'étendre la zone d'annexion à tout le département de la Haute-Savoie, ce qui ne constituait pas le moins du monde une solution aux difficultés de la question.

En 1869, un comité fut nommé à Annecy pour étudier cette modification, et, le 24 mai 1871, ce comité faisait communiquer au Conseil municipal l'adresse suivante :

A Messieurs les membres du Conseil municipal d'Annecy.

Messieurs, au commencement de l'année 1869, nous entreprenions, sur l'invitation d'un certain nombre de nos concitoyens, négociants, manufacturiers, producteurs et consommateurs, l'étude d'un problème économique qui intéresse la ville d'Annecy : la question de la zone.

Nos conclusions, qui tendaient à demander l'extension de la zone franche à tout le département de la Haute-Savoie,

furent adoptées à la presque unanimité dans une assemblée publique réunie à l'Hôtel de ville.

Une pétition réunissant 8.865 signatures fut présentée à la municipalité en ce sens, le 25 juillet 1869.

L'affaire n'eut pas de suites, à cause de la guerre. Maintenant les faits sont là pour prouver que nous ne sommes point allé trop loin en constatant que la ligne des Usses aux Aravis était non seulement une erreur fiscale, mais encore une faute politique.

Il est temps de réparer l'une et l'autre. Il est temps de rendre à nos contrées l'homogénéité qui leur manque depuis onze ans et sans laquelle la Haute-Savoie ne sera jamais qu'une expression géographique.

Nous ne demandons qu'une chose juste, sensée et rationnelle : l'application des mêmes lois et des mêmes institutions à toutes les populations d'un même département (1).

On voit par les lignes précédentes que les arguments invoqués sont d'une extrême faiblesse : l'arrondissement d'Annecy, estimant que le régime zonien lui serait favorable, désire être englobé dans la zone, sous prétexte que les mêmes institutions doivent régir toutes les populations d'un même département. Mais : 1^o Si Annecy avait voulu, elle aurait pu, lors du plébiscite du 22 avril 1860, voter en faveur de la zone : c'est bien par sa propre

1. Journal. *La Zone*, 8 juin 1871.

volonté qu'Annecy a été comprise dans le territoire douanier français ; 2° si l'arrondissement d'Annecy devait être soumis au même régime que le reste de la Haute-Savoie, par raison d'uniformité, on ne voit pas pourquoi les départements voisins, la Savoie et l'Ain, ne réclameraient pas à leur tour en raison des mêmes besoins et des mêmes droits. Puis l'Isère et le Rhône pourraient aussi demander à jouir de ces faveurs.

Du moment que l'on a établi un régime spécial pour une partie de la population, à la suite de circonstances qui justifiaient cette situation particulière, il faut bien se garder de l'étendre davantage, si l'on peut l'éviter. C'est à bon droit alors que l'on aurait pu protester contre cette mesure, car les habitants d'Annecy ne donnaient aucune raison sérieuse pour la justifier.

Si l'on étendait la zone à l'arrondissement d'Annecy, il n'y aurait pas là une solution. Ce serait même aggraver la question car, un des principaux griefs contre les zones étant de faciliter les fraudes, en augmentant le territoire privilégié, on augmenterait les fraudes possibles.

De plus, les relations entre la zone actuelle et Annecy ne seraient probablement pas beaucoup augmentées, car le centre économique de la Savoie du nord, son véritable marché, c'est Genève. Les relations avec Genève sont faciles, c'est un foyer de

consommation énorme que cette ville de 110.000 habitants, qui est pour les zones une excellente cliente. Au contraire, Annecy, séparée du Chablais et du Faucigny par des montagnes, n'a aucune relation avec Genève et tout son commerce se fait avec l'intérieur de la France. Ce serait donc, pour le chef-lieu de la Haute-Savoie, se créer une situation aussi gênante que préjudiciable à ses intérêts.

Cependant, malgré ces inconvénients, M. David, député de la Haute-Savoie, a présenté en 1902, au cours de la discussion sur la suppression des zones franches, un contre-projet dont l'article 2 était ainsi conçu :

Le régime économique des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex sera appliqué à la totalité du département de la Haute-Savoie.

CHAPITRE VII

La Suppression des Zones franches

- § 1.— Peut-on légitimement les supprimer ?.— Nécessité de faire une distinction entre les différentes zones pour résoudre cette question.
- § 2.— Protestations possibles de la Suisse. — Importance des relations commerciales entre la Suisse et les zones.
- § 3.— Les populations des zones ont-elles intérêt à cette suppression ?— Hostilité des zoniens pour toute modification au régime actuel.— Projet de délibération soumis aux conseils municipaux zoniens en faveur de la zone.— Avantages et inconvénients de la situation présente.

§ 1.— *Peut-on légitimement supprimer les zones franches ?*

Cette question a été très discutée, mais il semble que la majorité des auteurs conclut dans le sens de l'affirmative. Nous n'avons pas ici à examiner en détail tous les arguments et objections qui ont été présentés, nous nous contenterons d'exposer rapidement la situation.

Les zones franches actuelles ont des origines différentes, il importe donc de les considérer séparément et d'examiner pour chacune d'elles les arguments qu'on a invoqués pour justifier leur suppression.

La zone du pays de Gex, créée en 1815 par le traité du 20 novembre, impliquait tacitement que cette zone n'était créée que parce que la Suisse n'avait pas de douanes : on voulait favoriser le commerce entre Genève et la zone. La liberté des relations devait être absolue. Or, en 1851, la Suisse établissant une ligne de douanes à sa frontière, violait les traités de 1815 et, la clause de réciprocité n'existant plus, permettait à la France de se considérer comme libérée et de supprimer la zone quand il lui plairait.

En ce qui concerne la petite zone sarde établie par le traité de Turin de 1816, le même argument peut être invoqué : elle n'a été créée qu'en vue d'un libre échange complet entre cette zone et Genève. Les douanes suisses établies en 1851 constituaient une violation du traité et déliaient la Sardaigne de sa promesse. On a ajouté que le traité du 8 juin 1851 entre la Suisse et la Sardaigne, réglant les relations entre la zone sarde et Genève, liait la France ; mais on peut répondre : 1° que le traité n'était conclu que pour dix ans et devait prendre fin en 1861 ; 2° que ce traité est simplement un traité de commerce et de douanes.

Pour le pays franc, c'est-à-dire la partie de l'ar-

rondissement de Gex comprise entre la Valserine et le Jura, la question de la suppression des franchises n'existe pas, puisqu'il est de toute évidence que ce régime de faveur n'a reposé d'abord que sur une simple tolérance de l'administration, et ensuite sur la loi du 27 mars 1897.

C'est pour la zone de 1860 que l'on a le plus discuté ; toute la question repose sur la validité des plébiscites d'annexion, et la majorité des auteurs admet que ces plébiscites sont contraires à la souveraineté d'un Etat. De plus on a dit que le décret-loi du 12 juin 1860 était inconstitutionnel, Napoléon III n'ayant pas qualité pour rompre le principe constitutionnel de l'égalité des citoyens devant la loi et pour créer ainsi une classe privilégiée. Mais, quelle que soit la solution que l'on adopte, il y a là une question de bonne foi et de loyauté, et l'on ne peut admettre qu'un Etat qui s'est solennellement engagé à respecter une situation l'abroge sans le consentement des intéressés. Du reste, le gouvernement français l'a si bien compris qu'il n'a jamais, dans aucune circonstance, failli à ses engagements envers la zone.

On ne pourrait vraiment supprimer la zone de la Haute-Savoie qu'avec l'assentiment des populations, qui serait sans aucun doute très difficile à obtenir, les habitants de ce pays étant très attachés à leurs privilèges. La suppression brutale de ce régime amènerait certainement des réclamations violentes

et peut-être des troubles graves (1). Ce serait une faute économique en même temps qu'une faute politique qui susciterait au gouvernement de la République bien des mécontents. Ce qu'il faudrait, ce serait éclairer les populations et leur montrer que leur véritable intérêt n'est plus actuellement ce qu'il était il y a un demi-siècle : les temps ont marché, les relations ne sont plus restées essentiellement locales ou régionales ; il n'y a aucune raison pour que le pays de Gex et la Savoie du Nord ne fassent pas partie de la France économique, avec quelques tempéraments qui seront indiqués plus loin, et les avantages en seront certainement plus grands que les inconvénients.

§ 2. — *Protestations possibles de la Suisse*

Il faut encore se demander, en ce qui concerne la suppression des zones, si la Suisse ne pourrait pas élever de légitimes plaintes à ce sujet. Si nous con-

1. Qu'on nous permette de citer ici une anecdote qui montre à quel point est enracinée l'idée de la zone dans l'esprit des populations savoyardes : Une jeune paysanne, au moment de son mariage, se trouvait devant le maire qui lui pose la question : Consentez-vous à prendre pour époux un tel? — répondit : Oui, monsieur le maire, oui et zone ; pour bien marquer que non seulement elle consentait, mais encore qu'elle imprimait à sa réponse une force bien plus grande en employant cette locution.

sultons les statistiques, nous voyons que la Suisse exporte dans la zone de la Haute-Savoie des quantités considérables de produits, et inversement, entre les zones et la Suisse, ce trafic monte, en 1901, à 4.447.130 francs (1).

Par suite, la suppression de ces privilèges donnerait vraisemblablement lieu, de la part de la Suisse, à des protestations, qui, sans avoir un fondement bien sérieux, n'en auraient pas moins leur importance. La Suisse bénéficie d'une exonération absolue de 2.251.000 francs de droits de douane dans ses exportations en zone.

1. Les statistiques des douanes fédérales donnent comme chiffre des exportations zoniennes en Suisse, les quantités suivantes :

Années	Zone de la Haute-Savoie	Pays de Gex	Totaux
1896	15.507.677	2.176.620	17.684.297
1897	16.484.872	2.414.320	18.899.192
1898	17.845.564	2.879.151	20.724.715
1899	17.044.110	2.325.858	19.369.968
1900	16.652.200	2.453.027	19.105.227
1901	18.839.785	2.645.910	21.485.704

Mais ces chiffres sont énormément majorés par le fait que la Suisse considère comme exportations zoniennes toutes les expéditions en provenance de l'intérieur de la France effectuées par un autre bureau d'entrée que celui de Genève. Il en résulte que si l'on défalque toutes les valeurs que la Suisse estime à tort province des zones, on arrive au chiffre total, pour l'exportation des zones en Suisse, de 4.447.130 fr. (pour l'année 1901), dont 3.367.049 francs pour la Haute-Savoie, et 1.080.081 francs pour le pays de Gex.

La Suisse ayant violé les traités de 1815 par l'établissement d'une ligne de douane à sa frontière serait vraiment mal fondée à se fâcher si l'on agissait de même à son égard. Elle a du reste implicitement reconnu à la France, par l'article 11 § 3, de la convention du 14 juin 1881 (... toutefois, si avant ou après ce terme de trente ans, la zone venait à être supprimée ou modifiée...) le droit de supprimer la zone.

Mais dans ce cas la situation de Genève deviendrait très pénible, car cette dernière ville aurait les plus grandes difficultés pour s'approvisionner, et il serait à craindre que les bonnes relations entre la Suisse et la France se trouvassent rompues. Aussi serait-il préférable de recourir à un moyen intermédiaire, qui ferait cesser l'inégalité de situation entre la Suisse et les zones, tout en conservant les bonnes relations entre les gouvernements français et helvétique.

§ 3. — *Les populations des zones ont-elles intérêt à cette suppression*

Annecy, après avoir demandé son incorporation dans la zone de la Haute-Savoie (V. le chapitre précédent), s'étant aperçue que cette solution ne serait pas la bonne, s'est efforcée d'obtenir la suppression

de la zone, en se basant surtout sur l'argument suivant : en supprimant la zone, on empêchera Genève de rester le centre économique de la Haute-Savoie, et Annecy profitera du nouveau courant commercial qui se formera. Mais, comme le disent MM. Folliet et Duval, dans leur brochure *La Vérité sur la Zone franche de la Haute-Savoie* : « Il paraît donc qu'il y a encore des gens qui croient qu'un centre économique est une chose qu'on déplace à volonté, et qui méconnaissent à ce point les lois économiques les plus invariables. Est-ce que nous ne savons pas par l'expérience des siècles, que les règlements douaniers qui prétendaient créer des courants commerciaux factices et entraver les courants commerciaux naturels n'ont réussi qu'à créer la misère et à empêcher les gens de vivre ? »

Si l'on supprime la zone, il est de toute évidence que les nouveaux courants commerciaux viendront encombrer le marché intérieur de la France, et Annecy, qui se plaint de la situation actuelle, ne pourra pas, avec ses 14.000 habitants, fournir à la zone les mêmes débouchés qu'avant.

Le pays est lui-même complètement hostile à toute suppression ou modification de la zone, et c'est pour obéir à cet état d'esprit qu'un congrès réuni le 11 janvier 1903 à Annemasse, sous la présidence de M. Folliet, sénateur, élaborait un projet de délibération, soumis plus tard aux 209 conseils municipaux

de la zone et adopté par eux (1) ; malgré la longueur de ce document, nous le donnons en note *in-extenso*, car il expose d'une façon méthodique les raisons que l'on a invoquées en faveur du maintien de la situation actuelle.

1. Voici le texte de ce projet de délibération :

« Le Conseil.

« Vu l'article du traité de cession de la Savoie à la France, signé à Turin le 24 mars 1860 ;

« Vu la déclaration faite par l'empereur Napoléon III à la députation savoisiennne reçue au palais des Tuileries le 21 mars 1860 ;

« Vu les dépêches du ministre des Affaires étrangères de l'Empire français en date des 5 et 10 avril 1860 ;

« Vu la proclamation du gouverneur de la province d'Annecy en date du 8 avril 1860 et les circulaires des intendants sardes du Chablais et du Faucigny en date du 9 avril ;

« Vu les résultats du plébiscite du 22-23 avril 1860 dans les provinces du Chablais, du Faucigny et dans les territoires du mandement de Saint-Julien ;

« Considérant que la liberté des relations économiques et commerciales entre la République de Genève et les territoires des provinces limitrophes de la Savoie a été reconnue nécessaire et indispensable dès le jour où la ville de Genève s'est séparée de ces territoires, dont elle avait été jusqu'alors la capitale politique ;

« Que cette liberté a été sanctionnée et consacrée par les traités des 19 octobre 1530, 15 octobre 1564, 16 juillet 1603 et 3 juin 1754 ;

« Considérant que lorsque la ville de Genève a été incorporée à la France en 1798, cette ville est devenue le chef-lieu du département du Léman, formé avec les territoires qui composent actuellement la zone franche de la Haute-Savoie et du pays de Gex ;

« Considérant qu'ensuite de nos désastres de 1814 et 1815,

Malgré cette hostilité des zoniens pour toute modification, un esprit impartial ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il n'est peut-être pas de l'intérêt bien compris des zones de continuer à rester soumises à ce régime économique particulier.

qui eurent pour conséquence la cession de la République de Genève à la Suisse et la restitution de la Savoie au roi de Sardaigne, les populations savoisiennes du département du Léman n'ont cessé de protester jusqu'à leur retour à la France contre la ligne des douanes sardes établie en 1816, contrairement à l'ancien état de choses ainsi qu'aux vœux et intérêts de cette région ;

« Considérant que lorsqu'il fut question de la réunion de la Savoie à la France, l'ambassade de France à Berne fit connaître, le 6 février 1860, au président de la Confédération suisse l'intention de Napoléon III « d'abandonner à la Suisse comme son propre territoire, comme une partie de la Confédération helvétique, les provinces du Chablais et du Faucigny ;

« Que la même notification fut faite, à Paris, au ministre suisse par le ministre des Affaires étrangères, et au gouvernement genevois, par le consul général de France à Genève ;

« Considérant que les populations des territoires promis à la Suisse protestèrent contre tout démembrement de la Savoie et demandèrent à être réunies à la France sous la réserve de la suppression de la ligne des douanes gênant la liberté de leurs relations économiques et commerciales avec Genève ;

« Que ce vœu des populations fut porté à la connaissance du gouvernement français par une délégation reçue solennellement aux Tuileries le 21 mars 1860 ;

« Que dans une réponse publiée au *Moniteur officiel de l'Empire français* le lendemain 22 mars, Napoléon III fit connaître qu'il renonçait à la cession projetée et qu'il serait facile de satisfaire par des arrangements particuliers les

La situation de l'industrie est en effet très précaire dans la zone : par suite de la décision ministérielle du 1^{er} avril 1893, seules les usines existant à la date du 1^{er} janvier 1893, sont admises au bénéfice de la franchise d'importation de leurs produits dans l'intérieur.

intérêts commerciaux qui liaient à la Suisse certaines parties de la Savoie ;

« Considérant qu'en exécution de cette promesse, le ministre des Affaires étrangères, par ses dépêches des 5 et 10 avril, fit connaître aux populations intéressées que l'empereur des Français avait résolu d'assurer au Chablais, au Faucigny et au territoire de Saint-Julien, jusqu'à la rivière des Usses, les franchises du pays de Gex ;

« Considérant que, par sa proclamation du 8 avril 1860, le gouverneur de la province d'Annecy faisait connaître que les gouvernements français et sarde avaient convenu que l'expression des vœux du pays se ferait au moyen du suffrage universel et que les votes *oui et zone* seraient déclarés valables et considérés comme affirmatifs ;

« Que, par une circulaire en date du 9 avril, les intendants sardes faisaient connaître aux populations du Chablais, du Faucigny et du mandement de Saint-Julien que l'empereur Napoléon III avait arrêté d'une manière irrévocable d'étendre à ces provinces le bénéfice de la zone franche du pays de Gex, ce qui entraînait comme conséquence naturelle le non-démembrement de la Savoie ;

« Que le plébiscite de 22-23 avril suivant sur la réunion de la Savoie à la France ratifia ces engagements du gouvernement français, puisque dans ces territoires le vote donna 47.076 bulletins *oui et zone* sur 47.374 votants, c'est-à-dire la presque unanimité ;

« Considérant que les engagements officiels et solennels du gouvernement français avant le plébiscite du 22-23 avril 1860, l'entente des deux gouvernements et le vote plébiscitaire des populations intéressées constituent un vrai contrat synallag-

Cette mesure paraîtrait pouvoir être rapportée, mais l'on a craint que cela donnât lieu à trop de fraudes. Actuellement les produits industriels, à part quelques exceptions, se trouvent pris entre une double barrière douanière et l'industrie ne peut se déve-

matique qui ne peut être rompu que par le consentement mutuel des parties en cause ;

« Qu'il est juste, toutefois, de constater que le gouvernement français a toujours respecté et exécuté consciencieusement les engagements pris en 1860 et que ce serait faire injure imméritée au gouvernement de la République que de le croire capable de fouler aux pieds et de détruire un état de choses qui a eu une aussi légitime origine ; que, de leur côté, les populations de la zone franche de la Haute-Savoie ont rempli leurs devoirs patriotiques envers la France avec zèle, honneur et probité ;

« Considérant en outre que les habitants de la zone franche jouissent de la franchise d'importation en Suisse pour la plus grande partie de leurs produits agricoles en vertu de la convention franco-suisse du 14 juin 1881 ; mais que cette convention cesserait d'avoir son effet si la zone franche venait à être supprimée ou modifiée, soit quant à son étendue territoriale, soit quant à son régime douanier actuel ;

« Que la suppression de cette franchise causerait à nos agriculteurs un préjudice considérable, sans bénéfice pour personne en France, et pour le seul avantage de la douane suisse, puisqu'ils exportent annuellement à Genève et en Suisse pour plus de 20 millions de produits agricoles, qu'ils ne pourraient écouler ailleurs aussi facilement et à des prix aussi rémunérateurs ;

« Considérant que le régime de la zone franche a donné un essor considérable à la culture des terres, autrefois en grande partie incultes, et fait disparaître la mendicité, qui était la plaie du pays ;

« Considérant que la zone franche est la condition néces-

lopper. Si une manufacture nouvelle se crée, elle se heurte à des tarifs très élevés pour introduire ses pro-

saire et indispensable de la prospérité des populations agricoles, honnêtes, laborieuses, dévouées à la France et à la République ;

« Que, contrairement aux assertions mensongères tendant à faire croire que le commerce de la zone franche est monopolisé par l'étranger, il résulte de l'état statistique officiel délivré par l'administration des douanes que les habitants de la zone franche s'approvisionnent presque exclusivement dans l'intérieur de la France, puisqu'en 1900 la valeur des produits français expédiés dans la zone a dépassé 40 millions de francs, et, en 1901, 35 millions.

« Pour ces motifs :

« Le conseil municipal, à l'unanimité et au nom de la population entière de la commune de...

« Délibère :

« 1^o D'exprimer toute sa confiance au gouvernement de la République et aux pouvoirs publics et d'invoquer leur action pour faire respecter une situation économique basée sur un véritable contrat synallagmatique, dont les arrangements, jusqu'ici consciencieusement respectés par les parties en cause, ne sauraient être rompus qu'avec leur consentement réciproque ;

« 2^o De leur demander notamment de ne point permettre qu'on puisse laisser toucher au principe de la zone franche sans avoir consulté préalablement par un vote plébiscitaire les populations intéressées, la zone franche tenant ses droits d'un vote semblable ;

« 3^o De protester énergiquement contre les assertions mensongères et calomnieuses invoquées par les adversaires de la zone et surtout contre les doutes injurieux que l'on cherche à répandre sur le patriotisme des populations qui ont toujours accompli et qui accompliront toujours leurs devoirs envers la mère-patrie avec autant de zèle qu'ils ont de reconnaissance pour ses bienfaits. »

duits en France et, vis-à-vis des autres pays, elle est considérée comme étrangère, c'est-à-dire forcée d'acquitter des taxes considérables pour ses exportations. Or, l'industrie des zones est à peu près bornée maintenant à l'horlogerie dans la région de Cluses et aux eaux minérales d'Evian : à ces deux branches principales s'ajoutent les forces motrices de Bellegarde, les asphaltes de Pyrimont, les fabriques de chlorate de potasse de Chedde.

Les zones offriraient pourtant des ressources considérables à l'industrie si cette dernière pouvait s'y développer sous un régime économique favorable. La zone de la Haute-Savoie en particulier contient des réserves de « houille blanche » énormes. Actuellement l'emploi des chutes d'eau prend une importance de plus en plus grande, et il est probable que cette importance ne cessera de croître : ses applications en sont multiples et s'appliquent à toutes les branches de l'industrie.

Pour montrer la différence, au point de vue de l'emploi des forces hydrauliques, entre les zones et les régions avoisinantes, on peut citer les chiffres suivants : le département de la Savoie a installé, en moins de quinze ans, plus de 120.000 chevaux de force provenant de chutes d'eau ; à lui seul le bassin de l'Arc actionne 62.000 chevaux-vapeur répartis de la façon suivante :

Le Praz.....	10.000 ch. vap.	Electro-métallurgie
Prémont.....	8.000 —	Electro-chimie
Les Sorderettes.....	15.000 —	Electro-métallurgie
Calypso.....	8.000 —	—
Villargondran.....	3.000 —	—
St-Jean de Maurienne.	10.000 —	Electro-chimie
Inexplosible.....	4.000 —	Electro-métallurgie
Epierres.....	4.000 —	—

D'autres usines se sont établies dans le même département, employant une force totale de plus de 60.000 chevaux-vapeur.

Dans le Dauphiné, la situation est la même : le seul département de l'Isère utilise environ 130.000 chevaux-vapeur de forces hydrauliques, et la petite rivière de la Romanche fournit 38.000 chevaux-vapeur actionnant les usines suivantes :

Livet.....	12.000 ch.-vap.	Electro-métallurgie
Rioupéroux.....	10.000 —	Papeterie et électro-métall.
Cie Universelle.....	5.000 —	Electro-métallurgie
Les Claveaux.....	6.000 —	Electro-chimie
Séchiliennes.....	3.000 —	Electro-métallurgie
Hydro-électrique de Vizille.....	2.000 —	Traction électrique

A côté de cela nous voyons que les zones franches, qui possèdent des richesses hydrauliques encore plus considérables, d'énormes chutes d'eau dues au voisinage des glaciers, n'avoient que cinq usines utilisant environ 25.000 chevaux, dont deux affectées par la Compagnie P.E.M. à la traction électrique des

chemins de fer du Fayet à Chamonix. Et cette région pourrait donner une force de plus de 150.000 chevaux.

Mais il est bien évident que tant que le régime actuel subsistera dans son intégralité, l'industrie sera étouffée par la double barrière douanière qui l'enserre, et qu'elle ne pourra se développer qu'avec la suppression de cette barrière.

Et non seulement les zones contiennent des richesses considérables en chutes d'eau, mais encore, aux Houches, près de Chamonix, se trouvent des mines d'antracite qui pourraient être une source de prospérité pour le pays. Une société s'était d'ailleurs formée pour l'exploitation de cette mine, mais elle a dû renoncer à son projet, car l'importation à l'intérieur en payant les droits de douane, n'aurait pas permis de réaliser le moindre bénéfice.

La commission des douanes de la Chambre, émue de cette situation avait adopté, le 21 mars 1902, à la suite du rapport de M. Plichon, le projet de loi suivant :

Article unique. — Les industriels français et les sociétés industrielles françaises établis ou qui s'établiront dans les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie pourront être admis à importer en franchise sur le territoire assujetti les produits de leur industrie qui auront été fabriqués avec des matières premières, un outillage et des combustibles.

tibles originaires des zones, français ou nationalisés par le paiement des droits.

Les frais de la surveillance nécessités par l'application du premier paragraphe et, s'il y a lieu, le logement des agents préposés à cette surveillance, pourront être mis à la charge des industriels.

Des arrêtés du ministre des Finances, après avis du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, détermineront les conditions d'application du présent article.

Cet article ne vint pas en discussion avant le renouvellement des Chambres en 1902 et se trouva par suite être caduc. Les craintes que l'on a manifestées à son égard sont les suivantes : la surveillance exercée sur les industriels ne sera pas suffisante et des fraudes se produiront ; de plus, la situation privilégiée où se trouveront les industriels zoniens leur permettra de réduire leurs frais et de faire une concurrence désastreuse aux industries de l'intérieur.

Pour les simples particuliers des zones, ce régime a bien aussi ses inconvénients : les relations avec l'intérieur de la France sont très compliquées : si l'on expédie un colis, il faut se préoccuper de toutes les formalités douanières, longues et souvent coûteuses, même pour un produit d'origine zonienne ; le colis subit des retards à la douane et est manipulé de toutes façons. Si l'on traverse soi-même la ligne des

douanes en allant des zones en France, il faut encore subir des visites et des tracasseries ; les zoniens finissent par en prendre l'habitude, mais les étrangers, qui viennent très nombreux dans la Haute-Savoie, sont pour la plupart étonnés et vexés en voyant que, sans quitter la France, on est soumis aux mêmes ennuis que si l'on passait la frontière d'un Etat voisin. Ces étrangers étant une source de richesse pour le pays, on a tout intérêt à leur éviter ces soucis, qui n'existeraient plus si la ligne douanière actuelle était déplacée.

Et, à tout bien considérer, la vie n'est pas, dans les zones, beaucoup meilleur marché qu'ailleurs : certaines denrées ne coûtant qu'un prix inférieur à celui de l'intérieur sont consommées en quantités bien plus grandes, ce qui fait compensation.

Il semble qu'en éclairant l'opinion publique, on puisse faire reconnaître aux populations zoniennes que leur intérêt véritable ne réside pas dans le maintien du *statu quo*, mais bien dans l'application d'un système raisonnable qui tienne compte autant que possible de tous les intérêts en présence.

CHAPITRE VIII

Le système du double cordon douanier

Ses trois formes possibles. — 1° Application d'un tarif spécial réduit pour tous les produits étrangers importés. — 2° Application du tarif intégral aux produits étrangers, à l'exception des denrées coloniales et du pétrole. — 3° Elargissement des facultés d'importation des zones à l'intérieur, tout en maintenant la franchise des marchandises étrangères.

Ce système du double cordon douanier est un système assez compliqué qui, s'il était réalisé, ajouterait encore aux formalités douanières et entourerait complètement les zones d'une ligne de douanes françaises. Cette modification au régime actuel a été exposée dans le rapport de M. Debussy à la Chambre du 7 juin 1905, auquel nous l'empruntons.

On peut concevoir son application sous une triple forme : la première soumet le territoire des zones franches à l'application d'un tarif spécial réduit pour tous les produits étrangers importés ; la seconde soumet ces mêmes produits étrangers aux

conditions de notre tarif en vigueur, avec cette réserve qu'elle laisse les zones jouir des avantages actuels sur les pétroles et les denrées coloniales ; la troisième, enfin, élargit les facultés d'importation des zones à l'intérieur, tout en maintenant pour leur consommation l'introduction en franchise des marchandises d'origine étrangère.

PREMIÈRE FORME

Sous cette première forme, toutes les marchandises étrangères arrivant à la première ligne de douanes (c'est-à-dire à la frontière géographique), sont soumises à un tarif spécial réduit : ce tarif est égal à la différence entre les tarifs actuels et les taxes correspondantes des tarifs de 1860. Quoique M. Debussy ne le dise pas, il est facile de voir que si l'on a pris les tarifs de 1860, c'est pour la raison suivante : lors de la création de la zone de la Haute-Savoie en 1860, les produits étrangers étaient comme maintenant exempts des taxes en vigueur alors, et l'on savait à combien se montait cette exemption. Les tarifs ayant augmenté depuis 1860, on peut considérer que les droits des zoniens sont suffisamment respectés en les exemptant des droits en vigueur en 1860 : il est juste qu'ils participent à l'augmentation des tarifs.

En second lieu, les marchandises étrangères à destination de l'intérieur ou bien paieront le tarif intégral lors de leur passage au premier cordon, qui délivrera alors un certificat de paiement des droits pour que ces marchandises franchissent librement la seconde ligne, ou bien elles seront dirigées sous un régime transitoire vers la seconde ligne de douanes.

Enfin, ce second cordon douanier laissera passer en franchise toutes les marchandises d'origine zonienne, ou d'origine étrangère ayant payé le tarif intégral lors de leur passage à la première ligne, et appliquera un tarif différentiel égal à la différence entre le premier tarif spécial et notre tarif actuel, aux marchandises ayant déjà acquitté le premier droit et présentant un titre quelconque établissant le paiement de ce droit. Les marchandises qui ne pourraient présenter aucun titre, soit d'origine zonienne, soit de quittance de droits, paieraient l'intégralité des tarifs actuels.

Dans ce système, la première ligne de douanes suivrait la frontière géographique, c'est-à-dire partirait des environs de la source de la Valserine (au nord du pays de Gex), longerait le pays de Gex et le canton de Genève, suivrait la rive du lac Léman jusqu'à Saint-Gingolph, et de là la frontière suisse, puis la frontière italienne jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne des douanes françaises actuelle, au sud du

Mont Blanc. Quant à la deuxième ligne des douanes qui formerait avec la première un cordon ininterrompu autour des zones, elle continuerait à rester là où elle est maintenant, c'est-à-dire le long de la Valserine, le Rhône, les Usses jusqu'au point où cette rivière cesse de former la limite des arrondissements de Saint-Julien et d'Annecy, puis la limite de l'arrondissement d'Annecy et des arrondissements de Saint-Julien et de Bonneville jusqu'au point où elle rencontre les limites du département de la Savoie et de la Haute-Savoie, puis la limite de ces départements jusqu'au point où elle rencontre la frontière italienne.

La première ligne sépare la zone de l'étranger ; la deuxième ligne sépare la zone du territoire douanier français.

Cette première ligne appliquerait les tarifs suivants :

1^o Tarif réduit égal à la différence entre les tarifs actuels et ceux de 1860 (1) pour tous les produits.

1. Le tableau suivant montre quelle est cette différence :

Désignation	Tarifs de 1860		Tarifs actuels	
	Unités	Droits	Unités	Droits
—	—	—	—	—
Bœufs	Tête	3,60	100 kgr.	20,00
Vaches	»	1,20	»	20,00
Taureaux	»	3,60	»	20,00
Veaux	»	1,20	»	20,00

2° Le tarif intégral pour les marchandises étrangères qui ne feraient que traverser la zone et seraient destinées à la consommation intérieure.

La deuxième ligne appliquerait les tarifs suivants :

1° Exemption complète pour tous les produits qui justifient de leur origine zonienne ;

2° Le tarif complémentaire pour les marchandises expédiées en vue de leur consommation zonienne et qui n'auraient payé que le droit réduit à leur entrée en zone ;

Désignation	Tarifs de 1860		Tarifs actuels	
	Unités	Droits	Unités	Droits
Génisses.....	»	1,20	»	20,00
Froment.....	100 kgr.	0,60	»	7,00
Avoine.....	»	ex.	»	3,00
Maïs.....	»	ex.	»	3,00
Farine de froment.	»	1,20	»	11,00 à 16,00
Pain.....	»	1,20	»	7,00
Gruau.....	»	1,20	»	16,00
Sucre.....	»	27,50	»	27,00
Café.....	»	161,00	»	156,00
Chocolat.....	»	35,00	»	101,00
Poivre.....	»	96,00	»	248,00
Thé.....	»	300,00	»	268,00
Tabac.....	»	prohibé	»	prohibé
Son.....	»	ex.	»	0,60
Vin.....	Hectol.	0,30	Hectol.	12,00
Bière.....	»	5,75	»	9,00
Pétrole.....	100 kgr.	3,00	100 kgr.	10,00
Fils.....	»	30,00	»	16,00 à 463,00
Tissus.....	val.	10 0/0	»	depuis 24,00
Papier.....	100 kgr.	8,00	»	9,00 à 225,00
Peaux.....	val.	10 0/0	»	10,00 à 500,00
Outils et ouvrages en métaux.....	100 kgr.	8,00	»	2,50 à 400,00

3° Le tarif intégral pour les marchandises étrangères qui auraient été dirigées en transit sur la deuxième ligne par le premier cordon douanier.

Cette forme du système du double cordon n'est pas pratique, M. Debussy le reconnaît lui-même, et, s'il l'expose, ce n'est que pour étudier la question dans son intégralité.

En premier lieu, le fait d'avoir choisi les tarifs de 1860 est purement artificiel : pourquoi alors ne pas prendre les tarifs de 1815 pour la zone du pays de Gex ? Et, alors que l'on reconnaît la possibilité pour la France de supprimer les zones, on semble ainsi accorder un droit aux habitants de ces régions, droit consacré par l'exemption des taxes de 1860 en ce qui concerne les produits étrangers. De plus, en 1870, le nombre des produits taxés était bien inférieur à celui d'aujourd'hui et il existait de nombreuses taxes *ad valorem* : ce qui serait une nouvelle source de difficultés pour déterminer la taxe réduite que subiraient les produits étrangers en zone. Enfin, avec toutes les modifications et les nouveaux procédés de fabrication, il serait impossible de déterminer exactement la valeur imposable des produits telle qu'elle existait en 1860.

Et, même en supposant déterminée cette taxe réduite, la diversité des régimes à appliquer susciterait une difficulté. En effet, suivant l'exemple cité par M. Debussy, supposons qu'un industriel de la

zone travaille sur des matières premières d'origine étrangère, qui ont acquitté le tarif réduit spécial à leur entrée en zone. Cet industriel transforme ces matières premières et les introduit à l'intérieur. Quel tarif va-t-on leur appliquer ? Les considérera-t-on comme zoniennes et, comme telles, exemptes de taxe ? Ou bien, au contraire continuera-t-on à les considérer comme étrangères et à leur appliquer le tarif différentiel à la seconde ligne de douanes ?

Dans le premier cas, les industriels de l'intérieur pourront se considérer comme lésés car, pour se procurer les mêmes matières premières venant de l'étranger, ils auront été forcés de payer la taxe intégrale alors que leurs concurrents de la zone n'auront payé qu'un tarif réduit.

Dans le second cas, c'est-à-dire si l'on veut que les matières premières étrangères manufacturées en zone aient payé le tarif intégral à leur entrée en France, la difficulté sera de déterminer le tarif à appliquer. Si l'on considère l'objet achevé dans son ensemble, indépendamment de la matière première, et que l'on veuille faire payer la différence entre le droit réduit de l'entrée en zone et le droit dû par l'objet achevé à son entrée dans l'intérieur, il faudra créer un nouveau tarif différentiel, ce qui compliquera encore la situation, et, de plus, l'industriel zonien ne bénéficiera plus d'aucun avantage, puisqu'il ne sera pas mieux traité qu'un commerçant étranger.

Si au contraire on ne considère que la matière première dans l'objet achevé et que l'on veuille faire payer le tarif différentiel à cette matière première, lors de son entrée en France, il faudra établir un contrôle très sérieux de la part de l'administration, et tout un système de certificats constatant l'identité de la matière première lors de son passage à la seconde ligne de douanes : en effet, sans ce contrôle, l'industriel pourrait se livrer à la fraude suivante : acheter l'objet fini à l'étranger, ne payer en zone que le tarif réduit, et l'introduire en France en ne payant le tarif différentiel que pour la matière première. Or, ce contrôle forcé devrait intervenir tellement souvent qu'il est bien certain que la vie industrielle des zones en serait entravée. De plus la solution de la question industrielle ne serait pas obtenue, comme nous venons de le voir : ou bien l'industriel zonien est avantagé aux dépens de ses concurrents de l'intérieur, ou bien il n'est pas mieux traité qu'un industriel étranger, ce qui est fâcheux dans les deux cas.

En résumé, constatons que ce système ne donne satisfaction à personne : l'industrie est étouffée par des tarifs multiples et un contrôle pénible, les zoniens se trouvent placés entre deux lignes de douane et les inconvénients déjà cités subsistent. L'administration elle-même y gagne peu car, sous cette forme, le système du double cordon entraîne

le maintien de l'organisation du contrôle actuelle, et la création du nouveau cordon douanier demande elle-même des frais assez considérables.

DEUXIÈME FORME

On a proposé une deuxième forme du système du double cordon, qui est la suivante.

De même que dans la forme précédente, les zones franches sont complètement entourées d'une ligne douanière, se décomposant, comme nous l'avons dit, en une première ligne à la frontière géographique, et une deuxième ligne suivant les limites des zones du côté de la France.

Dans cette hypothèse, tous les produits étrangers paieront la taxe intégrale à leur passage à la première ligne, à l'exception des denrées coloniales et des pétroles.

Par suite, les relations des zones avec l'intérieur seraient libres et affranchies de toute formalité, sauf pour les denrées coloniales et les pétroles qui paieraient les droits actuellement en vigueur pour entrer à l'intérieur.

Voici comment fonctionnerait ce régime :

La première ligne de douanes soumettrait au tarif intégral tous les produits étrangers, excepté les denrées coloniales et les pétroles. La deuxième ligne

n'aurait donc pour mission que de taxer les denrées coloniales et les pétroles, en laissant passer librement tous les autres produits, sans s'inquiéter de leur origine zonienne ou étrangère.

On le voit, ce système est assez simple et offre de grands avantages : la question de l'industrie est résolue, en ce sens qu'elle est affranchie des tracasseries de la douane et qu'elle est protégée contre la concurrence étrangère ; les populations de la zone conservent leurs franchises pour les denrées coloniales et les pétroles, qu'elles apprécient particulièrement.

Enfin, d'après M. Debussy, l'administration y trouve aussi son compte, car les droits perçus sur les produits étrangers autres que les denrées coloniales et les pétroles monteraient à environ 3 millions 600.000 francs (1).

1. Ces droits se décomposent ainsi :

Marchandises	Montant des droits
—	—
Animaux vivants	37.642 fr.
Froment.....	109.151 »
Avoine.....	37.434 »
Mais	40.320 »
Farine de froment.....	2.463.426 »
Pain.....	28.371 »
Gruau.....	76.973 »
Son.....	10.084 »
Vin	120.771 »
<i>A reporter.....</i>	<i>2.924.172 »</i>

De plus, le service de contrôle existant actuellement dans les zones disparaît, car aucun produit n'ayant plus besoin de justifier de son origine zonienne, le contrôle n'a plus sa raison d'être. L'économie réalisée de ce chef est d'environ 91.000 fr.

Comme l'établissement de la nouvelle ligne douanière coûterait environ 220.000 francs, la plus-value dans les recettes budgétaires s'élèverait à presque 3 millions et demi.

Cette deuxième forme du système du double cordon a déjà été étudiée en 1899 par l'administration des douanes, sous le ministère de M. Peytral. Il est certain que cette modification est séduisante, mais elle offre l'inconvénient de laisser subsister la deuxième ligne de douanes uniquement pour appliquer les taxes au pétrole et denrées coloniales. Comme ce n'est pas du côté de la Suisse que ces produits pénètrent en France, il en résulte que le rôle de cette ligne douanière se bornerait simplement à empêcher la contrebande : et vraiment les frais

<i>Report</i>	2.924.172 »
Bière.....	40.347 »
Fils	20.362 »
Tissus.....	284.483 »
Papiers.....	20.414 »
Peaux et ouvrages en peaux.....	75.186 »
Outils et ouvrages en métaux.....	125.541 »
Autres marchandises.....	77.305 »
Total.....	3.576.810 fr.

causés par l'organisation du service seraient bien considérables relativement à son ^{très} peu d'importance.

TROISIÈME FORME

La troisième forme de ce système qui est celle préconisée par la commission des douanes de la Chambre dans son rapport du 7 juin 1905, consiste à laisser pénétrer à l'intérieur librement, tous les produits d'origine zonienne sans exception, c'est-à-dire tout ce que les zones sont capables d'exporter de leur production.

Cette forme, qui suppose, ainsi que les précédentes, l'existence d'un double cordon douanier entourant complètement les zones, fonctionnerait de la manière suivante :

Alors qu'il existe aujourd'hui des crédits d'importation en quantités limitées, et des formalités nombreuses, telles qu'extraits, permis et certificats d'origine, on supprimerait tout cela, et toutes les productions des zones pénétreraient librement à l'intérieur, sans limitation de quantités et sans formalités.

Par suite, serait supprimé le service de contrôle actuellement existant, ce qui, comme nous l'avons vu, ferait réaliser une économie d'environ 90.000 fr. Mais il faudrait alors que la première ligne de

douanes taxât les produits similaires étrangers au tarif intégral, pour éviter les fraudes et l'introduction de produits étrangers qui n'auraient pas payé les droits. En effet, comme dit M. Debussy dans son rapport, cette mesure est parfaitement juste : ou bien la zone produit moins qu'elle ne consomme et alors elle ne peut faire d'importations dans l'intérieur de la France ; ou bien elle produit plus qu'elle ne consomme et alors elle n'a pas besoin de recourir aux étrangers.

La liste suivante a été proposée par la commission des douanes de la Chambre pour bénéficier de l'introduction en franchise, à cause de l'origine zonienne des produits :

Chevaux, juments, poulains, pouliches ;

Mules et mulets ;

Anes et ânesses ;

Brebis, moutons, agneaux ;

Boucs et chèvres ;

Bêtes à cornes ;

Porcs et cochons de lait ;

Viandes fraîches de boucherie ;

Laines peignées, cardées ;

Fromages ;

Céréales en grains et dérivés ;

Pain ;

Pâtes alimentaires ;

Fruits de tables, secs ou autres ;

Huiles fixes de lin ou de noix ;
Bois sciés de toute espèce ;
Conserves alimentaires ;
Boissons fermentées : vin, cidre, bière, limonade ;
Boissons distillées : eau-de-vie de marc, cerises, prunes,
autres liqueurs de Muratore ;
Marbres et pierres ouvrées ;
Pierres à bâtir ;
Matériaux : briques, tuiles, chaux ;
Ardoises ;
Produits chimiques : acide sulfureux ;
Encre à écrire ;
Cierges et chandelles, bougies de toute sorte ;
Poterie, tuyaux en terre commune et grès ;
Verres de lunettes et d'optique ;
Vitrification, pierres à bijoux ;
Fils de laine et de coton ;
Déchets de coton des manufactures locales ;
Bonneterie de laine ;
Tissus de lin et de coton, de chanvre et de laine, draps et
couvertures.
Dentelles de crin, de lin ou de laine ;
Tissus de bourre de soie ;
Vêtements confectionnés ;
Pièces de lingerie ;
Cols et cravates ;
Papier gaufré, chromolithographies ;
Peaux de toute espèce ;

Ouvrages en cuir, bottes, bottines, souliers, gants, bouterie ;

Chapeaux de paille ;

Horlogerie et bijouterie ;

Carillons à musique ;

Machines et mécaniques pour l'agriculture ;

Poêles et calorifères ;

Outils de fer ou d'acier ;

Ferronnerie et pièces de charronnage ;

Ouvrages en fer, serrurerie, chaînes, clous, sonnettes, quincaillerie ;

Peignes en laiton ;

Ouvrages en zinc ;

Ouvrages en cuivre ;

Meubles autres qu'en bois courbé ;

Cadres en bois, bruts ou plâtrés ;

Ouvrages en bois commun autres, futailles vides.

Planches rabotées, frises, rames de parquet en bois dur ou tendre.

Boîtes en bois blanc ;

Boissellerie, bois de galoches non ferrés et seaux en toute espèce de bois ;

Tresses de paille pour paillassons ;

Carrosserie, voitures de commerce suspendues ou non ;

Tombereaux ;

Tablettes de bois, de meubles, de main, sculptées, de corne ;

Parapluies et parasols ;

Alevins et œufs de poissons ;
Instruments dits thermogrades-médallions ;
Fleurs artificielles ;
Crayons et mines préparées pour crayons ;
Houille crue et carbonisée et les cendres de houille ;
Enfin les produits qui seraient admis par décrets rendus
après avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Avec ce régime disparaissent les fraudes que l'on reproche à l'organisation actuelle. La première ligne de douane se borne simplement à taxer les produits étrangers : donc tous les produits qui pénétreront en France seront des produits zoniens ou naturalisés zoniens par le paiement des droits.

Les autres produits, qui ne sont pas dus à l'industrie zoniennne, tels que denrées coloniales et pétroles, etc., pénétreront librement en zone. Au cas où ils franchiraient la deuxième ligne de douanes, ils seraient soumis à l'acquittement des droits du tarif intégral. Etant donné que les zoniens tiennent beaucoup à ce privilège, il ne serait peut-être pas trop difficile de leur faire accepter ce système.

Voici comment fonctionnerait ce nouveau régime :

La première ligne de douanes, celle séparant la France de la Suisse, appliquerait le tarif intégral à tous les objets portés sur la liste ci-dessus, elle laisserait entrer librement les objets non portés sur la liste, et qui ne sont pas originaires des zones.

La deuxième ligne de douanes aurait une mission exactement inverse de la première : elle laisserait passer librement tous les produits de la liste qui sont présumés d'origine zonienne ou nationalisés par le paiement des droits et appliquerait le tarif intégral aux autres objets.

Comme le dit M. Debussy, le gros avantage de cette combinaison, c'est qu'elle ne peut pas amener de complications diplomatiques avec la Suisse : en effet cette dernière ne saurait avoir la prétention d'importer de force dans les zones des produits que les zones produisent elles-mêmes et qui seraient frappés de droit à l'entrée en zone.

D'autre part, en ce qui concerne la question de l'industrie, si des manufactures nouvelles s'installaient en zone, toute facilité leur serait donnée pour importer leurs produits à l'intérieur, après avis du comité consultatif des arts et manufactures. Par suite ces matières étant sur la liste des produits admis en franchise à l'intérieur, les produits similaires étrangers seraient astreints au paiement des droits intégraux lors de leur passage à la première ligne douanière.

Mais il faudrait se préoccuper de la mise en vigueur de cette nouvelle organisation et parer aux difficultés qui pourraient se présenter.

L'article 11 § 3 de la convention du 14 juin 1881 prévoit qu'en cas de suppression ou de modification

de la zone franche de la Haute-Savoie, une notification devra être adressée au gouvernement fédéral douze mois avant l'application des nouvelles mesures. Or, des industriels peu scrupuleux pourraient mettre à profit ce délai en introduisant en zone de grandes quantités de produits étrangers pour les faire pénétrer en France en franchise, lors du nouveau régime. Pour obvier à cette fraude, la commission des douanes a estimé nécessaire de limiter pendant une durée de deux années consécutives la quantité de produits que les zoniens seraient admis à importer en franchise à l'intérieur.

La proposition de loi suivante expose l'organisation éventuelle du nouveau régime.

Article premier. — La ligne des douanes sera établie à la frontière géographique du pays de Gex et de la partie de la Haute-Savoie dite zone franche (zone sarde et zone de 1860).

Est maintenue la ligne douanière créée par le décret du 12 juin 1860, modifié par la loi du 30 mars 1899.

Le régime douanier du rayon des frontières de terre de France n'est pas applicable aux zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex.

Art. 2. — Seront admis en franchise des droits de douane à l'importation à l'intérieur :

1° Les produits naturels ou fabriqués (autres que le chocolat et les dérivés du sucre) originaires du pays de Gex et de la zone franche de la Haute-Savoie qui bénéficient actuel-

lement de l'immunité en vertu du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 31 mai 1863 et de décisions postérieures ;

2° La houille crue et carbonisée et les cendres de houille provenant desdits territoires ;

3° Tous les autres produits d'origine gessienne ou zoniennne qui seront désignés par décrets rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures.

Art. 3. — Les produits d'origine étrangère similaires de ceux énumérés à l'article précédent, ainsi que leurs matières premières, dont la liste sera établie par décret rendu après avis du comité consultatif des arts et manufactures, seront soumis à l'entrée dans le pays de Gex et la zone franche de la Haute-Savoie aux mêmes droits que s'ils étaient importés dans l'intérieur.

Les produits visés par le paragraphe précédent qui auront été nationalisés dans les zones par le paiement des droits seront admis en franchise sur le territoire assujetti sous réserve des justifications qui seront fixées par l'administration des douanes.

Les prohibitions édictées par le tarif des douanes seront appliquées aux importations de l'étranger dans les zones.

Art. 4. — En cas de rupture douanière avec les pays étrangers limitrophes des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, les droits différenciels applicables aux provenances de ces pays à l'entrée en France seront exceptionnellement perçus à l'importation dans l'intérieur sur les produits gessiens et zoniens non visés à l'article 2, à l'exception de ceux dont l'origine pourra être constatée.

Art. 5. — Les marchandises énumérées à l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892 et dans les lois subséquentes ainsi que toutes pièces d'horlogerie destinées à recevoir un complément de main-d'œuvre pourront bénéficier du régime de l'administration temporaire à leur entrée dans le pays de Gex et la zone franche de la Haute-Savoie, sous les conditions qui sont déterminées par décret pour l'ensemble du territoire assujetti.

Art. 6. — Les produits qui n'auront pas acquitté les taxes intérieures exigibles dans le reste de la France seront soumis au paiement de ces taxes à leur entrée sur le territoire assujetti.

Art. 7. — La taxe de statistique, établie par l'article 3 de la loi du 22 janvier 1872, ne sera pas perçue sur les produits importés de l'étranger dans le pays de Gex et la zone franche de la Haute-Savoie ou exportés de ces territoires à destination de l'étranger. Les opérations effectuées avec l'intérieur seront de même exemptes de cette taxe.

Art. 8. — La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pendant les deux premières années de l'application de la présente loi, les entrées en franchise des produits indiqués au paragraphe 1 de l'article 2 sur le territoire assujetti seront limitées aux produits suivants :

1° Aux produits gessiens et zoniens sans limitation de quantités ;

2° Aux produits étrangers qui établiront avoir acquitté les taxes douanières au passage du cordon frontière.

DISPOSITION ADDITIONNELLE

La nomenclature des produits désignés dans les lois et décrets qui régissent actuellement la question ne pourra être modifiée que par une loi.

CHAPITRE IX

Système qui consisterait à reporter la ligne douanière à la frontière géographique, en maintenant certaines facilités pour les relations avec Genève

Défauts des systèmes précédents. — Fonctionnement du nouveau système proposé. — Conclusion

Les projets précédents offrent chacun de graves inconvénients. Considérons d'abord la suppression pure et simple des zones : elle léserait les intérêts des agriculteurs et producteurs zoniens, car le bénéfice de la franchise ne leur étant plus accordé, leurs relations avec Genève seraient supprimées ; quoique les conditions ne soient plus les mêmes qu'il y a un demi-siècle, il n'en reste pas moins vrai que de nouveaux courants commerciaux auraient la plus grande difficulté à se produire. Ce n'est certainement pas Annecy qui remplacera Genève dans sa consommation des produits zoniens, et si Annecy doit

voir sa population augmenter par suite de la suppression des zones, il s'écoulera encore bien des années avant que le chef-lieu de la Haute-Savoie soit en état de servir de débouché à tous les produits zoniens.

Autre aspect de la question : il est incontestable que Genève a besoin des zones pour ses approvisionnements. Or Genève est une ville qui a été française, qui parle français, qui, sur 110.000 habitants, compte 40.000 Français, qui fait partie d'un pays avec lequel nous avons toujours entretenu les meilleures relations. Nous n'aurions donc aucune raison pour priver Genève d'avantages dont elle a joui depuis longtemps et qui lui sont nécessaires.

En ce qui concerne les différentes formes du système du double cordon, quelles qu'elles soient, elles ont le grave défaut d'être d'une grande complication. Un cordon douanier est déjà bien pénible pour les frontaliers, mais vraiment se trouver enserré entre une ligne douanière française fermée, cela offre bien des inconvénients et des inconvénients, et seule une solution qui, tout en donnant satisfaction aux légitimes préoccupations des producteurs zoniens, supprimera cette ligne douanière, a des chances de réussir.

La solution que nous préconisons est donc la suivante :

1° Report de la ligne de douane actuelle à la frontière géographique ;

2° Organisation d'un régime spécial en ce qui concerne les relations avec Genève.

Si l'on se bornait à la première modification, cela équivaldrait purement et simplement à la suppression des zones, à laquelle nous sommes hostiles. Aussi estimons-nous qu'il faut créer, en faveur de Genève, une exception dans les tarifs douaniers, car si l'on supprimait la zone il est bien certain que par voie de représailles la Suisse augmenterait ses droits et empêcherait ainsi l'exportation des produits zoniens dans la Confédération helvétique. Ces exportations s'élevant à plus de 4 millions et demi par an, les producteurs savoyards et gessiens auraient du mal à retrouver un autre débouché.

Mais il est hors de doute que Genève serait très incommodée de cette situation, car elle a besoin des zones, et il n'est pas moins douteux que l'on pourrait arriver à un arrangement qui concilierait tous ces intérêts. Cet arrangement serait le suivant :

Admission en franchise, par le canton de Genève, de quantités limitées de produits zoniens (quantités basées sur l'état actuel des exportations) certifiées par des certificats d'origine délivrés par les maires. Chaque producteur zonien aurait son crédit d'exportation, qu'il ne pourrait pas dépasser : le contrôle

en serait facilement fait par des vérificateurs détachés des bureaux de douanes voisins.

Inversement le canton de Genève serait autorisé à exporter en zone, moyennant justification de leur origine genevoise, une quantité déterminée de produits basée sur les échanges actuels.

De la sorte la question des zones serait solutionnée de la manière la plus satisfaisante possible : les producteurs agricoles exporteraient en Suisse les mêmes produits que maintenant, et obtiendraient même probablement une réduction sur les droits actuels. Les particuliers zoniens seraient affranchis de la ligne douanière existant maintenant, qui rend les communications avec l'intérieur de la France si pénibles et si malcommodes. Il est vrai que ces particuliers seraient privés de la franchise sur les denrées coloniales et les pétroles, qu'ils affectionnent particulièrement. Mais avec la réduction probable des droits sur ces denrées, qui a déjà commencé par le sucre, ces avantages deviendraient de plus en plus faibles.

Enfin la question industrielle serait également résolue, car les importations en franchise que Genève ferait pour la consommation zonienne, ne représenteraient qu'une quantité équivalente à la consommation actuelle : or maintenant l'industrie zonienne n'existant pas ne peut s'approvisionner de matières premières à Genève. Genève ne peut donc trouver

mauvais que l'on taxe ces matières premières au tarif intégral lors de leur passage à la ligne de douanes, et les industries zoniennes seraient ainsi dans la même situation que les industries de l'intérieur, c'est-à-dire bénéficieraient de la protection des tarifs douaniers.

Certaines personnes ont dit que la nouvelle ligne douanière serait très difficile à garder à cause des rives du lac Léman, qui sont accessibles presque partout. L'objection n'est pas bien sérieuse : les côtes du lac Léman seraient facilement gardées en installant quelques postes fixes et un certain nombre de canots automobiles, qui rendraient la contrebande presque impossible.

Un autre point dont il faudrait s'inquiéter — et cette préoccupation se fait jour également dans la proposition de loi de la commission des douanes de la Chambre du 7 juin 1905, — c'est le délai prévu par la convention du 31 mai 1881 concernant la suppression ou la modification de la zone franche de la Haute-Savoie. Un préavis de douze mois est en effet prescrit, et il est probable que pendant ces douze mois des spéculateurs introduiraient en franchise dans la zone des produits qui seraient transportés ensuite, à la faveur du nouveau régime et sans payer de droits, à l'intérieur.

La solution de cette difficulté consisterait à maintenir pendant un certain temps la ligne de douanes

actuelle qui exercerait un contrôle et ne laisserait passer que des quantités limitées de produits zoniens, basées sur les relations actuelles entre les zones et la France.

Nous concluerons notre étude sur les zones franches en faisant observer que cette question est très complexe et qu'elle n'est pas près d'être résolue : toutes les tentatives en ce sens se heurtent à l'hostilité des populations zoniennes qui ne voient que les bénéfices directs qu'elles retirent de la situation. C'est pourquoi les essais faits jusqu'ici pour établir un nouveau régime ont piteusement échoué, et il est permis de croire que des années se passeront encore avant que l'on arrive à une solution quelconque.

Vu : Le Président de la thèse

A. SOUCHON

Vu : le Doyen

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Bard* (Joseph). — Histoire de l'annexion de la Savoie.
- Baron* (A.). — La neutralité de la Savoie du Nord.
- Charousset* (Louis). — Les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex.
- Duparc* (Léonce). — Quelques renseignements et réflexions à propos de la zone franche de la Haute-Savoie.
- Fabry*, (premier syndic général du Tiers-Etat). — Mémoire pour servir à la justification de l'Administration du pays de Gex, 1790.
- Folliet, Duval et Bruchet*. — Histoire de la Savoie.
- Folliet et Duval*. — La vérité sur la zone franche de la Haute-Savoie.
- Guichard* (Eugène). — La question des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie.
- Le Grix* (Henri). — Les zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gey.
- Mariat* (S.). — Recueil de documents concernant les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.
- Pallain* (Georges). — Les douanes françaises.
- Pictet de Rochemont*. — Neutralité de la Suisse.
- Pictet* (Edmond). — Biographie, travaux et correspondance diplomatique de C. Pictet de Richemont.
- Rilliet* (Albert). — Histoire de la Restauration de Genève.
- Saint-Genis* (Victor de). — Histoire de Savoie.
- Voltaire*. — Correspondance.

Journal officiel.

Observations préliminaires du tarif des Douanes.

La Zone-Commerce, annuaire commercial.

Le Courrier des Alpes, journal, 1848.

La Zone, journal, 1871.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Le Régime des Zones franches

CHAPITRE I. — Origines de la zone franche du pays de Gex.....	17
§ 1. — Histoire du pays de Gex.....	18
§ 2. — Situation de Genève par rapport au pays de Gex et à la Savoie.....	20
§ 3. — Précédents que l'on pouvait invoquer pour demander la création d'une zone franche dans le pays de Gex.....	23
§ 4. — Création de la zone franche en 1815.....	34
§ 5. — Le pays franc.....	44
CHAPITRE II. — Origines de la zone franche de la Haute-Savoie.....	47
§ 1. — Quelques mots sur l'histoire de la Savoie..	47
§ 2. — La petite zone sarde de 1816.....	52
§ 3. — La zone d'annexion de 1860.....	60
CHAPITRE III. — Relations du pays de Gex avec la Suisse.....	80

	Pages
CHAPITRE IV. — Relations de la zone franche de la Haute-Savoie avec la Suisse.....	99
CHAPITRE V. — Relations des zones avec le territoire français.....	111
§ 1. — Zone franche du pays de Gex.....	111
§ 2. — Zone franche de la Haute-Savoie.....	120
§ 3. — Dispositions communes aux deux zones depuis 1863.....	128

DEUXIÈME PARTIE

Les Modifications possibles du Régime des Zones franches

CHAPITRE VI. — Extension de la zone de 1860 à tout le département de la Haute-Savoie.....	147
CHAPITRE VII. — La suppression des zones franches...	152
§ 1. — Peut-on légitimement les supprimer ?.....	152
§ 2. — Protestations possibles de la Suisse.....	155
§ 3. — Les populations des zones ont-elles intérêt à cette suppression ?.....	157
CHAPITRE VIII. — Le système du double cordon douanier.....	169
Première forme.....	170
Deuxième forme.....	177
Troisième forme.....	180
CHAPITRE IX. — Système qui consisterait à reporter la ligne douanière à la frontière géographique, en maintenant certaines facilités pour les relations avec Genève.....	190
BIBLIOGRAPHIE.....	196

